

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Département de Sociologie et d'Anthropologie

La décroissance d'hier à aujourd'hui

PAR

Geneviève Tremblay-Racette

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures et postdoctorale en vue de
l'obtention du grade de Maîtrise ès Art
Maîtrise en sociologie

Sous la direction du Pr. Diane Pacom Ph.D
Évaluateur Pr. Yves-Marie Abraham Ph. D

Le lundi 17 novembre 2014

Remerciements

D'abord, je tiens à remercier monsieur François Fortier qui est le professeur qui m'a fait connaître la décroissance lors de mon baccalauréat et sans qui ce mémoire n'aurait pu prendre forme. Il m'a transmis ses connaissances et son espoir en cette société alternative. Ensuite, je tiens à remercier sincèrement madame Diane Pacom, qui m'a encouragé à poursuivre mes études en sociologie. De plus, c'est elle aussi qui m'a beaucoup aidé dans la rédaction de ce mémoire. Elle m'a encouragée à être très rigoureuse dans mon travail et à avoir une bonne méthodologie. Grâce à sa grande expérience, elle a su être une guide exceptionnelle. J'ai une grande admiration pour elle et elle est un modèle pour moi.

Je veux aussi remercier les membres de ma famille pour leur support soutenu et leur encouragement. Un merci très particulier, à ma mère pour m'avoir conseillé et secondé dans les moments plus difficiles. Aussi un remerciement tout spécial à mon copain Carl Pelletier pour toutes les fois où il m'a enduré à parler de la décroissance, pour son opinion lorsque je me questionnais, sa tolérance dans les moments difficiles et son support tout au long du parcours.

Je tiens à remercier particulièrement monsieur Yves-Marie Abraham un des spécialistes du sujet au Québec d'avoir accepté que j'assiste à son cours sur la décroissance et aussi d'avoir consenti à être l'évaluateur de ce mémoire. Ses conseils et mises en garde m'ont permis de mieux circonscrire les paramètres de ma recherche.

Je veux faire part de ma reconnaissance aussi à Serge Mongeau, Louis Marion ainsi qu'à Yves-Marie Abraham pour toutes les discussions que nous avons eues ensemble au sujet de la décroissance, ce sujet qui nous passionne tous. Je veux aussi remercier le MQDC pour les quelques rencontres auxquelles j'ai pu assister et où j'ai appris beaucoup et j'ai pu alimenter mes réflexions sur la décroissance.

La table des matières

Introduction.....	6
La problématique de la recherche	7
La méthodologie	8
La structure du texte.....	9
Définition de la décroissance	11
Les critiques que porte la décroissance à la société actuelle	12
Critique de la croissance	12
Critique de la technique	12
Critique du développement et du développement durable.....	13
Les caractéristiques de la société de décroissance	14
Chapitre 1.....	16
Introduction au premier cycle	16
1.1Le contexte.....	17
1.1.1Mai 1968	17
1.1.2 Le rapport Meadows de 1972	20
1.1.3 La conférence de Stockholm tenue en 1972	22
1.2 Les auteurs du premier cycle de la décroissance	23
1.2.1 Nicholas Georgescu-Roegen : la croissance infinie est impossible.....	24
Liens à faire avec la décroissance	25
1.2.2 Ivan Illich : la notion de convivialité	26
Liens avec la décroissance	29
1.2.3 André Gorz : les problèmes liés à la surproduction et surconsommation.....	30
Le travail comme facteur de changement dans l'œuvre de Gorz.....	33
Liens des thèses de Gorz avec la problématique de décroissance	34
Conclusion du premier chapitre	35
Chapitre 2.....	36
Introduction au deuxième cycle	36
2.1 Contexte	37
2.2 Les auteurs	38
2.2.1 François Partant : la critique du développement international.....	39

Liens entre les écrits de François Parent et le terme décroissance	43
2.2.2 Gilbert Rist : la critique du développement et développement durable	44
Liens entre les théories de Gilbert Rist et la problématique de la décroissance	49
2.2.3 Paul Ariès : la décroissance un projet politique	49
La problématique des crises telle qu'analysée par Paul Ariès	50
Les solutions avancées par Paul Ariès	52
Le revenu universel et le revenu maximal autorisé	52
La gratuité du bon usage et renchérissement du mésusage	52
La politique, selon Ariès	53
2.3 Au niveau politique	55
Serge Latouche	56
Vincent Cheynet et le Parti Pour la Décroissance	57
Cornelius Castoriadis	58
Conclusion du deuxième chapitre	59
Chapitre 3	60
L'influence de Serge Latouche sur le Québec	60
3.1 L'historique de la décroissance au Québec	60
3.2 Les auteurs	61
3.2.1 Serge Mongeau : plus de liens moins de biens	61
La santé	63
Réorganisation de nos villes	64
3.2.2 Louis Marion : la critique du capitalisme et de la technologie	64
Le travail	65
La critique de la technique	66
3.3 L'histoire du MQDC	67
3.3.1 Le début du MQDC	67
3.3.2 Le Manifeste pour une décroissance conviviale	69
3.3.3 Les autres publications du MQDC	71
3.4 Les développements suite au MQDC	72
Conclusion de la décroissance au Québec	73
Les solutions de Serge Latouche	73

Décoloniser l'imaginaire.....	73
Les huit «R» de la théorie de Latouche	75
Conclusion	76
Naissance et développement de la décroissance jusqu'au Québec d'aujourd'hui	77
Limites de la recherche	78
Les pistes de recherche pour des projets ultérieurs.....	79
Ma vision de la décroissance	79
Annexe 1	81
Bibliographie.....	89

Introduction

La décroissance est avant tout une critique de la société actuelle. Serge Latouche, Paul Ariès et plusieurs auteurs expliquent que notre société traverse une période de crise. Tous s'entendent pour dire qu'il y a plusieurs crises, soit une crise environnementale ou écologique, une crise économique, une crise sociale, une crise personnelle ou de sens ainsi qu'une crise politique. Nous reviendrons plus en détail sur ces crises plurielles avec Paul Ariès. Toutefois, pour commencer, nous allons tout de même prendre le temps d'expliquer la nature et l'impact de ces crises sommairement.

D'abord, nous allons aborder les crises environnementales et économiques. On constate la présence récurrente de crises économiques qui affectent tous les systèmes et même vont jusqu'à laisser supposer un effondrement total du système capitaliste. La crise environnementale s'illustre avant tout par les changements climatiques et l'augmentation des phénomènes extrêmes surtout sur le plan météorologique. Nous commençons ainsi à percevoir des limites environnementales que l'on croyait inexistantes jusqu'à présent. Ceci découle surtout de l'augmentation de la production et de la consommation qui épuise nos ressources et produit des déchets en très grande quantité. Dans notre perspective, l'économie de croissance s'avère donc être incompatible avec la survie de l'humanité dans notre environnement immédiat ainsi qu'à l'échelle de notre planète. Nous sommes à la croisée des chemins et nous savons que le modèle capitaliste néolibéral ne s'accorde plus avec un environnement viable pour les êtres humains.

« Notre surcroissance économique se heurte aux limites de la finitude de la biosphère. La capacité régénératrice de la Terre n'arrive plus à suivre la demande : l'homme transforme les ressources en déchets plus vite que la nature ne peut transformer ces déchets en nouvelles ressources (Latouche, 2007, p. 42) ».

Nous sommes persuadés que si nous voulons que l'espèce humaine continue à survivre, il faudra changer radicalement notre rapport avec la nature.

Au-delà des crises économiques et environnementales, il y a aussi les crises sociales, personnelles et du sens. La crise sociale s'observe par la croissance des inégalités sociales non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi dans chaque société (Ariès, 2008, p. 52). « La croissance est devenue une machine à accroître les inégalités sociales. En 1960 : l'écart entre 20 % les plus riches et 20 % les plus pauvres était de 1 à 30, il est aujourd'hui de 1 à 80 (Ariès, 2008, p. 53) ». Cela entraîne des problèmes de sous-alimentation et d'insécurité alimentaire qui mettent la vie de ces gens en danger (Mongeau S. e., 2010, p. 2). De l'autre côté, il y a les gens qui vivent dans les pays industrialisés et qui souffrent d'asthme, de cancers, d'allergies, d'obésité, de maladies cardio-vasculaires et de problème de santé mentale (Mongeau S. e., 2010, p. 2). Il ne faut pas non plus oublier les personnes qui « vivent des épisodes d'épuisement professionnel pour avoir trop travaillé (Mongeau S. e., 2010, p. 2) ». Somme toute, le nombre de

problèmes tel que le stress, le surmenage, les dépressions et le suicide sont en hausse dans nos sociétés occidentales (Ehrenberg, 2008, p. 9).

Ajoutons aussi le fait que plusieurs des auteurs consultés à ce sujet expriment aussi que notre société actuelle encourage le repli sur soi et le recours davantage à des rapports marchands plus fréquemment qu'à des rapports humains (Généaux, 2008, p. 161-162). L'homme est un animal social et les rapports avec les autres sont essentiels à son bien-être. De plus au niveau personnel et du sens, nous avons développé une «illusion qu'il serait possible de compenser la perte des repères, des valeurs, des identités collectives et individuelles par la consommation de produits de marques identitaires. (Ariès, 2008, p. 56)» Puisque nous sommes «continuellement occupés, agités, divertis, nous n'avons plus la possibilité de réfléchir (...) [sur la place que doit prendre ce] que nous consommons biens, services ainsi que nos relations (Mongeau S. e., 2010, p. 2)» interpersonnelles et sociales.

Enfin, il faut mentionner le versant politique de la crise puisque la «capacité même de notre société humaine à s'auto-organiser se trouve remise en cause par un véritable intégrisme économique. (Ariès, 2008, p. 59)» L'économie et la technologie prédominent sur les lois humaines ainsi que sur l'autonomie des États (Ariès, 2008, p. 59). Cela signifie que les réalités économiques prévalent de plus en plus sur le bien-être de l'humanité dans son ensemble. Nous constatons ceci surtout à travers le lobbying des grandes entreprises auprès de nos gouvernements qui influencent beaucoup leurs décisions. Par le fait même, les citoyens sont désabusés et ne croient plus que la classe politique est là pour améliorer leurs conditions de vie (Mongeau S. e., 2010, p. 2). Selon plusieurs citoyens, les politiciens seraient plutôt à la solde de grandes multinationales (Mongeau S. e., 2010, p. 2).

C'est au carrefour de ces crises qu'émerge la décroissance et son objectif qui est de répondre à bon nombre de ces crises.

La problématique de la recherche

À cause de toutes les crises mentionnées plus haut et les multiples problèmes qu'elles entraînent, nous devons penser à envisager des solutions. Selon plusieurs objecteurs de croissance il faut agir et agir vite. Les objecteurs de croissance sont des individus qui viennent de milieux souvent très hétérogènes et qui se regroupent autour de l'objectif de s'opposer à la croissance. Souvent ces individus se rassemblent pour former des mouvements tels que celui des objecteurs de croissance. Ces mouvements se trouvent un peu partout dans le monde, mais de façon plus développée en France. Le mouvement commence aussi à se manifester au Québec. Certains de ces mouvements sont plus politisés que d'autres. Chaque mouvement a aussi ses propres objectifs, mais généralement tous les groupes et leurs membres se donnent un manifeste de base qui exprime leurs prises de position par rapport à la décroissance. La solution serait donc d'instituer une société axée sur la décroissance.

Étant donné que la décroissance est une idéologie récente qui remet en cause la civilisation occidentale moderne il y a malheureusement très peu de textes qui analysent son évolution historique. De plus, ses origines sont très complexes et semblent être enracinées dans plusieurs réalités diverses. Nous en entendons souvent parler, mais

qu'est-ce qu'elle est exactement et comment s'est-elle développée? Je vais tenter d'analyser et de mettre en évidence dans quelle conjoncture socio-historique la décroissance a pris naissance, quel sens a été accordé à son développement et comment s'est-elle transformée à travers son évolution pour arriver à la forme qu'elle possède aujourd'hui. Je vais concentrer ma recherche surtout sur le phénomène de la décroissance tel qu'il a émergé et s'est institué au Québec.

À cet effet, nous allons donc en un premier temps faire un retour historique sur la question afin de bien comprendre les idées qui sont à la base de cette approche. Ensuite, nous allons explorer les prises de position de certains penseurs qui se sont distingués comme figures essentielles de cette approche pour enfin nous pencher sur le cas de la décroissance au Québec. Cette démarche analytique nous permettra d'acquérir une vision plus large des phénomènes qui nous intéressent et de tenter d'arriver à une définition plus précise, plus claire et plus détaillée du phénomène étudié. Au Québec, étant donné la jeunesse relative de cette problématique, il y a peu de textes qui ont été écrits sur le sujet. Par la réalisation de ce projet de mémoire, j'espère pouvoir contribuer sur le plan analytique à cette littérature émergente sur la décroissance.

La décroissance possède aussi des implications sociales globales importantes puisqu'elle comprend des objectifs politiques, c'est-à-dire un changement radical du modèle social établi par les systèmes politiques en vigueur. En faisant le point sur la situation de ce phénomène au Québec, nous espérons non seulement contribuer à ce sujet sur le plan théorique, mais aussi participer à l'évolution de cette idée au niveau politique. De plus, grâce avec une meilleure compréhension de ses origines et de son développement on pourra voir de quelle façon la société de décroissance constituerait une alternative à la société actuelle.

Avec ce mémoire, nous voulons aussi réussir à identifier à quel moment ont émergé, les signes avant-coureurs de cette volonté d'arrêter la croissance économique. Nous voulons voir aussi quels éléments, quels phénomènes, quelles conjonctures se trouvent à la base de ce désir de décroître le système. Nous voulons ainsi analyser les critiques que les auteurs sélectionnés portent à la société contemporaine selon laquelle la croissance est d'une importance capitale. De même, nous souhaitons faire ressortir les caractéristiques qui sont nécessaires afin de modifier la société et d'entamer le changement vers une société afin de cheminer vers la décroissance.

La méthodologie

Tel que mentionné plus haut, dans ce mémoire, je vais tenter de comprendre dans quelle conjoncture la décroissance a pris naissance, quelle direction a pris son développement et comment elle s'est métamorphosée à travers les années pour en arriver à la forme qu'elle a acquise aujourd'hui avant tout au Québec. Dans cette logique, je vais d'abord présenter des auteurs qui ont été les plus marquants durant les années 1968 à 1980. Par la suite, je vais analyser les œuvres des penseurs qui ont été les plus importants entre les années 1990 et 2000. Enfin, je vais regarder plus attentivement la situation de ce qui se passe actuellement au Québec. Je compte présenter différents auteurs et comparer leurs approches respectives afin de faire ressortir comment ils ont été influencés par le

théoricien français Serge Latouche qui est considéré comme étant un des plus importants précurseurs de cette mouvance. Nous allons ainsi essayer de voir aussi s'il y a des liens qui peuvent être établis entre leurs œuvres, les critiques et les caractéristiques de la décroissance telle que présentée plus haut. En conclusion, nous allons réfléchir sur les stratégies proposées par Serge Latouche pour atteindre une société basée sur la décroissance. J'aimerais souligner aussi qu'avant de terminer cette recherche, j'esquisserais brièvement ma perspective de jeune sociologue sur la décroissance. Mes années de militantisme dans divers mouvements sociaux me serviront aussi de guide et de point de repère dans ma démarche intellectuelle.

Étant donné la nature théorique et analytique de ma recherche, mes informations seront recueillies dans des textes et des ouvrages. Mes sources seront donc secondaires (Aubert-Lotarski, 2007). À partir des textes théoriques consultés, je vais surtout tenter de faire ressortir les éléments qui pourraient faire advenir et constituer sociologiquement une société de décroissance. L'analyse des thèses élaborées dans les ouvrages retenus me permettra de mieux tenter de ressortir et de comprendre les idéologies, les systèmes de valeurs, les représentations ou les visions politiques qui sous-tendent le phénomène de la décroissance (Aubert-Lotarski, 2007). C'est exactement ce que je compte saisir théoriquement.

La structure du texte

Comme souligné plus-haut ce mémoire est basé sur une étude socio-historique du phénomène de la décroissance. Nous avons sélectionné des œuvres de certains auteurs qui ont selon nous marqué l'évolution et la transformation de la décroissance au courant des années.

Sur le plan chronologique, notre étude se situe surtout à la fin des années 1960 puisque c'est à ce moment qu'on constate l'apparition des premiers signes les plus évidents de l'idée de décroissance au sens que je donne à cette notion dans mon mémoire (Duverger, 2011, p. 21). J'appellerais cette phase le premier cycle. Il se situe plus exactement entre 1968 et 1980.

Premièrement, je vais faire ressortir les moments importants de cette mouvance en m'attardant sur ceux qui ont eu les conséquences les plus importantes sur l'évolution du concept de la décroissance. Je vais me centrer sur les événements de Mai 1968 en France, la publication du rapport Meadows ainsi que la conférence de Stockholm. Lorsqu'on parle de Mai 68, nous parlons de la naissance de nouvelles idéologies, de la critique du capitalisme et de celle de la société de consommation, la transformation des structures sociales et la naissance de la Théorie critique. Dans le rapport Meadows, notre analyse se concentre plus spécifiquement sur la question de l'avenir de la planète et sur les impacts qu'a eu sur elle l'activité humaine. Nous analyserons ensuite quelques modèles et scénarios tels que ceux de la croissance zéro et des limites environnementales. Pour ce qui est de la conférence de Stockholm, nous présenterons la création de principes internationaux pour lutter contre la pollution qui sont ressortis de cette rencontre.

Deuxièmement, je vais présenter les principaux auteurs de la décroissance relatifs à cette période soit Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich et André Gorz. Je vais analyser ainsi ce que chacun d'eux ajoute à la problématique de la décroissance. Nous allons

ensuite analyser quelles sont les critiques qu'ils adressent à la société de leur époque ainsi que les changements qui à leur avis doivent être apportés afin de l'améliorer. Ainsi, Nicholas Georgescu-Roegen nous fera découvrir la quatrième loi de la thermodynamique et les problèmes de la croissance infinie. Avec Ivan Illich, nous explorons la notion de convivialité. Enfin, André Gorz, nous présentera les problèmes liés à la surproduction et la surconsommation tout en présentant sa vision du travail dans une société de décroissance.

Toujours sur le plan chronologique de ma recherche, je vais entamer l'analyse du deuxième cycle qui se manifeste entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Dans ce cycle, l'élément le plus important est la critique du développement institué dans les pays dit en voie de développement ainsi que celle du développement durable. Dans cette partie je compte analyser la vision de la décroissance telle qu'explicitée dans les œuvres de François Partant, Gilbert Rist et Paul Ariès. L'auteur François Partant nous parlera du problème qui existe avec le concept de développement et de développement international.

Il explorera les conséquences de l'occidentalisation du monde et présentera une société alternative qui serait basé sur une charte mondiale. De son côté Gilbert Rist, s'opposera à toute forme de développement et parle même de l'existence d'une croyance presque religieuse dans les approches du développement. Il critique aussi la théorie économique et proposera des nouvelles façons d'arriver à un changement de paradigme. Paul Ariès quant à lui nous présentera les crises de notre société avant de présenter ses solutions fortes intéressante.

Dans cette section, il y aura aussi un passage sur la politique puisque la décroissance comporte aussi une dimension politique forte importante. Nous verrons comment les différents auteurs abordés voient la place qu'a occupé et occupe la décroissance dans l'arène politique.

Il va sans dire que le théoricien le plus connu de cette période de la décroissance est Serge Latouche. Nous allons donc partir de son point de vue et de ses réflexions pour mieux comprendre le phénomène de la décroissance. Il a lui-même été influencé par les auteurs du premier cycle soit Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich et André Gorz. Les auteurs du deuxième cycle font aussi partie de ses inspirations, mais se sont plus des collègues qui travaillent le même sujet. Nous allons observer quels auteurs ont influencé Serge Latouche et quelle a été son influence au Québec. Serge Latouche est un penseur qui a eu et a encore beaucoup d'influence sur l'évolution du concept de la décroissance. C'est pour cette raison que la troisième section portera sur l'impact de sa perspective au Québec. De plus, nous expliquerons comment la décroissance s'est implantée et développée au Québec surtout grâce à des auteurs québécois tel que Serge Mongeau et Louis Marion. Avec Serge Mongeau nous nous concentrerons sur la santé et la réorganisation des villes et avec Louis Marion nous analyserons la critique du travail et la critique de la technique. Nous allons aussi nous attarder sur le développement du Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) ainsi que sur le contenu de son manifeste.

Comme nous l'avons indiqué dès le début de ce texte, la théorie de Serge Latouche constituera la ligne directrice de notre mémoire. Nous partirons de sa définition que cet auteur donne de la décroissance (nous y reviendrons sous peu) ainsi que son analyse du système établi. Tout au long de ce texte, nous allons ajouter d'autres caractéristiques de la décroissance ainsi que les critiques sociales qui ont contribué à la mise en place de cette idée. Nous regarderons aussi la perspective introduite par Serge Latouche telle que partagée par la majorité des objecteurs de croissance.

Avant de nous centrer sur l'analyse du contexte et sur les auteurs, qui ont fait émerger le phénomène qui nous intéresse. Nous allons préciser plus-bas ce que veut dire le mot décroissance. L'œuvre de Serge Latouche sera notre source d'inspiration principale tout au long de ce mémoire.

Définition de la décroissance

Présentement, il ne semble pas y avoir un consensus concernant la définition précise de la notion de décroissance. Cependant, on peut identifier un point qui est commun entre ces différentes définitions. Il réside dans le fait que cette notion constitue le noyau de base pour la création d'une société alternative. On dit souvent qu'elle n'est ni un concept, ni un programme.

Selon Serge Latouche, la décroissance a comme but de freiner l'objectif d'une croissance illimitée qui serait selon lui néfaste pour l'environnement et qui risque d'entraîner l'humanité à sa perte (Latouche, 2007, p. 21). Notre auteur ajoute aussi que ce terme est «un slogan politique à implication théoriques (Latouche, 2006, p. 17)». Ses propos s'accordent aussi avec l'expression mise en place par Paul Ariès affirmant que «La décroissance est (...) un «mot-obus» (...), qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme (Ariès, *Décroissance ou barbaries*, 2005)». Pour lui, le terme théorique le plus exact pour contenir cette idée serait celui de a-croissance (Latouche, 2007, p. 22).

Il ajoute aussi que la décroissance ne peut se faire que dans une société de décroissance (Latouche, 2007, p. 21). Ce qu'il veut dire par là c'est qu'il faut développer «un système reposant sur une autre logique (Latouche, 2007, p. 21)». Afin d'arriver à un changement. C'est pourquoi il est impératif selon lui de changer aussi bien le système que les structures sociales actuelles¹.

Serge Latouche la résume la décroissance comme suit:

« Au départ, la décroissance est donc simplement une bannière derrière laquelle se regroupent ceux qui ont procédé à une critique radicale du développement et veulent dessiner les contours d'un projet alternatif pour une politique de l'après-développement (Latouche, 2007, p. 22)».

Tel que nous l'avons souligné plus haut, il est clair pour nous que les partisans de cette idée pourraient être qualifiés d'objecteurs de croissance. Ils ne

¹ On s'entend toutefois que la décroissance ne signifie pas la récession.

² L'empreinte écologique c'est «la surface [terrestre ou marin] nécessaire pour subvenir aux besoins d'une

forment pas nécessairement un groupe. Généralement ils sont plutôt un mouvement hétérogène formé de personnes s'accordant sur la nécessité d'une décroissance. Par ailleurs, Serge Latouche se qualifie lui-même comme étant un objecteur de croissance.

Afin de saisir comment ce phénomène s'est développée nous allons dans les pages qui suivent nous attarder sur l'analyse des écrits de Serge Latouche, cet économiste français est reconnu comme étant le théoricien le plus important de la décroissance et ceci à partir des années 2000. Notre auteur centre sa pensée critique sur la décroissance qui représenterait selon lui une alternative importante à la société actuelle basée sur le capitalisme et la croissance.

Les critiques que porte la décroissance à la société actuelle

Comme nous l'avons soulevé ci-haut, la décroissance est avant tout une critique de la société actuelle. Elle comprend la critique de la croissance, la critique de la technique et la critique du développement (qu'il soit durable, international, ou autre).

Critique de la croissance

En un premier temps, Latouche porte sa critique sur les conséquences de ce système sur l'environnement parce que la croissance a selon lui des conséquences très néfastes sur l'ensemble de la société. Notre empreinte écologique² actuelle est insoutenable tant par rapport à l'égalité entre les êtres humains de autres pays que par rapport à ses effets sur les générations futures (Latouche, 2007, p. 42). Il faudrait donc créer selon lui, un moratoire pour conserver les zones non touchées par l'homme afin de protéger les espèces sauvages aussi bien animales et végétales (Latouche, 2007, p. 45). De plus, il mentionne que «tant qu'on reste dans le monde enchanté de l'économie, c'est sur la croissance qu'on compte pour remédier aux maux écologiques et sociaux qu'elle engendre (Latouche, 2006, p. 127).»

Critique de la technique

Serge Latouche critique le processus de développement, qui a produit ce qu'il nomme la «Mégamachine techno-socio-économique» une expression qu'il emprunte à Lewis Mumford (Latouche, 2004, p. 202). Cette Mégamachine aurait pour objectif «la production pour la production, la technique pour la technique, le progrès pour le progrès, et ce, toujours plus qui constitue la loi des sociétés modernes [mais qui] ne peut se poursuivre éternellement (Latouche, 2004, p. 49)». Il parle aussi de la technoscience qui est selon lui le sous-produit de la fusion entre la technique et la science (Latouche, 2004, p. 64 et 166). D'après Latouche, ce que la technoscience utilise les découvertes scientifiques pour élaborer sans cesse de nouvelles techniques (Latouche, 2004, p. 66). La technique est vue par cet auteur comme étant «l'ensemble des procédés d'un art, d'un métier (Latouche, 2004, p. 38) ». Le problème d'un système basé sur la technoscience, c'est qu'il fonctionne sur deux lois. Premièrement, «tout ce qu'il est possible de découvrir sera fait (Latouche, 2004, pp. 77-80) » c'est-à-dire que peu importe que ce soit dangereux ou pas, éthique ou pas, les recherches doivent se poursuivre continuellement et dans tous les domaines possibles. Deuxièmement, « tout ce qui a été découvert sera

² L'empreinte écologique c'est «la surface [terrestre ou marin] nécessaire pour subvenir aux besoins d'une personne (ou d'un groupe de personnes) et absorber ses déchets (Revers, 2007)».

utilisé et mis en œuvre tôt ou tard (Latouche, 2004, pp. 80-82)». Il est donc inquiétant de se retrouver sous la domination de la Mégamachine dans une culture composée uniquement de la technoscience (Latouche, 2004, p. 40). De plus, la Mégamachine fait courir à toute la société deux dangers principaux (Latouche, 2004, p. 181). En premier lieu, il y a le risque technologique majeur qui découle du fait qu'on ne connaît pas les limites de la technologie et ses conséquences à long terme (par exemple les retombées des organismes génétiquement modifiés (OGM)) (Latouche, 2004, pp. 181-182). Deuxièmement, il y a la réalité de la crise environnementale ainsi que l'épuisement des ressources naturelles qui en découle (Latouche, 2004, pp. 33-34). Latouche discute aussi d'une autre conséquence fâcheuse de cette situation. Il s'agit de :

«la perte de substance du social liée à l'autonomisation de l'économique et du technique, la mondialisation empêchant par ailleurs toute régulation. (...) Pour lui cela conduit surtout à détruire le lien social par l'uniformisation, le déracinement et la destruction du politique (Duverger, 2011, p. 112).»

L'auteur souligne aussi que le problème ne se situe pas uniquement au niveau de la machine qui est créée par la technique, mais dans le fait que la technique affecte «l'ensemble des relations des hommes, des outils et de l'environnement à l'occasion du progrès de production et de consommation (Latouche, 1990, p. 74)»

Critique du développement et du développement durable

Deuxièmement, tout comme ses prédécesseurs, Latouche jette un regard très critique sur le développement. Il mentionne que «l'échec du développement au Sud et la perte de repères au Nord ont amené les penseurs à remettre en question la société de consommation et ses bases fondamentales soit : le progrès, la science et la technique (Latouche, Petit traité de la décroissance sereine, 2007, p. 29).» Il souligne aussi que le développement est basé sur des valeurs telles que le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité (Latouche, 2003). Il finit en concluant que «le développement, concept par définition ethnocentrique et ethnocidaire, s'est imposé par la séduction, combinée à la violence de la colonisation et de l'impérialisme constituant, d'après lui, un véritable «viol de l'imaginaire» (Latouche, Petit traité de la décroissance sereine, 2007, p. 25)». Il mentionne que le développement dans les pays du Sud n'a été rien d'autre que «l'occidentalisation du monde (Latouche, 1993, p. 146)».

Cela a amené l'auteur à se questionner sur «l'après-développement» qui se situerait d'après ses conclusions après la modernité et suite à l'échec des différents types de développement tentés dans le sud, par les pays du nord (Latouche, 1993, p. 145). Selon Latouche, l'après-développement a émergé au cœur des sociétés civiles du tiers-monde (Latouche, 1993, p. 147). Ces dernières ont tenté ainsi de créer des alternatives au développement qui ont pris la forme de projets anti-productifs et anticapitalistes dont un des objectifs était de créer une sociabilité plus conviviale (Latouche, 1993, p. 146).

Somme toute, Latouche affirme que «le développement est un mot toxique, quel que soit l'adjectif dont on l'affuble (Latouche, Petit traité de la décroissance sereine, 2007, p. 24)». Il veut dire ainsi qu'il soit durable, soutenable, bon ou responsable, cela ne

change en rien à la composition première du développement (Latouche, 2007, p. 24) soit l'idée de croissance. «Le développement économique a toujours été lié à la croissance (Latouche, 2006, p. 132).» L'auteur ajoute aussi que "développement durable" est un pléonasma³ et un oxymore⁴ (Latouche, 2007, p. 24). Il est d'abord un pléonasma puisque le développement est «une croissance durable par elle-même (Latouche, 2007, p. 24)» et un oxymore parce que le développement ne peut être «ni durable, ni soutenable (Latouche, 2007, p. 24)». Le développement durable est devenu un concept «fourre-tout» et «dans la pratique quotidienne des entreprises (...) [il] (...) est devenu un simple label publicitaire sans contenu (Latouche, 2006, p. 119)».

Serge Latouche soulève aussi le problème des limites du développement. «Il n'est jamais dit développement de quoi, pour qui et pour quoi, mais jamais non plus jusqu'où (Latouche, 2006, p. 133).» Ensuite, en se référant à Newman il ajoute aussi à ce sujet qu'«un développement infini dans un monde fini n'a pas plus de sens qu'une croissance infinie (Latouche, 2006, p. 133).»

Les caractéristiques de la société de décroissance

La théorie de la décroissance propose des ajouts essentiels à notre société pour transiter vers une société de décroissance. Premièrement, il parle de l'importance de la protection de l'environnement. Pour Latouche «notre surcroissance économique se heurte aux limites de la finitude de la biosphère (Latouche, 2007, p. 42)». On remplace les forêts par le béton et les zones qui auraient pu être cultivables sont peu à peu transformées en autoroutes ou en grands projets immobiliers (Latouche, 2006, p. 192). Nous reviendrons sur ce point quand nous discuterons du rapport Meadows, la conférence de Stockholm et l'approche développée par André Gorz.

En deuxième lieu, Serge Latouche parle d'autonomie. Il mentionne à ce sujet que

«dans un projet d'une société de décroissance, l'autonomie est à prendre au sens fort, au sens étymologique (autos-nomos, qui se donne ses propres lois), en réaction contre l'hétéronomie de la main invisible de la concurrence, de la dictature des marchés financiers et diktats de la technoscience dans la société (sur)moderne (Latouche, 2014, p. 17)».

Il ne faut pas confondre cette conception de l'autonomie avec celle prônée par l'idéologie libérale qui ne compte que l'émancipation qu'elle permet face aux traditions (Latouche, 2014, p. 21).

Par la suite, l'auteur français parle de la démocratie. Il explique que «la démocratie est un autre nom pour l'autonomie». Il ajoute que si on tient compte de l'autonomie, la démocratie ne peut être que directe. D'après lui, elle ne peut «fonctionner que si les membres de la communauté ont été éduqués pour être citoyens (Latouche, «Cornelius Castoriadis» ou l'autonomie radicale, 2014, p. 19)». Latouche nous dit aussi

³ Un pléonasma c'est deux mots qui veulent dire la même chose et qui ont le même sens comme par exemple monter en haut.

⁴ «On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme l'obscur clarté (Latouche, 2006, p. 114)».

que «la démocratie n'est autre que la traduction de l'autonomie en termes de régime politique (Latouche, 2014, p. 29)». De plus, il ajoute que

«le fait de déléguer le pouvoir à des mandatés fait moins problème que le mépris dans lequel est tenu le peuple, jugé incapable de se gouverner lui-même, par une caste de politiciens professionnels qui se font élire en manipulant l'électorat (Latouche, 2014, p. 25)».

Il est par conséquent totalement en désaccord avec le fait de présenter des candidats pour la décroissance, ce qui revient à parler de démocratie directe. Il ajoute toutefois un bémol. La démocratie directe n'est pas nécessairement la solution à tous les problèmes et elle n'est pas non plus nécessairement universelle, soit applicable, dans toutes les sociétés (Latouche, 2006, pp. 271-272). Serge Latouche préfère parler de démocratie locale.

Pour Castoriadis, afin d'arriver à une démocratie directe, il faudra absolument instaurer l'égalité sociale (Castoriadis, 1979, p. 439). Toutefois, il peut être difficile de revenir à cela après avoir vécu plusieurs siècles d'individualisme, auquel la plupart des gens ne voudront pas renoncer. C'est pourquoi Serge Latouche nous parle de «l'importance dans le projet de la décroissance, de la convivialité, à côté de l'autonomie (Latouche, 2014, p. 26)». Cette convivialité doit «permettre l'usage d'autrui sans abus, tout en respectant l'autonomie individuelle (Latouche, «Cornelius Castoriadis» ou l'autonomie radicale, 2014, p. 26)». Nous reviendrons plus en détail sur la notion de convivialité lorsque nous discuterons de la contribution d'Ivan Illich à la théorie de la décroissance. Cet auteur est à l'origine de ce concept. Pour l'instant, gardons seulement en tête que la convivialité est une des caractéristique essentielles de la décroissance.

Nous avons parlé auparavant d'autonomie individuelle, il faut souligner à cet effet qu'elle est «interdépendante avec l'autonomie de la société (Latouche, 2014, p. 27)». Pour qu'il ait une autonomie au niveau de la société, il faut qu'il y ait une autogestion des collectifs de travail (Latouche, 2014, p. 29). Comme nous l'avons mentionné plus haut, quand les individus développent leur autonomie individuelle, c'est l'autonomie sociétale totale qui en bénéficie. Au niveau économique, l'autonomie pourrait se réaliser par l'autogestion. Nous reviendrons plus en détail sur la question de l'autogestion quand nous présenterons l'œuvre d'André Gorz.

Avant d'aller plus loin nous allons résumer les principales caractéristiques de la décroissance qui sont, indissociable a) la protection de l'environnement, b) l'autonomie, c) la démocratie directe/locale, d) la convivialité et e) l'autogestion. Je vais démontrer au cours du mémoire comment certains auteurs ont introduit dans leurs écrits ces caractéristiques essentielles à la décroissance d'aujourd'hui.

Chapitre 1

Introduction au premier cycle

Je me base sur la théorie des cycles de Timothée Duverger tel qu'introduit dans son livre, *La décroissance une idée pour demain*. L'évolution et la transformation de la décroissance selon lui peut s'expliquer à l'aide de deux cycles bien distincts. D'abord, il y a le premier cycle de la décroissance qui est plutôt court. Ce premier cycle a permis de mettre en place les bases pour l'opposition au développement et à la croissance. À la fin de ce cycle, «la décroissance sombre donc dans les méandres de l'histoire (...)» (Duverger, 2011, p. 73). Dans son deuxième cycle, c'est là que la décroissance prend véritablement vie. Premièrement il y a eu un colloque tenu à Paris du 28 février au 3 mars 2002 qui donnera naissance au Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-Développement (Duverger, 2011, p. 93). Les organisateurs de cette rencontre importante ont été : La Ligne d'Horizon-Les Amis de François Partant, le *Monde diplomatique* et le Programme pour la Gestion des Transformations Sociales (MOST) de l'UNESCO (Duverger, 2011, p. 91). Un an après ce colloque, le réseau des Objecteurs de croissance va publier un manifeste dans lequel l'un des plus importants contributeurs sera le penseur français Serge Latouche (Duverger, 2011, p. 93). Ajoutons qu'à partir de cette époque que plusieurs auteurs ont commencé à écrire sur ce phénomène. D'après Duverger, le premier cycle du phénomène se situe entre 1960 et 1999 bien que les récessions de 1980 et 1990 sont des périodes où la décroissance a peu évolué (Duverger, 2011, p. 73). Le second cycle débute autour des années 2000 et va jusqu'à s'étendre à aujourd'hui (Duverger, 2011, p. 91). Nous allons utiliser cette division et ces dates pour structurer les deux premières parties de ce mémoire.

Le premier cycle de la décroissance se situe entre 1968 et 1980. La définition de la décroissance, concept qui a par ailleurs peu été utilisé en tant que tel au cours de cette phase a beaucoup varié au cours des différentes époques de son évolution. Pour cette section, nous allons nous en tenir au fait qu'avant tout la décroissance est une perspective politique qui s'oppose à la croissance principalement de nature économique et au système capitaliste. Elle a avant tout comme but de créer un projet social alternatif avec plus de liens sociaux forts et plus développés et évidemment plus d'autonomie. La société issue de cette perspective serait plus écologique, plus égalitaire et plus démocratique. Elle serait avant tout plus axée sur trois principes soit : l'autoproduction, la communalisation et la coopération. D'un autre côté cette société serait moins productive, moins consommatrice, moins orientée vers la croissance, moins impersonnelle et moins polluante. La décroissance permettrait une société qui serait basée sur le principe «moins de bien plus de liens». Elle est avant tout une notion ouverte que chaque auteur qui l'utilise l'interprète à sa façon. De manière chronologique, nous ajouterons des éléments à cette définition et ceci au fur et à mesure que nous avancerons.

Dans ce premier chapitre, je vais d'abord présenter des événements socio-historiques qui ont été marquants durant cette époque (1968-1980) et qui ont selon moi influencé la pensée des auteurs qui se sont penchés sur cette question lors de cette période. Selon Duverger, certains événements ont marqué plus particulièrement

l'évolution de la pensée de la décroissance (Duverger, 2011, pp. 29-32). Ces événements sont selon lui les suivants : Mai 68, le rapport Meadows et la conférence de Stockholm. Ensuite, je vais présenter les principaux auteurs de la décroissance de cette période c'est-à-dire Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich et André Gorz.

1.1 Le contexte

1.1.1 Mai 1968

La décroissance comme mouvement a été catalysée, comme l'indique Duverger, par le contexte de Mai 68 en France (Duverger, 2011, p. 21). Nous allons revenir un peu plus tard sur cet événement historique important.

Au-delà de son ampleur socio-politique, Mai 68 correspond aussi à la naissance de plusieurs nouvelles idées telles que celle de l'autogestion ainsi qu'à l'émergence de certaines activités auto-organisées et spontanées (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 126 et 187). Cette période est aussi synonyme de recherche d'une plus grande liberté, de plus de vérité, de plus de justice et de plus de communauté (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 186). On y retrouve évidemment aussi une forte critique de l'ordre établi, des institutions ainsi que de certaines théories sociales populaires de l'époque telles que le structuralisme aussi bien «dans son contenu en tant que tel et dans ses implications politiques » (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 190). Aussi, on voit émerger dans ce même contexte un désir de créer un nouvel ordre social fondé avant tout sur l'autonomie autant individuelle que sociale ainsi que sur l'auto-gouvernance (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, pp. 191-194) ce qui va de pair avec l'idée de la décroissance émise par Serge Latouche. On voit déjà apparaître une première caractéristique importante de la décroissance apparaître à cette époque soit celle de l'autonomie sociale.

Le capitalisme est lui aussi vivement critiqué par les mouvements sociaux et politiques issus de Mai 68 parce qu'il engendre la «transformation du travailleur en objet, la destruction du sens du travail dans la production; misère matérielle, chômage périodique, dans l'économie; exclusion de la vie politique et de la culture, dans la société (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 132) », qui fait en sorte que nous ne pouvons pas être créatifs dans une société capitaliste (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 134). Malgré cette critique importante et l'espoir de garder cette brèche ouverte, (Morin, Lefort, & Castoriadis, 1988, p. 186). La majorité des objecteurs de croissance se disent anticapitalistes et s'opposent à la croissance. Ils veulent aussi sortir de cette société capitaliste pour aller vers une société axée surtout sur la décroissance.

Au niveau intellectuel, le structuralisme très en vogue à l'époque est un courant théorique issu des sciences sociales qui fut élaboré par Claude Lévi-Strauss. Cet auteur développe cette théorie surtout dans les livres *Anthropologie structurale* publié en 1958 et *Anthropologie structurale deux* publié en 1973. Lévi-Strauss dit qu'«il suffit d'atteindre la structure inconsciente, sous-jacente à chaque institution et à chaque coutume, pour obtenir un principe d'interprétation valide pour d'autres institutions et d'autres coutumes (Lévi-Strauss, 1958, p. 28).» Toutefois, à cette époque le structuralisme commence déjà à être considéré comme «trop rigide, trop général et trop

particulier (Larousse, 2014)». Aussi, il exclut de nombreuses «situations sociales de ses capacités d'explication (Larousse, 2014)».

Le structuralisme est donc ainsi remis en cause surtout à l'aide de deux courants de pensée qui ont pris naissance à l'intérieur de la mouvance de Mai 68, le situationnisme et la Sociologie critique issue de la réactualisation dans les années 1960 de la Théorie critique de l'École de Francfort. Commençons par le situationnisme. Guy Debord est le fondateur de l'Internationale Situationniste. Selon Debord, le but est de changer le monde surtout au niveau de la culture des valeurs et des mœurs (Debord, 1957). Il croit qu'on doit modifier la société à l'aide de la culture (Debord, 1957). En créant de nouveaux modes de création artistique et en s'assurant de ne pas être colonisé culturellement, on peut modifier la politique (Debord, 1957). Le fait d'être libre dans notre rapport avec l'art permet aussi d'avoir une plus grande liberté dans sa vie (Debord, 1957). Debord nous dit que :

«Une action révolutionnaire dans la culture ne saurait avoir pour but de traduire ou d'expliquer la vie, mais de l'élargir. (...) Il faut définir de nouveaux désirs, en rapport avec les possibilités d'aujourd'hui. Il faut déjà, au plus fort de la lutte entre la société actuelle et les forces qui vont la détruire, trouver les premiers éléments d'une construction supérieure du milieu, et de nouvelles conditions de comportement. (Debord, 1957)».

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, Guy Debord croit aussi que la révolution doit passer non seulement par la critique, mais aussi par la création (Debord, 1957). Il ajoute aussi que «Notre idée centrale est celle de la construction de situations, c'est-à-dire la construction concrète d'ambiances momentanées de la vie, et leur transformation en une qualité passionnelle supérieure (Debord, 1957)». Selon Debord les situationnistes doivent tenter de créer ce qu'il appelle l'urbanisme unitaire (Debord, 1957). Cet urbanisme unitaire produira des villes expérimentales qui utiliseront les arts et les techniques pour modifier la façon de vivre et les comportements (Debord, 1957). Debord encourage les situationnistes à s'opposer au mode de vie capitaliste, à détruire l'idée bourgeoise du bonheur et à présenter une alternative révolutionnaire partout où la culture colonisée est dominante (Debord, 1957). Cela a plusieurs ressemblances avec la décroissance. Notre auteur nous dit aussi que les situationnistes :

«avaient entrepris la critique de la société de classe dans sa modernité même, et en élaborant le programme d'une insurrection qui cherche ses causes et son point d'application au cœur même de la vie vécue par ses contemporains, elle se proposait de réinventer le projet de la révolution prolétarienne dans les conditions qui étaient celles de son temps (1961, p. 23)»

Certains des situationnistes tels qu'Alain Tizon et François Lonchampt prônaient l'autogestion et la réalisation de l'art (Tizon & Lonchampt, 1999). Ces deux auteurs parlent «d'une révolution de l'esprit et de la sensibilité, d'un programme de reconquête ontologique tout autant que d'un bouleversement du mode de production (Faullimmel, 2000)». Ils ajoutent ainsi qu'il faut «une nouvelle conception du monde et de la vie (Faullimmel, 2000)». D'après Duverger, la critique situationniste qui se résume à «la joie

de vivre (...), le retour à la nature est à portée de main, comme acte émancipateur, dans la révolution. Émerge aussi ainsi de cette approche une critique radicale du système économique et de la société de consommation, celle des objecteurs de croissance qui sont très proches des situationnistes puisque pour avoir une société de décroissance, il faut absolument changer notre mode de vie qui est basé entre autres sur la consommation. On veut retourner à une joie de vivre de manière sobre et équitable pour tous. Le système économique et le mode de production doivent donc absolument être modifiés.

Pour ce qui est de la Théorie Critique, elle a émergé de l'œuvre des fondateurs de l'École de Francfort. Peu après la Première Guerre Mondiale, soit en 1923, un Institut de recherche social fut inauguré par les fondateurs de l'École de Francfort (Théodore Adorno, Max Horkheimer et Walter Benjamin) qui avaient pour objectif un «réexamen approfondi des fondements mêmes de la théorie marxiste (...) [afin] (...) d'expliquer les erreurs et préparer l'action future (Jay, 1977, p. 19)». Cela donna naissance à des innovations théoriques très intéressantes basées sur une autonomie intellectuelle (Jay, 1977, pp. 20-24). Après un long exil aux États-Unis à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, certains de ces chercheurs, dont Horkheimer et Adorno ont été obligés de prendre la difficile décision de retourner à Francfort pour «approfondir leurs recherche sur la crise du capitalisme, l'effondrement du libéralisme classique, la montée du péril autoritaire et autres sujets connexes. (Jay, 1977, p. 58)»

C'est dans ce contexte qu'a pris naissance la Théorie Critique qui tente de s'enraciner dans la réalité sociale et culturelle plutôt que de rester au niveau très théorique comme la théorie classique (Jay, 1977, pp. 100-103). Elle refuse de devenir «trop générale et abstraite (Jay, 1977, p. 104)» comme le positivisme. La Théorie Critique donne une importance considérable à l'imagination «voire de l'utopie, pour aller au-delà des limites actuelles de la réalité. (Jay, 1977, p. 99)». Les «modifications essentielles des conditions sociales, économiques et politiques (Jay, 1977, p. 61)» ont eu un impact important sur le développement de cette théorie. Enfin, la Théorie Critique croit en «la possibilité d'un ordre social différent (Jay, 1977, p. 103)». Le mouvement de Mai 68 et la naissance du courant situationniste ont finalement donné naissance à la Théorie Critique de l'après Deuxième Guerre Mondiale.

En résumé, les mouvements et les idées qui découlent de Mai 68 sont inspirés de la transformation des structures sociales, la tentative de se réapproprier la démocratie par l'entremise de l'autogestion, de la réforme du capitalisme. C'est dans cette mouvance qu'il y a eu des possibilités de faire des expériences telles que celle d'expérimenter des formations politiques alternatives et écologiques (Duverger, 2011, p. 33). Certaines de ces expériences seront plus tard récupérées par les mouvements qui se réclament de la décroissance. Tout comme le mouvement de Mai 68 ainsi le courant situationniste, la décroissance critique le capitalisme et la société de consommation et elle demande un changement totalement de système plutôt qu'une simple réforme. Rappelons ici que ces éléments constituent pour nous les principales critiques qui vont entraîner la décroissance comme nous l'avons vu plus haut avec Serge Latouche.

La naissance de la décroissance n'a pas une date précise, mais nous voyons que les événements et les réflexions des intellectuels qui adhèrent à cette idée dès son apparition tendent à initier un changement de société. Les caractéristiques, les critiques

sociales et les changements qu'ils proposent vont dans la direction de l'idée de la décroissance. On pourrait donc dire que c'est à cette époque qu'il y a les premiers balbutiements de la décroissance bien que le terme est encore loin d'être utilisé.

1.1.2 Le rapport Meadows de 1972

Nous nous intéressons maintenant au rapport Meadows parce qu'il représente un moment fort de l'évolution de la critique de la croissance et de la protection de l'environnement. Ces deux éléments constituent selon nous des fondements essentiels de la décroissance. Voyons comment le rapport Meadows formule cette critique.

Le Club de Rome est une association internationale indépendante qui fut fondée à Rome en 1968 (Club of Rome, 2011). Il est constitué de penseurs indépendants qui œuvrent dans différents domaines tels que des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux et des gens d'affaires qui se sont penchés sur l'avenir de l'humanité et de la planète (Club of Rome, 2011).

Le rapport Meadows fut réalisé par des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) à la demande du Club de Rome (Delaunay, 1972, p. 135). Le rapport fut déposé en 1972. Les principaux auteurs de ce rapport sont Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III. Le principal objectif de ce rapport, intitulé en français « *Halte à la croissance* », était d'observer les perspectives d'avenir de la planète et les impacts des activités humaines à l'aide de données statistiques et dans une perspective systémique (Duverger, 2011, p. 37).

À l'aide d'un modèle nommé World 3, qui est formé d'ensembles d'hypothèses et de phénomènes diversifiés, les chercheurs ont tenté de créer différents scénarios (Meadows, Meadows, & Randers, Rapport sur les limites de la croissance, 1972, p. 145). Le but du modèle est de donner «une représentation, la plus fidèle possible, de l'écosystème mondial (...) [et] d'améliorer notre représentation mentale des problèmes planétaires à long terme (Meadows, Meadows, & Randers, 1972, p. 146)». Les données utilisées se rapportaient surtout à la population, à l'industrialisation, à la production alimentaire, à l'utilisation des ressources naturelles et à la pollution (Mongeau Y. , 2012, p. 86). Les auteurs du rapport, soit Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgens Randers et William W. Behrens III, constatent à l'aide de leurs simulations que les données mentionnées plus haut sont en croissance exponentielle lorsqu'on les observe dans un avenir rapproché (Mongeau Y. , 2012, p. 88). Leurs simulations ne sont pas des prévisions dans le sens strict du terme, c'est-à-dire qu'elles n'ont « pas pour but de prévoir les valeurs précises des variables du modèle ni la chronologie exacte des événements (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 257)». C'est simplement un scénario de ce qui a le plus de chance de se produire si les politiques, la croissance économique, la démographie et les technologies continuent de progresser comme c'était le cas au moment de l'étude (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 257). Les auteurs créaient les divers scénarios en faisant croître les différentes variables sur une échelle de temps avec la courbe de croissance qu'ils avaient. Par exemple, le scénario 2, nommé «business as usual», part du constat qu'il «reste en fait deux fois plus de ressources non renouvelables à découvrir dans le sol (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 257)». D'abord, ils analysent l'état de la planète entre 1900 et 2100 (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 258). Ils mettent ensuite sur un même graphique les variables de la

population, les ressources, la pollution, la nourriture et la production industrielle (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 258). On voit que

« la production industrielle provoque la montée en flèche de la pollution (...) La pollution se répercute très fortement sur la fertilité des terres, qui baisse de façon spectaculaire durant la première moitié du XXI^e siècle (...) Et malgré des investissements accrus pour compenser cette baisse, la restauration de la fertilité ne suffit pas à empêcher que les rendements de la production de nourriture ne dégringolent après 2030. D'où une augmentation du taux de mortalité. Un surcroît de capital est alloué à l'agriculture dans le vain espoir de stopper la faim et pour finir le secteur industriel arrête de se développer faute de réinvestissement (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 259).»

Dans ce scénario, c'est la pollution qui est la principale cause du dépassement soit une situation non vivable pour l'être humain. Le dépassement se définit ainsi

« une population et une économie sont en dépassement lorsqu'elles puisent des ressources et émettent des polluants à un rythme non soutenable, mais ne se trouvent pas encore dans la situation où le stress qu'elles imposent aux systèmes vitaux est suffisamment fort pour qu'elles soient contraintes de réduire leur consommation ou leurs émissions (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 260).»

C'est donc «les dégâts causés par la pollution qui sont trop importants et la production de nourriture ne se rétablit pas (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 260)». Ce rapport explique moyennant plusieurs scénarios que le «dépassement» est la conséquence qui revient le plus souvent (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 260). Nous venons ici de présenter le scénario 2. Toutefois, il y a aussi le scénario 1 dans lequel c'est avant tout la population grandissante qui entraîne le manque de ressources et par conséquent un taux de mortalité très élevé (Meadows, Meadows, & Randers, 2013, p. 253). Une douzaine de scénarios différents ont été faits par ces chercheurs.

Même en admettant que l'humanité ait des ressources naturelles inépuisables ou que la technologie serait capable de maîtriser la pollution, ou que nous maintenons en place un contrôle des naissances très efficace, le résultat est toujours le même : le dépassement (Mongeau Y. , 2012, pp. 88-90).

Les auteurs du rapport du Meadows

«concluent par un appel à une «croissance zéro», synonyme de l'état stationnaire (...). De là l'économie pourrait être restructurée dans le sens d'une revalorisation des activités non matérielles de type qualitatif (loisirs, éducation, relation humaine, etc.) ce qui signifierait une déconnexion entre croissance et développement.» (Duverger, 2011, p. 38)

Ils ajoutent que «l'humanité ne peut pas continuer à proliférer et à aspirer essentiellement au développement matériel, sans rencontrer de sérieux obstacles sur cette route (Delaunay, 1972, p. 135).»

Il faudrait que la population et le capital (les investissements pour les services, l'industrie et l'agriculture) soient stables et arrivent à maintenir un équilibre (Meadows, Meadows, & Randers, 1972, p. 275). C'est-à-dire qu'il faut que la production de biens et de services que les humains créent soit égale à ce que l'environnement de la planète peut supporter. Nous devons donc absolument garder un niveau de développement qui ne dépasse pas les contraintes des écosystèmes vivants dans lesquels nous existons.

Enfin, ce rapport constitue la première mise en garde contre la croissance, et ceci à plusieurs niveaux et propose ainsi une croissance zéro. C'est aussi la première fois qu'on a produit un rapport qui met en lien les différents indicateurs, présentés plus haut, et qui tente aussi de formuler une prédiction de leur évolution dans le temps. Même s'il ne parle pas directement de la décroissance, on y voit quand-même une tendance qui commence à apparaître c'est-à-dire une attention plus particulière portée à la réduction de la croissance à plusieurs niveaux qui est absolument nécessaire. Selon nous, le rapport «*Halte à la croissance?*» est un document clé qui marque le début de la critique de la croissance. Comme le rappelle Serge Latouche «il conviendrait plus de parler d'«a-croissance» (...) plutôt que de décroissance (Latouche, 2006, p. 17)».

Le rapport Meadows a eu des retombées importantes puisque la même année, suite à sa publication, la communauté internationale a décidé de se pencher sur le problème des limites environnementales. Cette année fut donc un tournant dans la prise de conscience de l'importance de l'environnement et les limites qu'elle pose à l'être humain au niveau mondial.

1.1.3 La conférence de Stockholm tenue en 1972

Pour Serge Latouche «La Conférence de Stockholm (...) souligne pour la première fois l'intérêt «officiel» des gouvernements de la planète pour l'environnement (Latouche, 2006, p. 21)».

Cette conférence organisée par les Nations Unies portait sur l'Environnement Humain et s'est déroulée à Stockholm en Suède du 5 au 16 juin 1972. Son slogan était «Une seule Terre! (Duverger, 2011, p. 42).» Cette conférence eut lieu peu après le dépôt du rapport Meadows et dans un contexte de choc pétrolier (Office fédéral du développement territorial ARE, 2007), cela fait en sorte qu'on commençait à voir plus clairement les conséquences et les limites des ressources non renouvelables comme le pétrole. Elle réunissait aussi bien les pays développés que ceux qui étaient en voie de développement (Office fédéral du développement territorial ARE, 2007).

Cette conférence portait sur un rapport intitulé «Nous n'avons qu'une Terre» (Duverger, 2011, p. 42). Ce rapport avait pour objectif de «définir les modèles de comportement collectif qui permettent aux civilisations de continuer à s'épanouir (Ward & Dubos, 1972, p. 23)». Selon le professeur Mostafa K. Tolba, chef de la délégation égyptienne, «L'une des principales responsabilités de cette conférence [était] de diffuser une déclaration internationale sur l'environnement; un document qui n'aurait pas force de loi, mais qui, nous [l'espérons], aurait une autorité morale, qui mettrait dans le cœur des hommes le désir de vivre en harmonie les uns avec les autres et avec leur environnement. (PNUE, 2001, p. 3) »

La conférence s'est conclue par la création de 26 principes qui ont été adoptés afin de lutter contre la pollution et mettre en place un plan d'action réaliste (PNUE, 2001). Ceux-ci se résument aux huit points: 1) sauvegarder les ressources naturelles renouvelables et partager les ressources non-renouvelables, 2)sauvegarder la flore et la faune, 3) limiter la pollution de toute sorte, 4) aider les pays en voie de développement à se développer économiquement, 5) poursuivre le développement économique et le concilier avec l'environnement, 6) mettre en place des politiques de population différentes dans chaque pays, 7) exploiter la science et la technique pour améliorer l'environnement et 8) faire de l'enseignement et la recherche sur l'environnement et l'écologie (PNUE, 2001, p. 3). Ces principes mettent aussi l'emphasis sur le fait que le manque de développement économique et la pauvreté des pays du tiers monde sont en grande partie responsables de la pollution (Duverger, 2011, p. 42). Finalement, il y a eu la création d'un nouvel organisme des Nations Unies soit le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (Duverger, 2011, p. 43). Sa mission était de «montrer la voie et d'encourager la coopération pour protéger l'environnement. Le PNUE se doit aussi d'être «une source d'inspiration et d'information pour les États et les populations et un instrument (...) [qui] leur permettant d'améliorer la qualité de leur vie sans toutefois compromettre celle des générations à venir. (UNEP)»

On constate donc ici l'intention claire de la communauté internationale de se préoccuper de l'environnement. Ceci fait émerger pour la première fois l'idée d'un «droit international non contraignant concernant l'environnement (PNUE, 2001, p. 4).» Toutefois, il est essentiel de noter que la communauté internationale n'a pas remis en question le développement économique qui est l'un des principaux coupables des dommages causés à l'environnement selon les objecteurs de croissances. Il va falloir définitivement remettre le développement économique en cause pour arriver à une société de décroissance. Cependant, on commence au moins à considérer l'importance de protéger l'environnement bien que c'est largement insuffisant.

La conférence de Stockholm n'aide pas directement au développement de la décroissance, mais elle souligne l'importance de la protection de l'environnement qui est une caractéristique de la décroissance.

Nous sommes passés à travers quatre années qui ont été marquantes pour le contexte dans lequel les premiers auteurs de la décroissance ont écrit. On est donc dans un contexte de désir de changement, de critique de la société de consommation, dans une prise de conscience des limites environnementales et de la nécessité de réduire la croissance.

1.2 Les auteurs du premier cycle de la décroissance

Les auteurs qui seront présentés dans cette section ont écrit leurs principales œuvres entre 1971 et 1980. Ils ont donc grandement été influencés par les événements de mai 1968 et ceci jusqu'à juin 1972. Nicholas Georgescu-Roegen fut influencé par la constatation des limites environnementales. Ivan Illich de son côté fut touché par le désir de changement ainsi que par les conséquences néfastes de la société de croissance et de consommation ainsi que des effets du progrès technique sur les relations sociales. André

Gorz quant à lui s'inquiète des impacts du capitalisme sur la société, de la croissance et des technologies sur l'environnement. Il pense aussi qu'il faut modifier le travail dans le cadre de la société capitaliste afin d'arriver à changer la société. Voyons plus en détail ce que ces penseurs développent comme thèses. Nous commencerons par l'analyse de la perspective développée par Nicholas Georgescu-Roegen.

1.2.1 Nicholas Georgescu-Roegen : la croissance infinie est impossible

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) est un mathématicien et économiste américain d'origine roumaine. Roegen utilise le terme de bioéconomie. Pour lui, la bioéconomie correspond à ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'économie écologique ». Pour Roegen, il fallait repenser l'économie en fonction de l'écologie et de ce que nous savons des lois de la nature (notamment les lois de la thermodynamique)

Cette démarche permet de comprendre différemment les processus économiques.

Selon l'Institut d'études économiques et sociales sur la décroissance soutenable, Georgescu-Roegen est le premier auteur qui a parlé de décroissance (L'institut d'études économique et sociales sur la décroissance soutenable, 2013). Le livre intitulé *La décroissance, Entropie-Écologie-Économie* (1974), regroupe les textes principaux de deux livres de Georgescu-Roegen soit *The Entropy Law and the Economic* (1971) et *Energy and Economic Myths* (1976). Ce dernier était une initiative de Jacques Grinevald et Ivo Rens, il est important de souligner ici qu'on ne retrouve pas dans la littérature anglo-américaine, un ouvrage équivalent à celui-ci qui regroupe plusieurs textes (Grinevald, 2013). Bien que l'idée d'utiliser le concept de décroissance dans le titre de ce livre vient de Jacques Grinevald, ce concept a été accepté sans heurts par Georgescu-Roegen comme titre pour la version française (Grinevald, 2013) de son ouvrage.

En se basant sur ses connaissances en économie, l'auteur avance qu'au niveau mondial «non seulement il ne peut plus être question de «croissance durable», ni même de «croissance zéro», mais carrément d'une décroissance qui selon lui serait désormais incontournable (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995)». Il développe l'idée d'une décroissance de l'activité économique, au nom des lois de la physique, soit principalement les lois de la thermodynamique.

Cet auteur appuie ses conclusions sur les lois de la thermodynamique rappelons ici que la première loi de la thermodynamique développée par Julius Robert Mayer et James Prescott Joule est la suivante : «rien ne se perd, rien ne se crée tout se transforme (Glansdorff & Prigogine, 2014)» lorsqu'on parle de la matière et de l'énergie. La deuxième loi formulée par William Thompson est la loi de l'entropie. «Cette loi stipule que l'entropie, autrement dit la quantité d'énergie liée d'un système clos croît constamment ou que l'ordre d'un tel système se transforme continuellement en désordre (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, pp. 44-45)». La troisième loi développée par Walther Nernst est la suivante : «l'entropie d'un cristal parfait à 0 kelvin est nulle (Souchay, 2014)».

Selon Georgescu-Roegen, «Du point de vue de la thermodynamique, la matière-énergie absorbée par le processus économique se produit dans un état de *basse entropie* et

elle en sort dans un état de *haute entropie*» (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 42). Cela veut dire que lorsqu'on utilise une matière première, par exemple le bois et que nous le brûlons dans notre foyer, il en sort de la chaleur. Une fois que celle-ci a été consommée, nous avons l'impression que la chaleur a disparu. «Si cette loi n'existait pas, nous pourrions réutiliser l'énergie d'un morceau [de bois] à volonté, en le transformant en chaleur, cette chaleur en travail, et ce travail à nouveau en chaleur (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 65)». Cependant, nous ne pouvons pas réutiliser continuellement cette énergie une fois diffusée dans la pièce. Comme nous ne pouvons pas «réassembler toutes les molécules d'une pièce de monnaie usée (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 70)» qui serait restée longtemps dans notre poche pour en faire une nouvelle.

Selon notre auteur, dans les situations précédentes (exemple du bois qui brûle et devient de la chaleur), nous sommes dans une situation de haute entropie soit celle de l'énergie inutilisable par l'homme, c'est-à-dire qu'une fois la chaleur du bois dispersée nous ne pouvons plus l'utiliser ou agir pour modifier cette chaleur. «L'énergie se présente sous deux états qualitativement différents, l'énergie *utilisable ou libre* [basse entropie], sur laquelle l'homme peut exercer une maîtrise presque complète, et l'énergie *inutilisable ou liée* [haute entropie], que l'homme ne peut absolument pas utiliser (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 43).» Alors, puisqu'après avoir utilisé une matière première il n'en ressort que des déchets (énergie inutilisable), toutes les activités économiques créées à l'aide de ressources naturelles arrivent inévitablement à un déficit (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 46). À partir de ce point, Georgescu-Roegen développe donc la quatrième loi de la thermodynamique «Dans un système clos, l'entropie de la matière doit tendre vers un maximum (Georgescu-Roegen, Grinevald, & Rens, 1995, p. 120)».

Soulignons que plus ont augmentons la haute entropie, plus nous ressource naturelles non- renouvelables diminuent et plus la quantité de déchets augmente. L'augmentation des déchets met en péril la possibilité d'avoir un environnement sain pour l'être humain. Le manque de ressource peut aussi rendre plus difficile la possibilité de répondre à nos besoins.

Pour résumer les points saillants de la perspective de Georgescu-Roegen sur le sujet, nous devons souligner qu'il reprend souvent l'analyse d'un autre économiste Kenneth Boulding qui a dit de façon ironique : «Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, ou un économiste. (Newman, 2006)». Cette phrase est souvent utilisée par les objecteurs de croissance. Serge Latouche aussi la reprend souvent dans ses conférences ou entrevues.

Liens à faire avec la décroissance

Selon l'Institut d'études économiques et sociales sur la décroissance soutenable, bien que Georgescu-Roegen utilise le terme de décroissance dans la traduction de son livre, sa signification se situe plus au sens littéraire du terme et ne comprend pas un contenu théorique comme lorsqu'on parle de la théorie de la décroissance. La contribution de cet auteur se retrouve plus au niveau de la critique de la croissance que dans la définition du terme et son utilisation courante sur la place publique (L'institut

d'études économique et sociales sur la décroissance soutenable, 2013). Il est l'un des premiers à avoir brisé le mythe de la croissance infinie comme étant quelque chose de réaliste. Ceci constitue la première critique portée par la décroissance à la société actuelle. De plus, il ressort le fait que nous allons arriver à un moment critique où nous n'aurons plus certaines des matières premières telle que les énergies fossiles que l'homme peut consommer. Évidemment, sa critique de la croissance et le programme qu'il propose sont alignés vers un manque de ressources plutôt que la protection de l'environnement, ce qui est contraire au point de vue prôné par Serge Latouche qui veut protéger les zones environnementales. Toutefois, les deux auteurs semblent être d'accord sur l'idée que la croissance infinie n'est pas possible, ni réaliste. Serge Latouche s'est donc inspiré clairement de cet auteur lorsqu'il parle de limite de la croissance et de la nécessité de décroître. «Un seul économiste, Nicholas Georgescu-Roegen, a eu le bon sens de constater que, même stabilisée, la consommation de ressources finira inévitablement par les épuiser complètement, et que la question n'est donc pas de consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins. (Gorz, 1977)»

Nicholas Georgescu-Roegen est le premier intellectuel à faire avancer l'idée de la décroissance en critiquant la croissance infinie. Il est un auteur clé dans le développement de la décroissance puisqu'il prouve de manière physique que la croissance infinie est impossible. L'auteur se préoccupe beaucoup de la possibilité d'une crise écologique qui pourrait arriver si nous continuons à consommer comme nous le faisons. Il pense que la croissance zéro réduirait le risque de se retrouver dans une crise écologique.

Nous avons vu ici la vision d'un mathématicien et économiste qui critique la croissance à l'aide d'une théorie physique. Voyons maintenant comment un philosophe voit les conséquences de la société industrielle.

1.2.2 Ivan Illich : la notion de convivialité

Ivan Illich (1926-2002) est un philosophe autrichien qui s'est penché avant tout sur l'écologie politique et sur la critique de la société industrielle. Son principal apport à la problématique de la décroissance est le concept de convivialité. Comme mentionné plus haut, la convivialité est une des caractéristiques principales de la décroissance selon Latouche. Elle a pour but de développer un bien-vivre ensemble en créant des démocraties qui ne sont pas basées sur la croissance économique infinie (Caillé, 2011, p. 21).

L'auteur constate qu'il existe un grave problème au niveau de l'entreprise moderne. La machine est en train de remplacer l'homme en asservissant le producteur et en intoxiquant le consommateur (Illich, 1973, p. 26). C'est-à-dire que l'homme est obligé de se servir des machines et que le consommateur est obligé de consommer des quantités énormes et grandissantes de produits peu utiles (Illich, 1973, p. 26). Selon Ivan Illich, les outils et la technologie que nous utilisons font de nous des «esclaves». D'abord, ils limitent notre autonomie personnelle en nous empêchant d'utiliser notre créativité et de modifier les produits que nous créons. Ainsi par exemple, dans une manufacture tous les souliers sont pareils ce qui n'était pas le cas avec un cordonnier qui utilisait sa créativité pour faire des chaussures différentes les unes des autres. Aussi, selon Illich « la relation à

autrui et au milieu [se fait] par (...) les outils qu'on utilise (Illich, La convivialité, 1973, pp. 28-29)». La technologie limite la participation de tous en limitant cette responsabilité à un petit groupe d'experts (Illich, 1973, pp. 28-29). On voit ici émerger une critique de la croissance, mais plus particulièrement une critique de la production et de la consommation dans la société industrielle.

Illich avance aussi que nous nous trouvons aujourd'hui dans une société qui est «contre-productive globalement» (Illich, 2003, p. 669). En fait, pour lui la technologie produit parfois « plus de barrières à la réalisation de son objectif que de faciliter pour l'atteindre. (Illich, 2003, p. 669)» Ainsi, Illich:

«a réalisé ce calcul et montre ainsi qu'un Américain moyen consacrait, au début des années 70, plus de mille six cents heures par an à sa voiture, que ce soit en roulant ou en travaillant pour la payer. S'il exerce une activité professionnelle, l'Américain moyen dépense ainsi selon lui, mille six cents heures chaque année pour parcourir dix mille kilomètres; cela représente une vitesse moyenne d'environ 6 km/h, soit à peine plus que la vitesse moyenne d'un piéton (4 à 5 km/h) (Robert, 2005)».

À l'aide de cet exemple, notre auteur réussit à démontrer ainsi que la voiture devient contre-productive à trois niveaux 1) les externalités négatives, 2) les effets d'encombrement et 3) la déqualification et la perte d'autonomie des usagers. Il explique que les principales causes de ceci sont les externalités c'est-à-dire que des choses telles que la saleté, les déchets ou encore les ordures industrielles ne sont pas prises en considération lorsqu'on calcule le prix d'un produit. Il existe donc un dommage social ou environnemental sans compensation monétaire ou non monétaire. Ces externalités sont de plus en plus nombreuses. Elles sont aussi jumelées à l'impuissance de l'être humain face aux institutions et à l'incapacité de l'homme de choisir ses propres lois et à s'administrer selon ces dernières qui par conséquent le rendent moins autonome (Illich, 2003, p. 669). Alors, si la technologie prend trop de place elle réduit les possibilités d'autonomie. L'autonomie pour Illich représente aussi la possibilité de se libérer soi-même des problèmes de la contreproductivité et du fait que la technique prend de plus en plus de place dans nos vies et fait en sorte que le travail humain perd sa valeur (Latouche, 2014, p. 18). Cette citation résume bien ce que je viens d'expliquer : « Entre des hommes libres, des rapports sociaux productifs vont à l'allure d'une bicyclette, et pas plus vite. (Illich) ». On voit que pour Illich comme pour Latouche l'autonomie a une place importante si on veut modifier la production et la société.

Notre auteur avance aussi que la société industrielle ne fait que produire des désirs que nous n'arrivons jamais à combler, ce qui crée des frustrations énormes tant chez les individus que dans la collectivité (Illich, 1973, p. 29). À cela s'ajoute, le problème de la standardisation c'est-à-dire la création d'une foule de produits identiques sans tenir compte de la culture dans laquelle le produit est consommé (Illich, 1973, p. 35) puis, l'homogénéisation c'est-à-dire le fait de s'assurer que toutes les sociétés forment une unité plutôt que de favoriser la diversité des cultures qui mettraient en valeur nos différences (Illich, 1973, p. 35).

Pour répondre à ces problèmes, Ivan Illich développe le concept de convivialité. Il l'explique comme suit :

«Le passage de la productivité à la convivialité est le passage de la répétition du manque à la spontanéité du don. (...) La relation conviviale (...) est le fait de personnes qui participent à la création de la vie sociale. Passer de la productivité à la convivialité, c'est substituer à une valeur technique une valeur éthique, à une valeur matérialisée une valeur réalisée. La convivialité est la liberté individuelle réalisée dans la relation de production au sein de société dotée d'outils efficaces. (Illich, 1973, p. 28)»

Un des éléments importants qui font partie de la théorie d'Illich est le concept de don tel que défini par Marcel Mauss (Caillé, 2011, p. 19). Comme on le sait, selon Mauss, les sociétés archaïques fonctionnaient selon les principes suivants : l'obligation de donner, de recevoir et de rendre (Caillé, 2011, p. 19). Encore selon Mauss, la politique du don et de la réciprocité permet de limiter les possibilités de guerre puisqu'afin de se libérer d'un don, il faut faire un contre don et puisque tout va et vient, les possibilités d'attaquer quelqu'un qui nous a fait un don sont peu probables (Mauss, 1973, pp. 22-24). Cela permet aussi de créer des alliances parce que le principe du don s'applique à tout, «nourriture, femmes, enfants, biens, talismans, sol, travail, services, offices sacerdotaux et rangs sont matières à transmission et reddition (Mauss, 1973, p. 24).» Par exemple, si nous offrons une sœur ou une fille comme épouse à une autre communauté il est peu probable de rentrer en guerre contre celle-ci puisque nous ne voudrions pas faire du mal à notre sœur ou notre fille.

La convivialité comme l'entend Illich peut se développer dans divers domaines tels que la politique, l'économie, l'éducation, la santé, etc. Par exemple, il explique que dans le système politique actuel nord-américain l'ajout de la convivialité permettrait d'assurer « la limitation et le contrôle des outils sociaux [qui] seront faits d'un processus de participation et non d'un oracle d'experts.» (Illich, 1973, p. 29). Il ajoute qu'

«une entreprise collective limiterait les dimensions des outils afin de défendre des valeurs essentielles qu'[il] appellerait : survie, équité, autonomie créatrice, mais qu'on pourrait également désigner par les trois critères mathématiques de viabilité, courbe de distribution des inputs et courbe de contrôle des outputs. (Illich, 1973, p. 31)»

Cette idée nouvelle modifierait le pouvoir politique comme on l'entend (Illich, 1973, p. 37). Toutefois, selon Illich pour arriver à cela il faut modifier notre vision de l'économie à l'aide d'une « [re]distribution des moyens de production (Illich, 1973, p. 38)». Il ajoute que l'homme atteint le bonheur qui se développe dans sa relation avec les autres et dans sa possibilité de création et d'autonomie (Illich, 1973, pp. 29-30). Il ajoute aussi que la sobriété et l'austérité sont aussi des conditions essentielles pour atteindre ces objectifs (Illich, 1973, p. 33). Lorsque Serge Latouche parle de convivialité, il l'entend dans le sens défini par Illich.

Lorsque Illich parle d'outils, il inclut tous les instruments ou moyens «qui soient nés de l'activité fabricante, organisatrice ou rationalisante de l'homme (...) pour réaliser

une tâche spécifique (Illich, 1973, p. 43)». Le terme outil comprend des objets, mais aussi les usines, les institutions productrices (l'école, la médecine, la recherche, la communication, etc.). Bref, «tout objet pris comme le moyen d'une fin devient outil (Illich, 1973, p. 44)». Il nous explique que plusieurs outils que nous utilisons ne sont pas appropriés et nuisent à la possibilité de créer une société conviviale. Il nous donne donc trois caractéristiques pour un bon outil. Premièrement, il doit être maniable c'est-à-dire qu'il doit être capable d'être utilisé par un être vivant et que son énergie doit pouvoir provenir d'un être vivant (Illich, 1973, p. 45). Deuxièmement, il doit être manipulable, ce qui signifie qu'il doit toujours dépendre d'un certain contrôle humain (Illich, 1973, p. 45). Troisièmement, il doit être convivial, c'est-à-dire qu'il n'entre pas en conflit avec la liberté d'une autre personne et qu'il doit pouvoir être utilisé sans qu'on ait besoin d'une formation et d'un diplôme (Illich, 1973, p. 45). Il termine en ajoutant que l'outil maniable entraîne un usage convivial (Illich, 1973, p. 46). L'usage convivial c'est que l'outil ne restreint pas «l'usage au monopole d'une profession (...) [ne crée pas] une sorte de ségrégation; c'est le cas des moteurs qui sont conçus de telle sorte qu'on ne puisse y faire soi-même de menues réparations (...) [l'objectif est de] maximiser la liberté de la personne (Illich, 1973, p. 46)». On voit dans cette section une critique de la technologie et en même temps cette technologie qu'on ne peut contrôler limite notre autonomie.

Toutefois, l'auteur prend soin de mentionner que dans les fait la convivialité se réalise de différentes manières selon les différentes sociétés (Illich, 1973, p. 33). Il ne nous fournit donc pas un plan détaillé pour réaliser une société conviviale, ni une société utopique (Illich, 1973, p. 33). Il nous propose simplement un guide afin de laisser le plus de latitude possible aux collectivités afin de s'ajuster selon leurs besoins aux imprévus de l'avenir (Illich, 1973, p. 33).

Liens avec la décroissance

Selon le Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC)⁵, la convivialité se rapproche beaucoup de la vision *illitchienne*. Illich s'inquiète du manque de relations sociales et de la crise sociale. C'est pourquoi il propose la convivialité.

Illich insiste aussi beaucoup sur la démocratie et l'autonomie. On voit ainsi que l'auteur tente de faire émerger une nouvelle société tout en restant malheureusement évasif sur ce que serait la forme précise que devrait prendre cette nouvelle société conviviale. Il est important de souligner ici qu'Illich ne dit pas qu'il veut créer une société de décroissance, mais plutôt une société conviviale. Cependant, il faut relever que souvent aujourd'hui, on associe souvent le terme de convivialité au terme de décroissance afin de lui donner une connotation plus positive sur le plan politique. Puisque le terme décroissance laisse souvent sous-entendre récession, réduction ou perte dans la tête de plusieurs personnes. Alors lorsqu'on parle de décroissance conviviale, on se réfère à une sociabilité qui favorise la tolérance et l'échange entre les personnes ce qui est plus positif dans l'esprit des gens. Illich est le penseur auquel on se réfère le plus souvent quand on parle des principes de la communalisation et de la coopération qui sont intégrés dans la décroissance.

⁵ Ce mouvement est formé de sympathisants de la décroissance qui se regroupent en comités afin de mieux faire connaître la décroissance à la population québécoise. Ils réfléchissent aussi à la mise en place d'une société de décroissance. Nous y reviendrons dans la section qui porte sur les influences de Serge Latouche.

Illich nous aide beaucoup à théoriser et à comprendre la décroissance d'aujourd'hui. On pourrait même dire qu'il est un des précurseurs de la décroissance même s'il n'utilise jamais explicitement ce terme. On a vu que la croissance a des limites et qu'il faudrait renforcer davantage les liens entre les êtres humains. Dans son œuvre, Serge Latouche utilise beaucoup la notion de la convivialité d'Illich. Cette idée de construire une société nouvelle, où l'autonomie, le partage des ressources, la coopération, les relations de réciprocité sont à l'honneur plutôt que la compétition et le profit, se retrouve autant dans la pensée d'Ivan Illich que dans celle de Latouche. Ce sont des éléments qui sont nés entre autres dans la pensée d'Illich et qui sont encore forts pertinents lorsqu'on parle de la décroissance aujourd'hui. Ces éléments sont bien expliqués par Illich donc cela nous permet de comprendre un peu mieux comment la décroissance c'est développé. Regardons à présent de plus près l'œuvre d'André Gorz portant sur l'impact du capitalisme et des technologies sur l'environnement et sur le travail.

1.2.3 André Gorz : les problèmes liés à la surproduction et surconsommation

André Gorz (1923-2007) est philosophe et journaliste. Ce penseur qui est né en Autriche, a passé la majorité de sa vie en France. Il a utilisé plusieurs pseudonymes, dont celui d'André Gorz. Son nom d'origine est Gerhart Hirsh. Il a publié aussi plusieurs ouvrages sous le nom de Michel Bosquet. Il a principalement travaillé sur la théorie politique, la critique sociale ainsi que l'écologie politique.

André Gorz est le premier théoricien à avoir essayé d'articuler le mot écologie avec celui de politique (Zin, 2008). Il part du principe que «le capitalisme de croissance est en crise (Gorz, 1978, p. 17). » Il explique cette crise comme suit : «La croissance économique, qui devait assurer l'abondance et le bien-être à tous, a fait croître les besoins plus vite qu'elle ne parvient à les satisfaire, et abouti à un ensemble d'impasses qui ne sont pas économiques seulement (...) mais aussi [un problème avec la] croissance. (Gorz, 1978, p. 14)»

Gorz nous dit aussi que «toute activité productive vient des emprunts qu'elle fait aux ressources limitées de la planète et des échanges qu'elle organise à l'intérieur d'un système fragile d'équilibres multiples. (Gorz, 1978, pp. 18-19)» Cela entraîne selon lui certaines conséquences sur l'écologie. Ainsi, nous ne pouvons plus continuer à consommer sans limite toutes les ressources de la nature. Si nous continuons «notre monde va finir; (...) les mers et le fleuve seront stériles, les terres sans fertilité naturelle, l'air étouffant dans les villes (Gorz, 1978, p. 18)». À cause de cette situation qui sera selon Gorz catastrophique sur notre écosystème, nous devons redéfinir certaines limites. Il propose de «consommer de moins en moins ». Pour lui « il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures (Gorz, 1978, p. 19).» Il ajoute à ceci l'importance de la protection de l'environnement et par le fait même il nous dit de décroître notre consommation tout comme le dira Latouche.

Toutefois pour notre auteur, les limites sont toujours appliquées sous forme de contraintes exercées par le pouvoir. Par exemple, selon André Gorz si nous tentons de

limiter la consommation et la production afin de protéger notre environnement, ceci devrait être exécuté de façon totalitaire (Gorz, 2009). Bien qu'il privilégie clairement les mécanismes d'autolimitation, il croit toutefois que les individus ne seront pas capables de s'autolimiter.

Quand il parle de l'écologie, Gorz utilise un concept qui lui est propre soit celui du réalisme écologique. Ce concept signifie que nous devons absolument régler les problèmes de l'écologie et ne pas se voiler les yeux. Notre survie en dépend. Selon lui, ce concept permet de mettre en lumière le fait que les ressources sont limitées et qu'il faudra moins consommer si nous voulons garder des ressources pour les générations à venir (Gorz, 1978, p. 19). Par exemple, il explique que «notre mode de vie actuel est sans avenir; que les enfants que nous allons mettre au monde (...) [ne pourront plus utiliser quand ils deviendront adultes], ni l'aluminium, ni le pétrole (Gorz, 1978, p. 18)». Tout simplement parce qu'il n'y en aura plus.

Il indique que l'écologie est «le souci du milieu de vie en tant que déterminant de la qualité de vie et de la qualité d'une civilisation (Gorz, 2006)». L'écologie est présente lorsque «l'activité humaine est négligeable (...) [et] elle démontre qu'il peut être plus efficace et "productif" de ménager les stocks naturels que de les exploiter, de soutenir les cycles naturels que d'intervenir en eux (Gorz, 1978, pp. 21-23)». C'est-à-dire qu'il faut faire attention au «Processus naturel au cours duquel les éléments circulent continuellement sous diverses formes entre les différents milieux de l'environnement (par exemple l'air, l'eau, le sol, les organismes) (GreenFacts)» plutôt que de tenter de les modifier. Par exemple, le cycle du carbone «comprend l'absorption du dioxyde de carbone par les plantes via la photosynthèse, son ingestion par les animaux et son émission dans l'atmosphère par la respiration et la décomposition des matières organiques (GreenFacts)». Lorsque l'homme produit plus de carbone en brûlant des combustibles fossiles, il augmente la quantité de carbone et modifie par conséquent le cycle naturel du carbone (GreenFacts).

André Gorz considère qu'il y a un lien important qui existe entre la domination de la nature et la domination de l'homme. Il «considère que toute domination sur la nature a nécessairement comme conséquence la domination d'un groupe d'hommes sur les autres, parce que la maîtrise d'une ressource naturelle ou d'une connaissance risque toujours d'être une maîtrise par quelques-uns seulement (Barbin, 2014).»

Gorz explique que l'économie politique ne tient pas en compte les désirs et les sentiments des individus (Gorz, 1978, p. 21). De plus, la division du travail est tellement grande que nous ne consommons pas ce que nous produisons et nous ne produisons pas ce que nous consommons (Gorz, 1978, pp. 20-21). Il s'oppose donc à l'économie politique et par le fait même au capitalisme et au néocapitalisme.

«Le capitalisme est un système de production dont les fondements sont l'entreprise privée et la liberté du marché. Il s'agit d'un ensemble d'éléments solidaires dont les relations permettent la production, la répartition et la consommation des richesses indispensables à la vie d'une collectivité humaine. Le capitalisme est à la fois un système économique, mais aussi un type d'organisation sociale (Larousse)».

Afin d'augmenter sans cesse la productivité, le capitalisme repose sur une importante division du travail (Larousse) et c'est principalement ceci qu'André Gorz critique. Le néocapitalisme qui naît au 20^e siècle après la Seconde Guerre mondiale est «caractérisé par la concentration internationale des capitaux et le développement des firmes multinationales (Larousse, 2014)». Les principales transformations qu'il a amené sont «la taille des entreprises, [le] régime de la concurrence [et] l'extension des marchés (Larousse)» ce qui fait en sorte que ce que nous consommons peut même être produit dans un pays très éloigné du nôtre et souvent nous n'avons aucune idée comment il est fait ». Par conséquent, nous ne pouvons pas avoir un impact sur sa production. C'est pour cette raison qu'André Gorz critique non seulement le capitalisme mais aussi le néocapitalisme. La critique du capitalisme et du néocapitalisme est aussi présente dans l'idée d'une société de décroissance. Serge Latouche affirme que la création d'une société de décroissance ne peut fonctionner à l'intérieur du système capitalisme (Latouche, 2007, p. 137). La décroissance est la remise en question de «l'esprit du capitalisme» ceci est la condition à sa réalisation (Latouche, 2007, p. 138)». Il faut éliminer «l'imaginaire capitaliste (Latouche, 2007, p. 138)» puisque dans ce cadre il est impossible de «concevoir une économie éco-compatible (Latouche, 2007, p. 138)». Serge Latouche s'accorde tout à fait avec Gorz qui dit : «la désintégration des liens sociaux sous l'effet des rapports marchands et de la concurrence, [sont des] caractéristiques du capitalisme (Gorz, 1991, p. 87)». C'est –à-dire que les liens sociaux sont remplacés de plus en plus par des rapports marchands dans le capitalisme. Latouche pense donc comme nous l'avons mentionné plus haut que les liens sociaux doivent prendre une place beaucoup plus importante dans une société de décroissance. Ils doivent être dominants face aux rapports marchands. Il ajoute que «l'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée (Latouche, 2006, p. 157)».

Selon cet auteur, les technologies suivent à la lettre la logique capitaliste (Gorz, 1978, p. 25). Il explique que

«la technologie n'est pas neutre : elle reflète et détermine le rapport du producteur au produit, du travailleur au travail, de l'individu au groupe et à la société, de l'homme au milieu; elle est la matrice des rapports de pouvoir, des rapports sociaux de production et de la division hiérarchique des tâches. Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques (Gorz, Écologie et politique, 1978, p. 26).»

Donc d'après notre auteur, si nous voulons pouvoir effectuer un changement de société, il faudra d'abord changer nos technologies et nos outils (Gorz, 1978, pp. 26-27). Sur cet aspect, Latouche est tout à fait en accord avec lui. Gorz propose donc:

« la mise en place d'instruments et de méthodes de production utilisables et contrôlables au niveau du quartier ou de la commune; générateurs du milieu de vie; non destructeurs du milieu de vie; compatibles avec le pouvoir que producteurs et consommateurs associés doivent exercer sur la production et les produits (Gorz, Écologie et politique, 1978, p. 27).»

Pour mieux illustrer ces objectifs, il donne l'exemple des technologies légères telles que la technologie géothermique (le mot se rapporte à une énergie qui provient de

la terre et qui est transformée en chaleur) et les technologies solaires qui peuvent être décentralisées, qu'il est possible d'avoir soit chez soi ou dans un quartier. Comme elles sont difficilement transportables, elles sont mises en place là où nous avons besoin de cette source d'énergie (Gorz, 1978, p. 127). Il n'y aurait donc pas de monopole technologique et le développement pourrait se faire de manière différente sans passer directement par l'État ou par des entreprises privées (Gorz, 1978, p. 128). Il y aurait aussi la possibilité d'utiliser des nouvelles sortes d'énergie qui actuellement sont négligées par les grandes compagnies surtout pétrolières qui refusent de perdre leur clientèle dépendante du pétrole. Latouche va dans cette même direction lorsqu'il parle de l'importance des énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou éolienne qui sont des énergies «adaptées à des implantations et à des usages locaux (Latouche, 2006, p. 205)».

Selon Gorz, afin de réussir ces changements, il faut réussir préalablement à s'accaparer du pouvoir de l'État (Gorz, 1978, p. 27). Il avance ainsi que c'est seulement «la gauche socialiste et autogestionnaire [qui] pourrait prendre en charge politiquement (Gorz, 1978, p. 27)» l'exigence écologique et anticapitaliste. Toutefois, nous ne sommes pas encore rendus là puisque cette gauche socialiste et autogestionnaire n'existe pas encore ni au niveau pratique ni sur le plan d'un programme politique (Gorz, 1978, p. 27). Selon André Gorz «C'est pourquoi le mouvement écologiste doit continuer d'affirmer sa spécificité et son autonomie (Gorz, 1978, p. 27)». La pensée de Latouche va un peu dans la même direction parce que ce dernier croit qu'il faut avant tout mettre en place les conditions propices au changement avant qu'il se réalise (Latouche, 2007, p. 118). Pour lui, cette société ne se construira donc que pas à pas et au fur et à mesure que nous réussirons à décoloniser notre imaginaire social de l'idéologie de la croissance et la consommation (Latouche, 2006, pp. 167-168).

Le travail comme facteur de changement dans l'œuvre de Gorz

André Gorz explique que le travail dans la société contemporaine est aussi en crise. Il ajoute qu'un travail non capitaliste n'est possible que lorsqu'il y a «réalisation de soi, au sens de «poiësis (Aristote)», de création d'une œuvre ou d'un ouvrage (...) (Gorz, 1997, p. 13)» Il entend par «poiësis (Aristote)» toute action de création ou de travail artisan qui n'est pas essentiel à la survie de l'homme tandis que le travail capitaliste est défini par Gorz comme étant :

«une activité sociale, destinée à s'inscrire dans le flux des échanges sociaux à l'échelle de la société entière. Sa rémunération atteste cette insertion, mais n'est pas non plus essentielle : l'essentiel est que le «travail» remplit une fonction socialement identifiée et normalisée dans la production et la reproduction de toute société. Et pour remplir une fonction socialement identifiable, il doit lui-même être identifiable par les compétences socialement définies qu'il met en œuvre selon des procédures socialement déterminées. Il doit, en d'autres termes, être un «métier», une «profession» : c'est-à-dire la mise en œuvre de compétences institutionnellement certifiées selon des procédures homologuées (Gorz, 1997, p. 14).»

Selon notre auteur, avec une définition pareille tout travail de création (qu'il soit artistique ou théorique) ne peut être considéré comme du travail (Gorz, 1997, p. 14) parce

qu'il ne répond pas à un besoin socialement défini et ne répond nécessairement pas à l'optique basée sur les horaires et les rendements. D'après Gorz, il faut donc absolument voir le travail autrement c'est-à-dire non pas uniquement à l'aide de la vision capitaliste du travail, mais plutôt intégrer toutes les formes de création humaine.

Pour ce faire, Gorz mentionne « [qu'il] faut oser vouloir l'exode de la «société de travail»: elle n'existe plus et ne reviendra pas (Gorz, 1997, p. 11)». Le travail au sens capitaliste n'est qu'une construction sociale, créée par l'homme, ce qui veut dire qu'on peut le détruire (Gorz, 1997, p. 11). Il faut absolument se libérer de la société actuelle pour en créer une autre (Gorz, 1997, p. 11).

Pour sortir de la « société du travail », André Gorz propose notamment une politique de réduction du temps de travail (RTT) ce qui signifie non plus travailler 35 ou 40 heures par semaine, mais plutôt 15 ou 20 heures, afin de libérer du temps pour faire autre chose, par exemple s'impliquer politiquement ou poser des actions créatives. Toutefois, cette politique doit encourager des emplois permanents et stables, fournir la possibilité de choisir le temps que nous voulons travailler, augmenter le nombre de personnes qui ont accès à un emploi et encourager le travail qui peut se faire de façon discontinue (Gorz, 1997, pp. 153-154). Ainsi, André Gorz opte plus pour le travail discontinu c'est-à-dire du travail qui peut être divisé entre plusieurs personnes. Ce type de travail permet de réduire le temps de travail de chacun en offrant la possibilité ainsi à un plus grand nombre de gens de travailler. Il nous donne plusieurs exemples de cette option : avoir le droit à une année sabbatique tous les cinq, sept ou dix ans ou encore avoir le droit de réduire soit sa semaine d'un jour, d'une semaine sur cinq ou d'un mois sur cinq selon les besoins individuels des travailleurs (Gorz, 1997, pp. 154-155). La réduction du temps de travail peut être faite donc au niveau hebdomadaire, mensuel, semestriel, annuel ou pluriannuel (Gorz, 1997, p. 155). Ces types de RTT étaient déjà selon lui en place dans certains secteurs dans les Pays-Bas, au Danemark et en France (Gorz, 1997, p. 154). D'après, Gorz, le Danemark a décidé qu'« au lieu de subventionner l'emploi pour en réduire le coût salarial, il subventionne le non-travail et accroît le pouvoir des travailleurs en matière d'auto-organisation et d'autogestion de leur mode de coopération (Gorz, 1997, p. 156).» André Gorz soutient qu'on doit modifier le travail pour modifier la société ainsi que modifier la société pour modifier le travail (Gorz, 1997, p. 159). Pour Gorz, la question du travail doit donc être traitée dans le cadre d'un nouveau projet social (Gorz, 2009).

Latouche croit aussi qu'il doit y avoir des modifications au niveau du travail. Dans son cas, il croit qu'il faut «transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emploi (Latouche, 2007, p. 108)». Il croit aussi qu'on devrait préconiser «le plaisir du loisir et l'ethos du ludisme sur l'obsession du travail (Latouche, 2006, p. 157)». Latouche dit aussi qu'il faut revoir la place et la valeur du travail dans nos sociétés (Latouche, 2007, p. 126).

Liens des thèses de Gorz avec la problématique de décroissance

Il faudrait rappeler qu'André Gorz n'utilise pas du tout le terme de décroissance dans ses œuvres maîtresses. Toutefois, vers la fin de sa vie lorsque le terme décroissance prend plus de place dans l'actualité, il décide de s'allier avec les groupes des objecteurs de croissance puisque leurs idéaux sont très proches des siens. Les principaux liens se

situent au niveau du refus de participer à la production croissante et continue de marchandises de toutes sortes. Il est aussi important de souligner que Gorz a énormément influencé Serge Latouche. Cette citation exprime bien la conclusion à laquelle Gorz est arrivée :

«La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer. (Gorz, 2008)»

André Gorz contribue à apporter un désir de se libérer du travail et de devenir les producteurs de ce que l'on consomme. L'autoproduction est un principe fort important dans la décroissance ainsi que l'affranchissement de l'homme face au travail salarié. André Gorz marque un tournant important dans l'approche de la décroissance puisqu'il relie deux époques soit avant et après l'existence du terme décroissance au sens où on l'entend aujourd'hui. Son apport sur la critique du capitalisme donc de la croissance est très explicite et représente bien ce qu'une société de décroissance devrait être. Gorz s'inquiète de la crise économique puisque selon lui notre économie n'est pas compatible avec la survie de l'être humain. Il pense donc que la décroissance serait la solution qui permettrait de régler le problème de la crise économique.

Dans un contexte similaire, les auteurs que nous avons vus nous soulignent tous l'importance de se soucier de l'environnement et d'arrêter de croître infiniment. Il est important aussi de créer des liens forts entre les membres de la société en partageant davantage et en s'entraïdant. Sans oublier l'importance de la justice sociale, de l'autoproduction et de la liberté de l'homme face au travail salarié. Ce sont des éléments qui constituent la base du terme de la décroissance actuel. Ces éléments forment donc la base de ce que comprend aujourd'hui le mouvement de la décroissance.

On voit que selon eux la crise écologique, la crise sociale et la crise économique pourraient être résolue par la décroissance et les caractéristiques de la décroissance.

Conclusion du premier chapitre

Malheureusement, on constate que quelques années après la parution des œuvres des auteurs, que nous venons d'examiner, la décroissance comme nouvelle approche du changement commence à perdre de l'importance. Ainsi, on constate qu'entre les années 1977 et 2000 il y a très peu d'ouvrages qui sont publiés sur ce sujet. De plus, on sent que cette thématique tombe un peu dans l'oubli surtout suite au choc pétrolier de 1973

(Duverger, 2011, p. 73) qui fait en sorte que les gens craignent beaucoup la crise de l'emploi. L'augmentation du chômage de masse encourage davantage le discours de la relance de la croissance que de la décroissance. Il en résulte que l'idée d'une décroissance de l'économie est de plus en plus mal reçue. Toutefois, malgré son essoufflement momentané cette approche a permis de mettre en place les bases de ce qui va désormais constituer une critique théorique et une opposition politique au développement et à la croissance. Dans ce cycle :

«La décroissance connaît donc bien des versions (économiques, spiritualistes (...)), des évolutions. Pourtant, deux thèmes traversent toutes ses variantes : la révolte et la qualité de la vie. La décroissance s'oppose au système dominant. C'est une révolte de la vie contre le réductionnisme économique, une pensée antisystémique. L'utopie libertine d'un mieux-vivre ensemble, alors que la société d'après-guerre échoue, malgré son confort, à émanciper. (Duverger, 2011, p. 73)»

Avant de poursuivre notre réflexion, nous allons maintenant récapituler les grandes lignes qui recoupent les auteurs vus dans cette section avec la pensée de Latouche. Nous retrouvons d'abord la protection de l'environnement, la critique de la croissance infinie et la récessivité de décroître et d'atteindre une croissance zéro sont les points sur les quelques Georgescu-Roegen et Latouche s'accordent. Ensuite, ce qui relie Illich à Latouche réside dans la définition de la convivialité et la nécessité de sa présence dans une société de décroissance, ainsi que l'importance de garder une autonomie face aux technologies afin de pouvoir modifier la production, sans oublier le fait de valoriser la coopération plutôt que la compétition. Enfin, Gorz tout comme Latouche croit qu'il faut protéger l'environnement, décroître notre consommation, privilégier la justice sociale, sortir du capitalisme et critiquer la croissance, modifier les technologies, privilégier les liens sociaux et modifier le travail et sa valeur dans notre société .

Nous avons vu comment les années de 1968 à 1980 ont apporté un contexte et des bases solides pour la décroissance. Voyons à présent comment la décroissance a réémergé au début des années 2000.

Chapitre 2

Introduction au deuxième cycle

Dans ce cycle, qui se situe de la fin des années 1990 et au début des années 2000, nous constatons que malgré des tensions et des différences conceptuelles qui subsistent nous voyons émerger un point commun entre les différentes définitions de cette notion qui nous intéresse. Il réside dans le fait que cette notion constitue désormais en elle-même le noyau de base pour la création d'une société alternative.

On dit souvent d'elle qu'elle n'est ni un concept, ni un programme, mais plutôt un slogan ou un « mot obus » pour lutter contre la croissance économique (Ariès, 2008, p. 273). La décroissance a réussi à

«se doter d'un contenu théorique fort, dans la continuité de ce que le terme lui-même [soit l'opposition à la croissance] et sa contextualisation pouvaient lui donner comme sens. La décroissance, c'est une entreprise de démystification des grands thèmes de la modernité : la croissance, le progrès et le développement (même durable) (Duverger, 2011, p. 111)».

En plus des caractéristiques vues dans le premier chapitre, elle est aussi une prise de position foncièrement anticapitaliste, critique du système économique actuel et critique du développement. Dans ce cycle, je vais développer davantage comment s'est développé le terme de décroissance et quelles solutions les auteurs contemporains qui s'y intéressent pensent mettre en place pour arriver à cette décroissance. Nous analyserons avant tout les perspectives de la décroissance développée par une nouvelle génération d'auteurs qui s'intéressent à cette problématique soit François Partant, Gilbert Rist et Paul Ariès.

À la fin de cette section, il y aura aussi une section sur la politique qui devient très importante à cette époque. C'est aussi un changement marquant de la décroissance et fort important pour Serge Latouche puisqu'il la définit aussi comme «un slogan politique (Latouche, 2007, p. 20)».

2.1 Contexte

Dans les années 1990 à 2000, il y a eu plusieurs crises économiques et financières dans les pays dits «en voie de développement». C'est entre autres pour cette raison qu'on commence à critiquer le développement principalement international. De plus, à cette période le mouvement altermondialiste⁶ commence à prendre beaucoup d'ampleur. Les militants de ce mouvement manifestent pour l'avènement d'un autre monde et une d'autre forme de mondialisation. Les altermondialistes critiquent beaucoup l'implication des organismes internationaux (Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et l'Organisation mondiale du commerce) dans l'aide au développement dans les pays du Sud. Encore une fois, c'est le développement international qui est critiqué et remis en question.

Il faut savoir que l'idéologie du développement durable a été beaucoup soutenue par les organisations internationales et des États occidentaux. L'objectif était de contrebalancer les critiques des années 1970 du mouvement écologique. Ce terme qui aurait

⁶ On peut définir l'altermondialisme «comme l'utopie portée par cette mouvance hétérogène d'acteurs sociaux, souhaitant construire un monde émancipé du néolibéralisme et de l'impérialisme, reposant sur une conception horizontale des rapports de pouvoir et une vision positive de la diversité (Beaudet, Canet, & Massicotte, 2010, p. 15)». Les principales propositions des altermondialistes sont «1) Annuler la dette publique, 2) Mettre en place des taxes internationales sur les transactions financières, 3) Démanteler progressivement toutes les formes de paradis fiscaux, 4) Faire du droit à l'emploi une priorité, 5) Lutter contre toute forme de discrimination, 6) Prendre des mesures urgentes pour mettre fin au saccage de l'environnement, 7) Promouvoir les formes de commerce équitable, 8) Garantir le droit à la souveraineté alimentaire, 9) Interdire toute forme de brevetage des connaissances du vivant, 10) Garantir le droit à l'information, 11) Exiger le démantèlement des bases militaires et 12) Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales (Beaudet, Canet, & Massicotte, 2010, p. 17)».

pour but de nous tenter de continuer à produire et consommer énormément tout en étant respectueux de l'environnement et de la justice sociale. Il est utilisé désormais à toutes les sauces. On commence donc à s'interroger sur le terme et ce qu'il signifie vraiment. On se demande s'il a vraiment une portée écologique et durable.

Voyons un peu comment l'apparition du terme décroissance s'est produite en France. On constate aussi qu'en février 2002, «l'expression "décroissance soutenable" est proposée par Vincent Cheynet et Brunon Clémentin, dans le titre d'un dossier spécial de la revue *Silence* (Abraham Y.-M. , 2012, p. 8).» Puis, il est important ici de rappeler que le colloque qui a fondé le mouvement social de la décroissance s'est tenu à Paris du 28 février au 3 mars 2002 au Palais de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (Duverger, 2011, p. 91). Les organisateurs de cette rencontre importante ont été : La Ligne d'Horizon-Les Amis de François Partant, le *Monde diplomatique* et le Programme pour la Gestion des Transformations Sociales (MOST) de l'UNESCO (Duverger, 2011, p. 91). Ce colloque va donner naissance au Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après-Développement (Duverger, 2011, p. 93). Ce réseau va publier un manifeste en mars 2003 dont un des plus importants contributeurs sera le penseur français Serge Latouche (Duverger, 2011, p. 93). «Cheynet lance en 2004 le mensuel *La Décroissance* (qui atteint un tirage de 45 000 exemplaires en 201 (Abraham Y.-M. , 2012, p. 9)». Bien que ceci soit très controversé chez les partisans de la décroissance un Parti Pour La Décroissance (PPLD) fut développé en 2005 (Abraham Y.-M. , 2012, p. 10). Nous y reviendrons plus loin dans la section sur la politique.

2.2 Les auteurs

Les deux premiers auteurs du deuxième cycle soit François Partant⁷ et Gilbert Rist nous expliqueront pourquoi dans l'optique de la décroissance nous devons absolument refuser le développement et par le fait même refuser le développement durable. Serge Latouche fut très influencé par les idées de ces deux auteurs. Il suit les traces de François Partant en s'opposant lui aussi au développement et s'inspire de Gilbert Rist pour critiquer le développement durable. Nous savons que Serge Latouche a produit une réflexion très poussée sur le développement principalement international et sur l'occidentalisation du monde avant de s'orienter vers la décroissance qui représenterait selon lui une alternative intéressante à la société actuelle capitaliste et de croissance⁸. Serge Latouche mentionne que «l'idée de la décroissance est née en quelque sorte du Sud, et plus particulièrement en Afrique. Le projet d'une société autonome et économe a émergé, en effet, dans le fil de la critique du développement (Latouche, 2007, p. 90)».

⁷ Il est vrai que François Partant carderait davantage dans le premier cycle à cause qu'il est décédé en 1987 et il a commencé à écrire en 1970. Toutefois, je l'ai inclus dans le deuxième cycle à cause de ses liens très proches avec Gilbert Rist pour une question de cohérence. De plus, le groupe de la ligne d'horizon a aussi écrit un livre qui fut réédité en 2007 que je me sers comme références et où des textes de François Partant sont présents. Ces textes sont très proches de l'idée de la décroissance. Nous y reviendrons.

⁸ Nous pouvons voir cette progression à travers les œuvres qu'il a publiées.

Paul Ariès quant à lui a travaillé directement sur le terme de décroissance. Il est lui aussi considéré comme un des auteurs contemporains les plus importants de ce mouvement. Lui et Serge Latouche s'accordent sur certains points, mais s'opposent sur d'autres. Nous y reviendrons plus loin.

2.2.1 François Partant : la critique du développement international

François Partant (1926-1987) est un économiste français qui à la naissance portait le nom de François Roche (Duverger, 2011, p. 66). Il a décidé de changer de nom afin d'avoir une plus grande liberté d'écriture. Il a travaillé comme banquier du développement et ceci l'a amené à se poser plusieurs questions au sujet du développement, du système économique ainsi que de la politique internationale (Duverger, 2011, p. 67). Cet auteur serait un des premiers à avoir pensé plus spécifiquement à l'après-développement, c'est-à-dire qu'est-ce qui vient après qu'on ait critiqué le développement international comme il a été fait avant les années 2000 et qu'on a conclu qu'il ne fonctionnait pas? François Partant critique donc l'occidentalisation du monde et l'homogénéisation des cultures. Quand il parle de l'occidentalisation et d'homogénéisation des cultures, il veut dire qu'il y a une uniformité de la culture et des valeurs occidentales qui se propagent partout en éliminant ainsi toutes les autres cultures, valeurs, techniques, relations humaines. Bref, il y a une assimilation culturelle. Serge Latouche parle aussi de l'occidentalisation du monde et de ses conséquences néfastes. Il la définit de la même façon que Partant en disant que «l'occidentalisation du tiers monde est d'abord une déculturation, c'est-à-dire une destruction pure et simple des structures économiques, sociales et mentales traditionnelles (Latouche, 1989, p. 86)».

François Partant rappelle que le développement commence avec la fin des empires coloniaux et le début de l'indépendance de plusieurs pays après la Deuxième Guerre mondiale, se poursuit avec le programme de l'aide au pays dits «sous-développés» de Truman⁹ et s'épanouit avec la mise en place de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui entraîne la libération des échanges économiques (Partant, 2007, pp. 63-64).

Selon cet auteur, ces trois moments ont tous eu des conséquences désastreuses sur les pays dits «sous-développés». Premièrement, ces mesures ont fait en sorte qu'au lieu qu'il y ait une croissance et de l'enrichissement dans les pays «sous-développés», il y a

⁹ Harry Truman est un ancien président américain démocrate qui a mentionné que le monde était divisé en deux soit les pays industrialisés et les pays sous-développés. Il a mentionné que «[...] il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. [...] Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. [...] Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut. [...] Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix. (Larané, 2011)»

eu une augmentation de l'exportation des ressources naturelles non renouvelables de ces pays vers les pays du Nord (Partant, 2007, p. 65). Deuxièmement, «l'implantation dans le tiers monde d'industries dont la production est destinée aux pays industriels (Partant, 2007, p. 65)», n'est pas conçue pour répondre aux besoins de la population, mais plus à l'exportation. De plus, ces industries issues de pays industrialisés avaient de grands privilèges tels que «peu ou pas d'impôts, droit de rapatrier capital et profit (Partant, 2007, p. 66)». Troisièmement, l'arrivée des produits étrangers tels que des vêtements, de la nourriture et des produits électroniques sur les marchés des pays du Sud (par exemple Sénégal, Rwanda, Cuba, etc.) concurrencent les produits locaux ce qui entraîne la fermeture des entreprises des producteurs locaux et par conséquent la perte d'emplois (Partant, 2007, p. 69).

Nous allons voir plus loin dans notre exposé que Serge Latouche sera en accord avec les thèses avant-gardistes de Partant en y ajoutant que «l'invasion des produits chinois de consommation de masse très bon marché fait parfois concurrence aux artisans de la récupération, qui avaient triomphé des exportations manufacturées européennes (Latouche, 2007, p. 95)». Tout comme Partant, Serge Latouche pense que la relocalisation de la production peut être très utile comme stratégie pour atteindre la décroissance (Latouche, 2006, p. 197). Il ajoute que c'est aussi un des objectifs de la décroissance (Latouche, 2006, p. 197). Il souligne aussi que «la reconstruction sociale du territoire n'est plus (...) seulement économique, mais aussi politique et culturelle (Latouche, 2006, p. 198)». De son côté, Partant ajoute que les produits étrangers (par exemple les films hollywoodiens, la musique nord-américaine, etc.) détruisent peu à peu la culture traditionnelle des pays du Sud (Partant, 2007, p. 70). Latouche va dans la même direction en disant que nous sommes en train de coloniser l'imaginaire africain avec «l'invasion des médias internationaux, à travers radios, télévisions, internet, téléphones portables, [et cela] a des effets corrosifs sur le lien social (Latouche, 2007, p. 95)».

La conséquence de ces problèmes fut tout simplement de définir ces pays comme étant victime de mal-développement parce qu'au mieux :

«le développement s'est bien traduit par une forte croissance de la production et par une amélioration de la productivité du travail, mais il n'a pas permis le relèvement du niveau de vie de l'ensemble de la population et l'apparition de la société de consommation (Partant, La ligne d'horizon: Essai sur l'après développement, 2007, p. 67)».

Selon Partant, le problème relève du concept même de développement (Partant, 2007, p. 70). Aujourd'hui, «le développement est un projet inspiré par les mêmes idées que la conquête et la domination coloniales (Partant, 1997, p. 47)». Il s'agit de prendre des ressources de la colonie et de les envoyer à sa métropole pour les modifier et les revendre dans sa colonie. Les intérêts et les conséquences de cette situation sont les mêmes que ceux de la colonisation (Partant, 1997, p. 47). Ainsi, les pays du Nord, anciens colonisateurs, font tous des profits et les anciens colonisés perdent peu à peu leurs cultures. Par exemple, la gérontocratie qui signifie que le pouvoir est dans les mains des personnes les plus âgées ne pose pas de problème au niveau de la gestion du pouvoir politique dans certains pays du Sud. Toutefois ce régime politique tend à être remplacé par la

démocratie à cause du fait que selon les colonisateurs, la démocratie est le meilleur régime possible (Kamano, 2008). Latouche confirme cela en disant que «ce qui est proposé aux populations du tiers monde en remplacement de leur identité culturelle consiste en une identité nationale absurde et une appartenance fallacieuse à une communauté universelle (Latouche, 1989, p. 88)». Dans cette optique, il est évident que l'on pense qu'une culture est supérieure à une autre soit que la culture occidentale devrait dominer toutes les autres (Latouche, 1989, p. 88).

Partant nous dit aussi que le développement devrait être «un processus endogène et autocentré d'évolution globale spécifique à chaque société (Partant, 1997, p. 50)». Serge Latouche est aussi d'accord avec cet aspect. Il mentionne que le développement devrait être ««participatif», «endogène», «selfreliant/autocentré», «populaire et solidaire» (Latouche, 2007, p. 91)». La conclusion du développement exogène, fait par les pays industrialisés, ne tient pas compte du contexte et de la culture du pays dans lequel il met en place un projet de développement. Par exemple, les pays du Nord décident de créer un puits ou une école qui sont parfois non fonctionnels et inutiles à l'endroit où ils sont implantés. C'est l'occident qui a changé la vision du développement pour le remplacer par «un processus de croissance technico-économique (Partant, 1997, p. 50)» basé sur son propre modèle de développement. Selon Rostow, le développement des pays se fait toujours selon les mêmes cinq étapes qui sont dérivées des étapes que les premiers pays qui se sont industrialisés ont dû franchir, soit :1) la société traditionnelle; 2) la mise en place des conditions préalables au décollage; 3) le décollage; 4) la marche vers la maturité; 5) l'ère de la consommation de masse (Allemand, 2011). C'est sur ce modèle que les principes de développement international se sont basés depuis la publication de son œuvre en 1960 (Allemand, 2011).

Selon Partant, il est impossible que les pays du Sud et du Nord soient au même niveau de développement c'est-à-dire qu'ils aient le même mode de vie (par exemple une voiture par personne, la piscine, l'air conditionné, etc.). C'est tout simplement parce que le développement des pays industrialisés est basé entre autres sur l'exploitation du tiers monde (Partant, 2007, pp. 71-74).

François Partant propose «une alternative socio-économique respectant les règles de la démocratie, de l'écologie et du droit au travail de tous (De Ravignan, 2007, p. 2)». Il critique le système productif parce qu'il crée des inégalités des salaires, de la croissance économique et a des conséquences néfastes sur l'environnement. L'auteur croit fermement qu'il faut qu'il y ait une remise en question radicale des traditions, des comportements, des ambitions individuelles et collectives (De Ravignan, 2007, p. 4). Il pense aussi que l'autogestion ainsi que l'autonomie économique pourraient être très profitables et plus égalitaires pour tous (Partant, 1997, p. 201). Il explique qu'une authentique autogestion se ferait de façon à ce que «les travailleurs de l'entreprise autogérée soient associés à toutes les décisions concernant la branche, le secteur, enfin l'économie dans son ensemble (Partant, 2007, p. 220)». L'autonomie économique signifie qu'on ne

doit pas dépendre d'autres communautés ou d'autres pays pour répondre à ses besoins, c'est-à-dire ne pas être interdépendants (Partant, 1997, pp. 221-222). L'auteur ajoute que l'autonomie économique exige «la rupture des échanges, tels qu'ils se pratiquent aujourd'hui, au sein de chaque pays et à l'échelle mondiale (...) [l'objectif] est de transformer des liens d'interdépendance conflictuelle en liens de solidarité effective (Partant, 1997, p. 223)». Serge Latouche va dans la même direction en exprimant qu'«il est souhaitable (...) d'en revenir à l'autoproduction (Latouche, 2006, p. 205)». Nous avons vu aussi précédemment que l'autonomie est une caractéristique de base qui est essentielle pour la création d'une société de décroissance. Lorsqu'une région fait de l'autoproduction, elle est moins dépendante des autres pays et autres régions. Elle est donc plus autonome et par le fait même limite les impacts sur l'environnement en limitant les transports qui sont très polluants (Latouche, 2006, p. 204).

François Partant imagine une région où au lieu que les gens importent presque la totalité des produits dont ils ont besoin, comme c'est le cas dans nos sociétés contemporaines, ils les créent eux-mêmes chez eux (Partant, 1997, p. 203). Par exemple, au lieu d'exporter nos fraises pour qu'un autre pays en fasse de la confiture et qu'on importe la confiture, on pourra tout simplement faire notre propre confiture avec nos propres fraises. Il ajoute aussi que nous devrions nous concentrer à créer des produits dont on a réellement besoin avec les ressources que nous avons et ne pas produire des produits inutiles en dilapidant ainsi nos ressources (Partant, 1997, p. 203). Il explique qu'une société basée sur ces principes serait plus démocratique puisque les gens travailleraient moins et auraient plus de temps pour s'impliquer politiquement. D'après lui, ils pourraient assurer eux-mêmes leurs propres services, plutôt que ce soit l'État qui le fasse. Les services pourraient être offerts à l'aide de la coopération volontaire c'est-à-dire que tous offriraient des services en fonction de leurs compétences (Partant, 1997, pp. 203-204). Toutefois, il nous met en garde en nous avisant qu'il faut garder en tête que cela ne leur permettra pas de vivre comme un Européen moyen des années 1990, c'est-à-dire qu'il va falloir qu'ils se privent de certaines choses qu'ils auraient eues habituellement, mais qui ne sont pas réellement essentielles à nos vies. Selon François Partant, ceci vaut mieux que d'être chômeur ou paysan dépossédé de ses terres (Partant, 1997, p. 203), l'objectif ultime étant évidemment la création d'une société autonome (Partant, 1997, p. 205). Cette autonomie permettra «une reconstruction sociopolitique et technico-économique (Partant, 1997, p. 253)». Cette société disposerait «d'une partie du territoire que se sont réparties les nations (Partant, 2007, p. 194)». Cette société alternative exclurait «tous les rapports de domination et toutes les relations de pouvoir qui structurent les sociétés existantes (Partant, 2007, p. 194).» De plus, elle serait basée sur «une démocratie directe, qui confère à chaque individu un droit égal à participer aux décisions relevant de la collectivité (Partant, 2007, p. 194)» sans oublier aussi que cette forme de société devrait être capable de s'autogérer dans tous les domaines (Partant, 2007, p. 194). Toutefois, il faut aussi penser à un niveau plus large et mondial et ne pas rester uniquement au niveau d'une société unique et isolée. En 1997, Partant pensait qu'une charte mondiale permettrait de nous fournir une ligne d'horizon pour que nous travaillions tous dans la même direction soit vers «un

projet socio-économique acceptable pour tous (Partant, 1997, p. 253)». De plus, ce projet se ferait à l'aide de tous «en mettant leurs connaissances et leurs techniques au service de cet art de vivre ensemble (Partant, 1997, p. 253)». Cette charte, François Partant ne l'a pas écrite, il n'y a attaché que quelques principes de base. Il croit que cette charte doit être écrite de façon démocratique et avec toute la société. Il réitère l'importance de la charte en 2007 dans son livre *La ligne d'horizon, essai sur l'après-développement* en ajoutant qu'il faut absolument «un changement radical des traditions, des comportements, des ambitions individuelles et collectives (Partant, 2007, pp. 192-193).»

Liens entre les écrits de François Parent et le terme décroissance

La perspective de la décroissance implique une critique fondamentale du développement c'est pourquoi François Partant est à notre avis, un auteur essentiel lorsqu'on parle de décroissance. Nous savons pourtant que c'est totalement impossible puisque nous allons atteindre des limites environnementales. Si nous voulons atteindre une justice minimale à l'échelle mondiale, qui implique tous les êtres humains et qui répond à leurs besoins matériels de base, il faudra absolument que nous appliquions d'abord la décroissance dans les pays nord-américains.

Partant souligne aussi que les pays du Nord sont en grande partie responsables de la situation des pays du tiers-monde. Serge Latouche est lui aussi un tiers-mondiste c'est-à-dire qu'il s'associe à un courant qui croit que les pays occidentaux sont responsables de la pauvreté des pays du tiers monde (Latouche, 2013). C'est d'abord en étudiant le développement international que Serge Latouche a commencé à penser la décroissance.

François Partant semble relier la décroissance à son idée de charte mondiale. La décroissance serait donc un guide avec des grandes lignes qui permettrait le bien-être de tous dans un projet de société commun. François Partant mentionne que la décroissance consiste principalement à consommer moins et à arrêter d'exploiter les pays dits «sous-développés» afin de leur permettre d'avoir un niveau de vie qui serait conforme à leur rythme de vie et qui serait compatible avec leurs valeurs culturelles. Cet auteur insiste aussi beaucoup sur l'autonomie et l'autogestion qui constituent selon lui les principes de base de la décroissance. Cette idée de charte est un élément nouveau dans le développement de la décroissance. On voit que les auteurs semblent commencer à s'accorder sur quelques caractéristiques qui seraient essentielles pour créer une société de décroissance.

L'auteur présente une critique des différences entre la situation des pays du Nord et ceux du Sud. Il s'inquiète donc de la crise sociale qui produit des écarts importants entre les différentes sociétés. Il pense que l'idée d'une charte mondiale qui s'apparente à la décroissance serait une bonne solution pour régler les problèmes de la crise sociale.

François Partant nous présente aussi les conditions de base qui ont apporté le développement et les principales critiques que nous pouvons faire au développement. Il nous propose aussi quelques pistes de solutions.

D'abord, nous avons vu que la pensée de Serge Latouche et celle de François Partant se rapprochent sur plusieurs points. Ils sont ainsi tous les deux contre

l'occidentalisation, contre l'invasion des produits venant des pays industrialisés vers les pays en développement et contre le développement exogène. Puis, tout comme Partant, Latouche croit aussi que l'autoproduction et l'autonomie des communautés sont d'une importance capitale. Enfin, Latouche et Partant s'opposent vivement au développement international.

Voyons maintenant l'apport de Gilbert Rist à la décroissance. Rist est un autre auteur important qui émet une critique importante du développement, selon nous, sa critique va plus loin que celle formulée par François Partant. Gilbert Rist critique le développement durable et explique jusqu'à quel point le développement est intégré dans les sociétés contemporaines.

2.2.2 Gilbert Rist : la critique du développement et développement durable

Gilbert Rist (1938-) est professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève. Il est reconnu surtout pour ses recherches fortes intéressantes et approfondies sur le développement. Avant de s'attarder davantage sur la notion de développement, il faut souligner que la décroissance elle-même est aussi «une entreprise de déconstruction radicale du développement (Duverger, 2011, p. 119)». C'est pour cette raison que la critique du développement est une dimension centrale de toute réflexion sur la décroissance.

Gilbert Rist s'oppose radicalement au développement. Il le définit comme suit :

«Le "développement" est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, oblige à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable (Rist, 2013, pp. 40-48)».

Avant d'aller plus loin, nous tenons à marquer un temps d'arrêt afin de décortiquer un peu plus le sens de cette définition complexe. Les «pratiques contradictoires» sont dues au fait que plusieurs théories différentes et contradictoires cohabitent dans un même plan de développement (Rist, 2013, p. 40). Par exemple, on peut tenter d'accroître le pouvoir de l'État (fonder des sociétés nationales) tout en le restreignant (déréglementation et privatisation) ou encore accroître la dette extérieure (offrir des nouveaux prêts) et de l'autre côté tenter de la réduire (annulation des dettes) (Rist, Le développement, histoire d'une croyance occidentale, 2013, pp. 40-41). Quand on parle de «reproduction sociale», on entend par là l'élargissement du système mondial déjà en place tout en prenant soin de garder les exclus hors du système (Rist, Le développement, histoire d'une croyance occidentale, 2013, p. 41). L'auteur nous dit que le développement «oblige à transformer et à détruire le milieu naturel» puisque nous savons que toute production exige l'utilisation de matières premières provenant de l'environnement et produit de la pollution qui est rejetée aussi dans

l'environnement (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 42). Ce processus a pris énormément d'expansion avec la mondialisation (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 43). «Les rapports sociaux» sont aussi modifiés par le développement. Les relations sociales et même les relations familiales sont de plus en plus marchandisées et dirigées par la possibilité d'intérêts économiques (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, pp. 44-45). Aujourd'hui, tout a un prix que ce soit «garder les enfants ou promener le chien (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 44)» et on va plus loin encore en marchandisant le mariage, la fertilité et même l'altruisme (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 44). Pour qu'il y ait du développement, il est nécessaire qu'il ait une croissance économique, mais aussi une production qui fonctionne au maximum (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 46). Cela signifie que nous croyons toujours en une relance économique en exportant des produits dans des nouvelles zones géographiques ou en créant des nouveaux produits dont l'utilité est fortement contestable (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 46). Dans l'optique du développement, «les marchandises» sont fortement valorisées. Elles sont vidées de toute forme de liens sociaux et exemptes de toute interaction avec l'éthique et les intérêts personnels (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, pp. 46-47). Dans d'autres sociétés que la société moderne, «la circulation des biens s'organise en fonction des rapports de parenté ou des statuts hiérarchiques, ce qui confère aux objets un rôle particulier, subordonné aux liens sociaux (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 46)». Dans la société moderne, c'est d'abord l'objet ou le service qui est au cœur de la relation et non la rencontre ou le lien avec l'autre personne ce qui diminue les relations sociales et les liens sociaux qu'il serait possible de créer avec les autres (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 47). Enfin, l'auteur ajoute que ces marchandises sont «destinées, à travers l'échange, à la demande solvable» c'est-à-dire que le développement bien qu'il soit censé garantir la cohésion sociale et le bien-être de tous réduit les individus «à de simples échangistes à la recherche de l'utilité (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 48)» et que l'individu est seulement utile s'il est solvable (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, pp. 48-49). C'est-à-dire que l'on ne se fie plus à la bienveillance ou à la générosité des autres, mais à l'intérêt qu'ils nous rapportent (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 48).

L'auteur explique ensuite que le développement est une «certitude collective [...] dont il est inconvenant de discuter publiquement le bien-fondé (Rist, 2013, p. 55)». On pourrait le comparer à une croyance de la société moderne (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 54). Puisque notre société se dit rationnelle, les institutions religieuses sont marginalisées (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 54). Le religieux se déplace donc vers un lieu autre (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 54). On peut donc retrouver le religieux dans le secteur des droits humains ou du développement, qui

renvoient à des valeurs indiscutables (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 55). Cette croyance fonctionne bien puisque nous ne pouvons faire autrement que croire que la croissance économique contribue à la création de plus d'emplois pour tous. Si nous ne le croyons pas, nous sommes considérés hors norme (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 56). Une croyance est une dimension qui est exigée de nous et à laquelle nous devons adhérer. C'est le cas du développement (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 56). De plus, Rist nous dit que cette croyance a aussi ses porte-paroles, « des experts économiques chargés de surveiller la conjoncture, de scruter les «grands indicateurs» et de prophétiser l'avenir en gestation dans les« tendances lourdes» (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 56)». Pour lui, peu importe que le développement fonctionne ou non, en tant qu'occidentaux nous y croyons presque aveuglement. Dans la perspective de Rist «le «développement» apparaît ainsi comme une croyance et une série de pratiques qui forment un tout en dépit de leurs contradictions (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 59)».

Selon Gilbert Rist, cette idée de la croyance se rapproche un peu de l'idée qu'élabore Serge Latouche sur la décolonisation de l'imaginaire social. Latouche développe l'idée qu'il faut sortir de l'imaginaire dominant basé avant tout sur la croissance capitaliste (Latouche, 2006, p. 159). Il explique que notre imaginaire social a été colonisé par l'économie et que nous prenons tous comme acquis que l'économie est la dimension la plus fondamentale à la vie humaine (Latouche, 2006, pp. 168-169). Il renforce son idée en disant qu' «Un seul dieu, le Progrès, un seul dogme, l'économie politique, un seul éden, l'opulence, un seul rite, la consommation (...) Pour l'élite planétaire, la foi dans l'idéologie libérale constitue presque une véritable religion (Latouche, 2006, pp. 157-169).»

Dans ses écrits, Rist, tout comme Latouche, critique aussi le développement durable, ce concept si populaire qui fut commandité par le rapport Brundtland en 1987 présidé par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Ce rapport nommé «Notre avenir à tous», fut demandé par la Commission Mondiale sur l'environnement et le Développement (CMED), afin de trouver des stratégies et des méthodes pour assurer un développement soutenable et trouver des solutions pour la conservation de l'environnement (Brundtland, 1987, p. 1). Ce rapport est à la source de la définition du développement durable qu'il explique comme suit :

«Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (Brundtland, 1987, p. 40)».

Il mentionne aussi que le problème est que dans la réalité il y aurait une différence entre le concept et la pratique (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 48). Il explique qu'il «est en effet impossible de promouvoir à la

fois le "développement" (de la production et donc de la destruction de ressources renouvelables avec la pollution qui s'en suit) et le respect de la biosphère (L'association La ligne d'horizon-les amis de François Partant, 2003, p. 31)». Peu importe que le développement soit «qualifié d'"humain" (par le PNUD) ou de "social" (par le Sommet du même nom), il [n'] acquiert [pas] une dignité nouvelle, un surcroît de légitimité, [ou] une présomption d'opinion favorable (L'association La ligne d'horizon-les amis de François Partant, 2003, pp. 30-31)». Le développement reste tout simplement nuisible. Latouche est en accord avec cette perspective. Lorsqu'il parle du développement, il dit «le développement est un mot toxique, quel que soit l'adjectif dont on l'affuble (Latouche, 2007, pp. 24-25)».

Revenons à Gilbert Rist qui explique que le développement est nuisible par le fait qu'aujourd'hui nous associons au terme de développement le terme de croissance économique «c'est-à-dire de cette autre illusion, portée par un "optimisme de principe" selon lequel "plus" signifie nécessairement "mieux" (L'association La ligne d'horizon-les amis de François Partant, 2003, p. 30)».

La théorie économique dans son ensemble est aussi problématique selon Rist. Pour lui, le problème avec cette théorie est qu'elle mélange le descriptif et le normatif afin de créer une conformité simple (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 380). Toutefois, la réalité ne se dessine pas à travers d'un seul modèle fixé à l'avance. Elle est plurielle et variable. L'auteur spécifie que «l'observation du comportement des «agents économiques», tant dans les pays du Nord que du Sud, montre que la rationalité intéressée ne prévaut pas toujours (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 381)». L'auteur insiste ainsi sur le fait que les rationalités varient selon les cultures et les coutumes. Il faut aussi tenir compte du fait que de nombreuses activités économiques ont lieu hors des zones du marché, par exemple dans l'informel ou dans les systèmes de réciprocité (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 382). Il donne en exemple le modèle Africain dit des *tontines* qui est basé sur un système économique centré sur la réciprocité qui fonctionne avec des montants d'argent mis en commun. Les montants totaux sont échangés à tour de rôle entre les membres d'un groupe afin de leur permettre d'acheter des choses dont ils n'ont pas nécessairement les moyens. Les tontines sont basées sur la confiance et sur des relations sociales fortes. Ajoutons aussi que la théorie économique ignore la destruction souvent causée par la production, ainsi que ses conséquences sur l'environnement, la perte de ressources non renouvelables et le temps nécessaires à la création de certaines ressources, etc. (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 384). Enfin, si une science doit s'appliquer de manière universelle, ce ne peut être la science économique puisque sa validité est limitée et les relations qui se développent entre les acteurs qui sont impliqués dans ces relations varient beaucoup d'un pays à l'autre (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 385). Serge Latouche tient aussi en compte le fait que la culture joue un rôle important dans l'économie. C'est pourquoi il s'oppose à l'occidentalisation du tiers-monde. Il soutient les idées de Rist lorsqu'il mentionne que l'imposition «de l'économie-monde capitaliste détruit massivement les structures et les institutions du tiers monde (Latouche, 1989, p. 90)». Cela entraînerait aussi la disparition des activités informelles et des systèmes de réciprocité.

Gilbert Rist comme Latouche nous conseillent de nous libérer de l'emprise de la théorie économique et d'avouer que le développement n'existera jamais puisque «la croissance infinie qu'il présuppose est impossible (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 386)». Il ajoute aussi qu'il faudra

«résoudre les questions posées par la relation que le travail entretient avec l'emploi, c'est-à-dire les formes de l'intégration sociale, par le degré d'autonomie nationale ou locale dans le cadre de la mondialisation, par le rapport de l'État avec le marché, par les conséquences écologiques d'un usage prédateur des «ressources» naturelles, par la maîtrise du changement social envisagé comme processus politique et social plutôt que marchand, par la montée des inégalités, et surtout pas les insuffisances de la théorie économique (Rist, 2013, p. 386)».

Serge Latouche avance lui aussi qu'il faut sortir de l'économie. Il réaffirme cela en disant «mon engagement pour la décroissance (...) [c'est la] destruction de l'économie (Homs, 2011, p. 5)».

Rist affirme aussi qu'il faut regarder la situation en face et sortir de cette croyance ainsi que de cette forme d'imaginaire afin de pouvoir penser à un nouveau paradigme qui permettra de conceptualiser notre monde d'une autre façon (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 387). Latouche va dans le même sens lorsqu'il dit que notre imaginaire est économique et qu'il faut absolument en sortir parce que cela commence à créer beaucoup trop de problèmes (Homs, 2011, p. 5). Il nous conseille aussi de respecter la diversité culturelle et de prendre garde face à des généralisations (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 394). Il y a de nombreuses façons de bien-vivre et c'est à chaque société de trouver la sienne (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 394).

Il nous propose trois façons de réaliser le changement. Ces façons ont toutes comme but de changer le système actuel et de préparer l'après-développement.

- 1) Il faut arrêter de gérer le système actuel qui ne fonctionne pas (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 405). Il faut aussi critiquer «l'hégémonie de l'économie marchande et productiviste (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 396)». Il faut savoir que l'objectif de l'économie marchand est l'expansion infinie et qu'il ne tient pas en compte le bien-être des êtres humains (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 396).
- 2) Il faut miser sur les aspects positifs de l'exclusion et les expériences alternatives positives basées sur des nouveaux liens sociaux et des nouvelles façons de vivre (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 405). Par exemple, «des pratiques de certains mouvements sociaux du Sud qui ont renoncé à tout attendre du bon vouloir des puissants et qui ne croient plus ni à l'aide ni à la coopération internationale (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 398).»

- 3) Changer la théorie en sortant de la croyance afin de détruire les présupposés du développement et en critiquant l'imaginaire économique (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 406).

Il conclut en disant : «À la certitude des erreurs, passées et présentes, ne faut-il pas préférer l'incertitude du monde à venir? (Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, 2013, p. 406)»

Gilbert Rist a démontré que le développement doit être remis en question et critiqué. Il explique aussi que les théories économiques sont problématiques et qu'elles ne sont pas universelles et ne peuvent l'être. Il nous a aussi présenté quelques solutions. Rappelons les points communs entre Rist et Latouche. Avant tout, mentionnons la critique du développement et le développement durable, puis l'importance de sortir de l'économie et de l'imaginaire dominant et enfin l'élimination des fausses croyances afin d'engager un changement de paradigme.

Liens entre les théories de Gilbert Rist et la problématique de la décroissance

Bien que Gilbert Rist ne parle pas de décroissance, il est l'auteur qui développe le mieux la critique du développement et surtout du développement durable. Ce fait de critiquer le développement durable vient créer une distinction importante entre les écologistes et les objecteurs de croissance. Le fait aussi que Gilbert Rist mentionne la nécessité de changer de paradigme nous indique que la décroissance est aussi révolutionnaire et non pas uniquement réformatrice. Il critique aussi le système économique et la croissance. Aujourd'hui, Gilbert Rist pense que la décroissance est une idée qui va dans le bon sens, mais il n'est pas tout à fait d'accord avec ce terme puisqu'il a selon lui une trop forte connotation économique (Rist, 2006). Toutefois, il avoue que la décroissance est plus large que seulement économique (Rist, 2006). Il dit qu'il faut tenir en compte les relations humaines, les inégalités sociales, le bien-être social et le respect de la nature (Rist, 2006). Gilbert Rist nous aide donc à voir que la décroissance comprend beaucoup de choses.

Gilbert Rist croit que la crise écologique et la crise sociale peuvent être résolues par son nouveau paradigme qui est très proche de la décroissance et comporte plusieurs caractéristiques de la décroissance.

François Partant et Gilbert Rist ont beaucoup influencé la pensée de Serge Latouche. Avant de parler de la décroissance, Serge Latouche a beaucoup étudié le développement et le développement international et il en est venu à des conclusions très semblables à celles de François Partant et Gilbert Rist. Soit, le développement est sans issue. Il faut donc trouver une alternative et selon lui la décroissance serait cette alternative.

2.2.3 Paul Ariès : la décroissance un projet politique

Paul Ariès (1959-) est un politologue, militant qui a contribué à plusieurs journaux comme *La décroissance*, *Le monde diplomatique* et il devient rédacteur en chef du journal qui s'appelle aujourd'hui *Les Z'indigné(e)s*. Il est l'un des intellectuels les plus

importants du courant de la recherche sur la décroissance comme telle et sur l'écologie politique. Il est aussi l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur divers sujets tels que la malbouffe, les sectes, la mondialisation et la décroissance.

Paul Ariès explique d'abord que la décroissance doit proposer un projet politique qui critiquerait les théories scientifiques et la croissance afin de créer une rupture historique avec le système établi ainsi que nous mener vers un nouveau paradigme (Ariès, 2008, pp. 322-323). Ensuite, il ajoute que la décroissance n'est ni un concept, ni un programme, mais plutôt un slogan pour lutter contre la croissance économique (Ariès, 2008, p. 273). Il mentionne aussi que «La décroissance est un slogan politique aux implications théoriques, elle est pour lui avant tout une arme ou comme il préfère l'appeler : un «mot-obus» (...), qui vise à casser la langue de bois des drogués du productivisme (Ariès, *Décroissance ou barbaries*, 2005).» Enfin, il parle de la nécessité de la perspective sur la décroissance suite à l'échec des idéologies productivistes de la droite et de la gauche ainsi que des conséquences de la mondialisation (Ariès, 2009, p. 18). Serge Latouche appuie Ariès sur tous ces points. Nous avons vu en introduction que la définition de Latouche sur la décroissance s'appuie sur certains apports d'Ariès.

Il croit que la décroissance est essentielle à cause de toutes les crises auxquelles notre société fait face en ce moment.

La problématique des crises telle qu'analysée par Paul Ariès

Actuellement, nous vivons de nombreuses crises, soit une crise sur le plan écologique, sur le plan social au niveau politique, ainsi que sur le plan personnel.

Au niveau de la crise environnementale, nous faisons face à une confrontation entre les limites écologiques et notre désir d'une croissance économique infinie. Selon Ariès, c'est avant tout notre mode de vie qui a fait en sorte que nous nous retrouvons dans cette situation. D'après lui, si tous les êtres humains partageaient notre mode de vie, il faudrait plus d'une planète (Ariès, 2009, p. 19). La société capitaliste mène actuellement l'humanité vers sa fin. Paul Ariès souligne aussi que cette crise écologique «se caractérise autant par l'érosion de la biodiversité, la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la disparition programmée de l'énergie et des ressources bon marché (...) et la difficulté d'accès à l'eau potable (...) que par les risques d'emballement climatique (Ariès, 2009, p. 20).» Toute dégradation de l'environnement est aussi un facteur d'inégalités sociales : les pays les plus pauvres sont les premières victimes de cet effondrement (Ariès, 2009, p. 20).

Selon Ariès, la crise sociale consiste d'abord dans la croissance des inégalités sociales non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi à l'intérieur de chacune de ses sociétés (Ariès, 2008, p. 52). «La croissance est devenue une machine à accroître les inégalités sociales. En 1960 : l'écart entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres était de 1 à 30, il est aujourd'hui de 1 à 80 (Ariès, 2008, p. 53)». La crise sociale est aussi «la fracture des identités collectives (Ariès, 2009, p. 20)». Paul Ariès définit cette fracture comme une dé-liaison entre les individus. Ce manque de cohésion sociale, pousse les individus à devenir de plus en plus individualistes (Ariès, 2008, p. 51). La société actuelle est incapable de donner une valeur personnelle à l'individu et à lui permettre de créer des liens avec ses semblables puisqu'elle a pour objectif de créer des

«hommes sans qualité (Ariès, 2008, p. 53)», soit des individus interchangeables (Ariès, 2009, p. 53). Ariès décrit le concept de «Big Mother» créé par Zbigniew Brzezinski qui se rapporte au fait que la Nation «empêche ses enfants de devenir grands pour les maintenir sous sa domination (...) Le but de ceci est selon cet auteur d'empêcher les gens de se révolter (Ariès, 2008, p. 54).» Pour ce faire, l'État s'assure que tous mangent suffisamment et offre du divertissement abrutissant au nom de la solidarité et de la paix sociale (Ariès, 2008, p. 54). Cela fait en sorte que les individus ne sont pas autonomes, ils ne sont pas critiques de la société et il y a de moins en moins de rapports sociaux forts.

La crise politique qui est «la capacité même de notre société humaine à s'auto-organiser se trouve remise en cause par un véritable intégrisme économique (Ariès, 2008, p. 59)». C'est-à-dire que l'économie domine tout et par le fait même, elle nuit à la démocratie. L'auteur met aussi l'accent sur « la disparition des grands idéaux, le recul de la citoyenneté, le décalage entre les élites et le peuple (Ariès, 2009, p. 20)». Ariès ajoute ainsi que l'économie et la rationalité techno-scientifique prédominent sur les lois humaines ainsi que sur l'autonomie des États (Ariès, 2008, p. 59). Cela signifie que les actions et les prises de position économiques prévalent sur le bien-être de l'être humain dans son ensemble. De plus, le capitalisme réussit à éliminer les alternatives possibles « sous prétexte de réalisme c'est-à-dire de nécessité (Ariès, 2008, p. 60)». Ainsi, nous le voyons clairement avec l'exemple du lobbying des grandes entreprises auprès de nos gouvernements. Elles influencent de plus en plus les actions et les décisions de ces derniers. L'auteur ajoute à cela, le problème de la politique spectacle c'est-à-dire que l'électeur devient un consommateur et le politicien fait du marketing afin d'être présenté comme le meilleur produit (Ariès, 2008, pp. 60-61).

La crise personnelle qui sévit en ce moment est causée par la perte de sens et le vide existentiel qui sont causés entre autres par le fait que « combattre l'exploitation et la domination (...) ne suffisent donc plus pour construire un nouveau projet de société (Ariès, 2008, p. 63)». Ajoutons à cela la perte de la diversité des cultures traditionnelles qui sont de plus en plus remplacées par une culture unique à l'échelle mondiale (Ariès, 2008, p. 68). Les individus se créent donc «l'illusion qu'il serait possible de compenser la perte des repères, des valeurs, des identités collectives et individuelles par la consommation de produits de marques identitaires (Ariès, 2008, p. 56)». De plus, l'auteur nous dit qu'il y a l'augmentation effrénée de l'obésité dans la société et l'augmentation de maladies mentales telles que le surmenage et la dépression (Ariès, 2009, pp. 20-21).

La majorité des objecteurs de croissance sont d'accord avec le fait qu'il y a de nombreuses crises dans notre société actuelle. Ils ne les nomment pas toujours de la même façon, toutefois elles tournent toujours autour des mêmes thèmes. Latouche souligne beaucoup la crise écologique, mais ne développe pas les autres crises. Il pense plutôt que la décroissance provient de la domination de notre imaginaire social par la croissance et les problèmes du développement (Latouche, 2007, pp. 20-21). Nous y reviendrons plus loin.

Les solutions avancées par Paul Ariès

Le revenu universel et le revenu maximal autorisé

Dans ses écrits, Ariès mentionne aussi qu'afin que tous puissent répondre à leurs besoins de base (alimentation, logement, soins de santé, éducation, etc.), il faudra mettre en place un système de revenu inconditionnel accessible à tous (Ariès, 2008, p. 346). Cette indépendance financière permettra aux individus de moins travailler tout en ayant la sécurité de pouvoir répondre à leurs besoins (Ariès, 2008, p. 356). De l'autre côté, il doit y avoir aussi un revenu maximal c'est-à-dire si des individus font plus qu'un certain montant, les surplus vont directement dans les poches de l'État (Ariès, 2008, p. 356). (Par exemple si l'individu gagne 100\$ de l'heure et que le revenu maximum est 70\$ de l'heure il doit remettre 30\$ par heure qu'il travaille à l'État) Les sommes excédentaires du revenu maximal autorisé seraient utilisées pour financer le revenu garanti et la gratuité de l'usage (Ariès, 2008, pp. 342-343).

Ceci ne signifie pas que tous ont le même salaire. Il y a le revenu de base pour tous et ensuite les individus peuvent décider de travailler davantage afin de faire plus d'argent. Ajoutons que le revenu de base ne permet aucun luxe autre que le strict minimum pour survivre (Häni & Schmidt, 2008). Toutefois, si l'individu fait vraiment beaucoup d'argent, une partie de ce qu'il gagne sera récupéré par l'État. L'intérêt de cette politique c'est qu'elle permet à tous de faire le métier qu'ils désirent même si celui-ci n'est pas très payant, par exemple être artiste (Häni & Schmidt, 2008). Avec le revenu garanti, nous pourrions répondre à nos besoins mêmes si notre métier nous rapporte peu d'argent. Cette politique permet aussi aux gens de moins travailler et d'avoir du temps pour s'impliquer au niveau communautaire ou politique (Häni & Schmidt, 2008).

Ce serait avec le revenu universel que Paul Ariès croit que nous pourrions sortir de la société travailliste (Ariès, 2009, p. 73). Serge Latouche pense aussi qu'il faut sortir de la société travailliste, mais il pense plus qu'il faut repenser notre rapport avec le travail et revaloriser le temps libre qui permet d'ouvrir la porte à l'autoproduction (Latouche, 2007, pp. 127-130). Il ajoute : «Cette reconquête du temps «libre» est une condition nécessaire de la décolonisation de l'imaginaire (Latouche, 2007, p. 134)». Nous reviendrons bientôt sur la décolonisation de l'imaginaire selon Latouche.

La gratuité du bon usage et renchérissement du mésusage

Il ajoute que l'usage utile et nécessaire devrait être gratuit alors que le superflu ou le mésusage devront avoir un coût supérieur. Par exemple, selon lui il faudra payer plus cher l'eau qu'on utilise pour remplir sa piscine que celle qu'on consomme quotidiennement pour s'abreuver ou se laver (Ariès, 2008, p. 341). Il avance aussi qu'il faudra utiliser les coûts associés au mésusage afin d'offrir la gratuité de l'usage.

Le classement usage et mésusage peut être modifié au cours du temps puisque ce sont des choix politiques (Ariès, 2008, p. 358). Il mentionne que cela dépend «des rapports de force sociaux (...) de l'état de ressources, des capacités technologiques, des valeurs éthiques (Ariès, 2008, p. 358)». S'il y a des changements de paradigme les choix, usage et mésusage seront aussi modifiés (Ariès, 2008, p. 358). Les partis politiques devront inscrire ce qu'ils définissent comme bon usage et mésusage dans leurs

programmes politiques (Ariès, 2008, p. 358). Paul Ariès croit que le mésusage se retrouve sous des formes de « tout fait, de la mode, des low-cost, des produits hors-sol et désaisonnalisés, de la grande production, de la publicité, du marketing, de la vénalité, etc. (Ariès, 2008, p. 359) ». Il ajoute que la société de consommation est « le règne du mésusage (Ariès, 2008, p. 359) ».

Les biens communs ont une place bien importante dans ce système puisqu'ils sont au service d'un bon usage collectif (Ariès, 2008, p. 358). Ariès propose aussi le fait d'avoir des biens semi-gratuits, soit à tarif réduit tel que le transport en commun (Ariès, 2008, p. 356). Toutefois, pour ce faire il faut aussi modifier notre vision de la consommation. Par exemple, il ne faut plus être qu'un consommateur de produits alimentaires, mais bien un « mangeur » avant tout (Ariès, 2008, p. 359). C'est-à-dire que « le mangeur (contrairement au consommateur) doit savoir ce que manger veut dire ... connaître les produits, les façons de les préparer, leur dimension symbolique, etc. (Ariès, 2008, p. 360) ».

La politique, selon Ariès¹⁰

L'auteur parle de la création d'un mouvement social et d'un parti politique qui ne s'intègrent pas dans la politique instituée (Ariès, 2008, p. 328). Ariès croit que nous devons absolument passer par la politique participative afin de mettre en place les trois éléments qui sont, selon lui essentiels et qui ont été présentés plus haut soit la gratuité de l'usage, le revenu universel et un revenu maximal autorisé (Ariès, 2008, p. 330).

Il faut garder en tête que la décroissance ne se situe ni à gauche ni à droite puisqu'elle ne peut accepter l'idéologie de croissance qui se retrouve des deux côtés (Ariès, 2009, p. 187). Elle possède une dimension qui dépasse ce cadre politique. Elle s'oppose à l'expansion des technologies qui pourraient entraîner des dérives néfastes, valorise l'émancipation des femmes vise une meilleure justice sociale et assure un environnement viable et sain pour tous les êtres vivants (Ariès, 2009, p. 188).

De plus, Paul Ariès croit que c'est en travaillant « à convaincre nos concitoyens qu'une autre hiérarchie de normes juridiques est possible (Ariès, 2009, p. 180) » qu'il y a plus de possibilités que nous arrivions à un véritable changement. Actuellement, nous sommes cantonnés à être des joueurs politiques marginaux, mais nous gardons l'espoir d'être un jour dans la partie majoritaire (Ariès, 2009, p. 181). Il veut donc prendre le pouvoir, sa vision est donc plus politicienne que celle de Latouche. Il croit aussi qu'il faut renforcer la place du citoyen tout en conservant les bases actuelles de la société démocratique (Ariès, 2009, p. 183), sans oublier qu'il y a des réformes politiques qui sont absolument nécessaires « (par exemple l'adoption d'un régime primo-ministériel, représentation proportionnelle, non-cumul des mandats, contre les mandats impératifs, etc. (Ariès, 2009, p. 185)) ».

Bien qu'il respecte ceux qui tentent de sortir de la société, il ne croit pas que ce soit la meilleure solution (Ariès, 2009, p. 183). Certains comme Latouche croient que le mouvement n'est pas encore prêt pour la politique partisane, toutefois Ariès pense que

¹⁰ Soulignons que nous parlons ici d'un système politique français

c'est « en se confrontant au réel [et] en participant au combat d'idées (Ariès, 2009, p. 184)» que la décroissance va réussir à grandir davantage.

Il ne nie pas l'utilité et la nécessité des actions faites à la base comme les expérimentations collectives ou la simplicité volontaire (Ariès, 2009, p. 186). Lorsqu'on parle d'expériences collectives, on désigne des nouveaux modes de vie, des nouvelles façons de produire et de consommer. Prenons un exemple québécois, Cohabitat Québec est composé de membres-propriétaires-occupants (Cohabitat Québec, 2014). Chaque personne a une unité d'habitation, mais «ils partagent une« Maison commune », pourvue de nombreux services (grande salle à manger, salle de jeu pour les enfants, chambres d'invités, buanderie, etc.) (Cohabitat Québec, 2014)». Le projet a pour but le voisinage agréable et chaleureux, le soutien mutuel, l'équilibre entre vie privée et vie communautaire et le développement de l'esprit communautaire (Cohabitat Québec, 2014). De plus, Cohabitat tente de limiter son empreinte écologique afin de ne pas nuire aux générations futures (Cohabitat Québec, 2014). Plusieurs expériences collectives différentes font surface un peu partout pour s'opposer à notre mode de vie basé sur le système capitaliste.

La simplicité volontaire est un exemple toutefois beaucoup plus individuel. «La simplicité volontaire est un courant social, un art de vivre ou une philosophie de vie qui privilégie la richesse intérieure par opposition à la richesse matérielle manifestée par l'abondance de la consommation (Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire, 2011)». La simplicité volontaire est une démarche individuelle pratiquée pour toutes sortes de raisons entre autres plus d'égalité sociale, plus d'indépendance à l'argent et la vitesse, développer une plus grande solidarité, développer l'être plutôt que l'avoir, le respect de la nature et des générations avenir, répondre à des problèmes de société, etc. (Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire, 2011).

Cependant, il croit que les actions de base, soit les expériences collectives ou la simplicité volontaire, doivent «être traduites ensuite en termes politiques (Ariès, 2009, p. 186)» sinon ce ne seront que des alternatives parmi tant d'autres que le système tolère.

Ariès croit que l'engagement politique est nécessaire puisqu'en tant qu'objecteur de croissance nous voulons «participer à l'élaboration de la loi (c'est-à-dire de la règle commune) (Ariès, 2009, p. 179)». En partant de ce fait, nous devons donc participer aux élections avec un parti qui s'oppose à la croissance et qui est partisan de l'écologie politique. Cependant, Ariès reconnaît qu'actuellement, aucun parti en France ne présente ces idées. C'est pourquoi Paul Ariès a présenté sa candidature avec un programme qui soutient le projet de la décroissance lors de l'élection présidentielle de 2012 (Cheynet, 2011). Il s'est personnellement associé avec d'autres partis de gauche. Toutefois, il encourage aussi les autres objecteurs de croissance à créer «des structures ad hoc comme Parti pour la décroissance (PPLD) [ou] en militant au sein ou en marge des organisations politiques existantes (Ariès, 2009, p. 187)s».

Il conclut en affirmant que «l'essentiel est d'apprendre à penser politiquement en objecteur de croissance. Nous devons devenir tous ensemble cet «intellectuel collectif» capable de nous prononcer sur l'ensemble des problèmes de la cité (Ariès, 2009, p. 187)». En conclusion, Paul Ariès mentionne ceci :

«Nous ne sommes pas des objecteurs de croissance faute de mieux ou par dépit, parce qu'il ne serait plus possible de continuer comme avant. Même et surtout si une croissance infinie était possible, ce serait à nos yeux une raison de plus pour la refuser pour pouvoir rester simplement des humains. (...) Notre combat est avant tout un combat de valeurs. Nous refusons cette société de travail et de consommation dans la monstruosité de son ordinaire et pas seulement dans ses excès (Ariès, 2005, p. 31).

Bref, Paul Ariès pense qu'il est essentiel que l'être humain renoue avec les limites imposées par l'environnement, qui pourraient entraîner la disparition d'un milieu de vie vivable pour l'homme, si elles ne sont pas respectées. Pour lui, le fait de passer par la politique est une nécessité et la mise en place de politiques liées à l'usage et au mésusage ainsi que le revenu universel inconditionnel seraient les premières étapes à franchir pour développer une société de décroissance. Paul Ariès parle directement de la décroissance et la conceptualise très bien et propose même des solutions pour arriver à cette société de décroissance. Nous sommes donc ici rendus à une définition plus claire de ce qu'est la décroissance aujourd'hui. Paul Ariès croit que la décroissance peut régler la crise écologique, sociale, politique et personnelle.

Toutefois, il y a des divergences surtout dans les solutions. Par exemple celles de Paul Ariès ne sont pas celles que Latouche favoriserait. Nous reviendrons sur les solutions proposées par Latouche vers la fin du mémoire. Ariès pense plus à des solutions qui pourraient être implantées immédiatement, alors que les solutions proposées par Latouche sont plus à long terme. Latouche pense vraiment qu'il faut changer les mentalités avant n'importe quelles autres actions. Ariès, lui croit que c'est par la mise en place de nouvelles politiques que se produirait le changement. Ces deux auteurs s'entendent sur les grandes lignes de la décroissance et sa nécessité, mais ils s'opposent au niveau du comment la décroissance doit s'impliquer au niveau de la sphère politique. Voyons ce que certains auteurs sélectionnés pensent de la décroissance en politique.

2.3 Au niveau politique

Puisque le niveau politique est très important dans cette problématique, nous avons décidé d'y consacrer une petite partie de notre présentation avant de conclure cette section. La décroissance se trouve être très déchirée au niveau politique. D'abord, certains de ses partisans pensent qu'on doit se lancer en politique alors que d'autres croient qu'on doit éviter de le faire formellement à tout prix. Ensuite, certains autres croient qu'on doit faire de la politique en tant que mouvement et d'autres en tant que parti politique. Enfin, dans le cas d'un parti politique il faut pour certains être indépendants à gauche, pour d'autres ni de gauche ni de droite et pour d'autres encore il faut faire front avec d'autres partis de gauche. Nous avons vu la position de Paul Ariès sur le rôle de la décroissance dans la politique, voyons à présent la position de Latouche de Vincent Cheynet et Cornelius Castoriadis qui tout en étant un des théoriciens qui ont inspiré les

approches sur la décroissance a pris position pour celle-ci en participant à des débats et en supportant le militantisme à cet effet.

Serge Latouche

Serge Latouche serait, à notre avis, plutôt d'accord avec l'idée d'un programme électoral. On retrouve à ce sujet neuf points importants dans sa perspective. Il les présente comme suit :

- 1) Actuellement l'humanité a une empreinte écologique qui dépasse ce que la Terre peut supporter. Nous devons donc retourner à «une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète (Latouche, 2007, p. 107)»
- 2) Intégrer dans les coûts des produits les nuisances écologiques causées à l'environnement par exemple le transport du produit (Latouche, 2007, pp. 107-108)
- 3) Relocaliser les activités, soit travailler proche de son domicile, manger des fruits et légumes produit dans sa région (Latouche, 2007, p. 108)
- 4) «Restaurer l'agriculture paysanne (Latouche, 2007, p. 108)»
- 5) «Transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emploi (Latouche, 2007, p. 108)»
- 6) «Impulser la «production» de biens relationnels comme l'amitié ou la connaissance (Latouche, 2007, p. 109)»
- 7) «Réduire le gaspillage d'énergie (Latouche, 2007, p. 110)»
- 8) «Pénaliser fortement les dépenses de publicité (Latouche, 2007, p. 110)»
- 9) «Décréter un moratoire sur l'innovation technoscientifique (...) (Latouche, 2007, p. 110).»

Toutefois, l'auteur mentionne que ce n'est pas le programme qui est le problème c'est surtout le fait qu'il ne risque pas d'être adopté parce qu'il demande un changement radical de l'imaginaire social dominant (Latouche, 2007, p. 177). Serge Latouche ne croit pas qu'un nouveau parti politique soit actuellement nécessaire. «Institutionnaliser prématurément le programme de la décroissance à travers (...) un parti politique risquerait de nous faire tomber dans le piège de la politique politicienne (...) et de l'enfermer dans un jeu politique (Latouche, 2007, p. 144)». Il croit que la mouvance de la décroissance doit se faire dans le but de créer avant tout une société autonome c'est-à-dire que notre imaginaire doit absolument ne plus être colonisé par les institutions. Il sera impossible de créer une société de décroissance en gardant cet imaginaire social de la croissance et la consommation (Latouche, 2006, pp. 167-168). Il croit donc qu'avant tout il faut créer les conditions pour qu'il y ait un changement (Latouche, 2007, p. 118). Pour Latouche ses neuf points sont des conditions pour le changement.

Latouche préconise la politique d'interpellation c'est-à-dire que selon lui les objecteurs de croissance veulent que le pouvoir respecte les droits de tous (Laurent, 2013). Il pense qu'il faut appuyer tous les projets qui vont dans le sens de la décroissance (Laurent, 2013). Selon Serge Latouche la décroissance serait par définition de gauche. Toutefois il préfère ne pas prendre position face à la décroissance dans la dichotomie

droite-gauche puisque dans certain cas elle pourrait trouver des alliés à droite (Laurent, 2013). «La décroissance n'a pas à se situer sur l'échiquier politique. Elle défend des idées, fait éventuellement pression sur des groupes politiques (Naudin & La Carbonnel, 2014)».

Comme nous l'avons vu Paul Ariès pense aussi que la décroissance ne devrait être ni à gauche, ni à droite (Ariès, 2009, pp. 187-189). Toutefois, lorsqu'il s'est présenté en politique à l'élection présidentielle de 2012, il s'est personnellement associé avec d'autres partis de gauche. Cela a donc décrédibiliser un peu ses propos sur la position de la décroissance en politique.

Vincent Cheynet et le Parti Pour la Décroissance

Vincent Cheynet est un ancien directeur artistique de la firme de publicité française Publicis Lyon. Il a toutefois changé son fusil d'épaule et a créé la revue *Casseur de pub* en 1999, puis le journal *La Décroissance, le journal de la joie de vivre* en 2003 dont il est le rédacteur en chef. Cheynet supporte et préconise clairement l'idée que la décroissance doit se lancer en politique. Toutefois, il ne pense pas qu'il est possible de joindre la décroissance à d'autres partis politiques de gauche parce que selon lui la décroissance ne peut faire aucun compromis (Cheynet, 2011). Il mentionne :

«Aux(...) élections législatives [Françaises], en 2002, je me suis engagé pour présenter la décroissance à mes concitoyens. (...) C'est que je pense que les partis politiques et la participation aux élections sont indispensables dans une démocratie moderne. (Cheynet, 2007)»

De plus, Cheynet travaille beaucoup avec le parti pour la décroissance (PPLD). C'est avec ce parti que Cheynet a décidé de travailler lors des dernières élections (Le Parti Pour La Décroissance, 2013). Il a décidé d'opter pour une démarche non électoraliste c'est-à-dire qu'il n'y a pas le but de se faire élire (Le Parti Pour La Décroissance, 2013). Le but de ce parti est de faire connaître la décroissance au niveau politique sans cependant entrer dans les structures actuelles soit ne pas avoir de représentants à l'Assemblée nationale (Le Parti Pour La Décroissance, 2013). «Cette stratégie a donné de la visibilité publique et médiatique à nos idées, les a fait avancer dans certains milieux militants et surtout a permis à des Objecteurs de Croissance de se rencontrer localement ou autour de certaines thématiques et de constituer ainsi des collectifs (Le Parti Pour La Décroissance, 2013)». De plus, cela permet d'expérimenter de «nouvelles manières de faire la politique, non plus pour prendre le pouvoir, que ce soit individuellement dans son groupe, ou collectivement dans la société, mais pour construire ensemble des alternatives, ouvrir des chemins vers de nouveaux modèles de sociétés soutenables et souhaitables (Le Parti Pour La Décroissance, 2013)».

Selon Cheynet certaines idées de la décroissance doivent être défendues à l'Assemblée nationale (Cheynet, 2007). C'est-à-dire que la décroissance passe par l'application de nouvelles lois par exemple :

«le Salaire maximum interprofessionnel de décroissance, la relocalisation de l'économie, la sortie de l'automobile, une agriculture biologique, la

désindustrialisation au profit d'une économie fondée sur de petites entités de production, la désaliénation de la consommation comme système idéologique, le renforcement des taxes douanières, la hausse progressive de taxes sur les carburants, l'interdiction du système de franchise, la sortie du nucléaire, un nouvel aménagement du territoire sans mégalofoles, un protectionnisme « altruiste », etc. (Cheynet, 2005)»

Toutefois, d'autres idées ne peuvent être développées qu'au niveau local (Cheynet, 2007). Actuellement, l'objectif est de faire la promotion de la décroissance dans la société et développer plus le PPLD pour qu'il puisse créer des alliances avec d'autres partis politiques (Cheynet, 2007). Cheynet ajoute que «Les partis politiques, c'est très important, mais ils sont des outils pour diffuser les idées, pour faire vivre la démocratie, il faut donc être partisan au sens le plus restrictif du terme. (Cheynet, 2007)». Cheney croit qu'on doit travailler tant au niveau individuel que collectif (Cheynet, 2005). Il conclut en disant «Je pense que (...) la décroissance est transversale à l'arc politique (Burlet, 2012)».

Cornelius Castoriadis¹¹

Cornelius Castoriadis à qui Latouche emprunte plusieurs idées théoriques se situe plutôt contre le fait de monter un plan politique. Cet auteur a étudié le passé des mouvements de gauche et principalement les problèmes du socialisme. Il nous met en garde pour ne pas répéter les mêmes erreurs, c'est pour cette raison qu'il s'oppose fermement à un plan prédéterminé et à tous les partis politiques. À cause de son parcours militant révolutionnaire, il est fort réticent à la création d'un parti qui est «toujours susceptible de dérives bureaucratiques (Latouche, 2014, p. 34)». Il mentionne qu'avant tout, il faut reconnaître que chaque société a ses propres problèmes (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, 1975, p. 134). Il explique que la praxis révolutionnaire

« (...) n'a donc pas à produire le schéma global, total et détaillé de la société qu'elle vise à instaurer; ni à «démontrer» et à garantir dans l'absolu que cette société pourra résoudre tous les problèmes qui pourront jamais se poser à elle. Il lui suffit de montrer que dans ce qu'elle propose, il n'y a pas d'incohérence et que, aussi loin qu'on puisse voir, sa réalisation accroîtrait immensément la capacité de la société de faire face à ses propres problèmes (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, 1975, p. 134).»

Cela peut s'appliquer aussi à la décroissance. Pour le grand philosophe grec, si nous créons un projet politique précis et défini une fois pour toutes, il y a très peu de latitude à l'adaptation à la réalité changeante et à l'émergence de l'altérité radicale. Il est nécessaire d'avoir cette latitude en vue tout le temps afin de pouvoir résoudre les différents problèmes, à présent inimaginables, qui pourraient survenir dans cette nouvelle société de décroissance. Tel qu'on l'a vu, la société et l'histoire sont pour Castoriadis indéterminées et indéterminables à l'avance, donc

¹¹ Nous sommes conscient que l'œuvre de Castoriadis est immense et que cette petite section n'est pas du tout représentative. Toutefois, il semblait pertinent de parler un peu de sa vision de la politique dans le cadre de la décroissance. De plus, cela nous donne une autre vision qui est très intéressante.

nous ne pouvons prédire les problèmes auxquels elle va faire face (Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, 1975, p. 130). De plus, un plan politique doit se créer sous les contraintes de la société actuelle que nous tentons de quitter (Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, 1975, p. 131). La décroissance nous demande de quitter l'imaginaire social dans lequel nous sommes actuellement pour imaginer autre chose. Il est fort difficile de développer cette nouvelle société en étant imprégné de l'imaginaire de la croissance infinie depuis notre enfance.

Castoriadis s'oppose à la démocratie représentative puisque dans ce type de démocratie les gouvernants s'éloignent des gouvernés (Harpagès, 2014). Il favorise la démocratie directe. Il mentionne qu'elle «se réalisera donc sous l'impulsion conjuguée de l'autonomie individuelle et de l'autonomie collective (Harpagès, 2014)». Il pense qu'il faut d'abord mettre la démocratie directe en place plutôt que d'aller dans la politique comme elle se fait aujourd'hui avec la décroissance.

Conclusion du deuxième chapitre

Dans cette section, nous avons vu que pour plusieurs auteurs la décroissance produit une critique radicale de tous les types de développement, qu'il s'agisse de développement international ou durable. Selon ces auteurs, la décroissance s'oppose aussi à l'occidentalisation du monde. L'autonomie et l'autoproduction sont encore relevées comme des caractéristiques importantes de cette société alternative. Pour réaliser la décroissance, il faudrait aussi sortir de l'économie et éliminer les fausses croyances de notre esprit. Il faut absolument entrer dans un nouveau paradigme.

Les auteurs que nous avons choisi de présenter dans ce mémoire présentent des solutions pour modifier ou pour changer totalement la société afin d'éliminer les problèmes causés par le développement, la croissance et le progrès. Le fait de faire appel à la politique semble aussi être une partie de la solution pour certains d'entre eux bien qu'ils ne s'entendent pas tous sur la manière de procéder.

Les auteurs pensent que la décroissance permettrait de régler la crise sociale, la crise économique, la crise politique et la crise personnelle.

Aujourd'hui, la décroissance continue à faire son chemin et nous nous attendons à ce qu'on en parle de plus en plus. Bien que cette approche soit encore marginale, quelques articles de journaux parlent d'elle. Il reste encore des aspects théoriques à solidifier et des compromis à faire afin que les objecteurs soient plus unifiés et moins divergents.

Dans le prochain chapitre nous verrons comment Serge Latouche a influencé le développement de la décroissance au Québec. Nous verrons rapidement l'histoire de la décroissance au Québec, quelques auteurs québécois importants et le Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC).

Chapitre 3

L'influence de Serge Latouche sur le Québec

Tel que nous l'avons vu dans les chapitres précédents, Serge Latouche est un auteur très influent dans le courant de décroissance. Ces influences ont eu aussi des répercussions au Québec. Toutefois, les auteurs présentés plus haut sont aussi importants pour les objecteurs de croissance au Québec. Un des auteurs qui a commencé à penser à la décroissance au Québec est Serge Mongeau. Il a beaucoup été influencé par Serge Latouche. Nous allons donc décrire dans les pages suivantes le développement de la décroissance au Québec¹².

3.1 L'historique de la décroissance au Québec

Comme nous l'avons vu tout au long de notre développement théorique, il est clair qu'historiquement, la décroissance a d'abord pris naissance en France un peu avant les années 2000. Comme nous l'avons précisé ci-haut, en France, les racines de la décroissance semblent surgir de la critique du développement et du désir de créer une nouvelle société. Au Québec, la naissance de la décroissance se situe autour des années 2006-2007 et elle découle des individus et des groupes qui s'intéressent à la simplicité volontaire¹³ (Mongeau & Collectif, 2007, p. 7). Un des principaux précurseurs de la simplicité volontaire au Québec est Serge Mongeau. On constate ceci premièrement dans les propos émis dans son livre intitulé *La simplicité volontaire, plus que jamais...* rééditée en 1998 (Mongeau & Collectif, 2007, p. 7) et ensuite, par sa participation active à la création du Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire (RQSV) (Mongeau & Collectif, 2007, p. 8). À cette époque, Mongeau travaillait aussi avec une revue française intitulée : *Silence* qui était, «un mensuel français basé à Lyon voué au débat autour des idées de l'écologie, des alternatives et de la non-violence (Latouche & Marcoux, 2004)» qui discutait parfois de la décroissance. En 2003, les éditions Écosociété et Parangon publient le premier livre sur la décroissance au Québec (Mongeau & Collectif, 2007, p. 8). Ce livre est en fait un numéro thématique sur la décroissance dans la revue *Silence* auquel Serge Mongeau a participé (Mongeau & Collectif, 2007, p. 8). Ce livre présente :

¹² Cette section est basée sur des données très récentes (2003-2014). Évidemment, il y a moins d'information sur cela à cause que c'est très récent. Ajoutons que je parle de la situation actuelle au Québec elle est donc sujet à changement à tout moment.

¹³ Je ne veux pas m'attarder sur la simplicité volontaire puisque ceci n'est pas mon objectif. Brièvement, voici des petites définitions afin d'éclaircir un peu le terme. Serge Mongeau définit la simplicité volontaire comme n'étant « pas la pauvreté; c'est un dépouillement qui laisse plus de place à l'esprit, à la conscience; c'est un état d'esprit qui convie à apprécier, à savourer, à rechercher la qualité; c'est une renonciation aux artefacts qui alourdissent, gênent et empêchent d'aller au bout de ses possibilités (Côté, 2008) » Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV) définit ce terme de la façon suivante : « Une façon de vivre qui cherche à être moins dépendante de l'argent et de la vitesse, et moins gourmand des ressources de la planète (Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire, 2011)»

«la contestation de la croissance économique, développée au cours des années 70 [qui] constituait une rupture radicale avec l'ordre capitaliste (...) [qui s'oppose aussi au]concept de «développement durable» plus respectueux de l'ordre libéral, vaine tentative de conciliation entre capitalisme et écologie (Latouche & Marcoux, 2004)».

Suite à cette contribution à *Silence*, Serge Mongeau s'interrogera plus sur la simplicité volontaire dans son rapport avec la décroissance. Il voit dans la décroissance une possibilité de changer la société globalement et une possibilité d'agir collectivement (Mongeau & Collectif, 2007, p. 9). En 2007, il va rédiger en collaboration avec Louis Marion, Julien Lamarche, Jean-François Cantin, Maude Bouchard-Fortier, Léo Brochier, Jean-Marc Brun, Arthur Lacomme, Jacinthe Laforte et Marcel Sévigny un manifeste nommé Manifeste pour une décroissance conviviale pour expliquer ce que devait être la décroissance au Québec.

3.2 Les auteurs

Voyons maintenant comment Louis Marion et Serge Mongeau qui sont deux signataires importants de ce manifeste ont réussi à mettre en place, selon nous, les différents fondements de la théorie de la décroissance au Québec. Nous allons nous baser sur quelques livres publiés au Québec sur ce sujet (*Décroissance versus développement durable pour la suite du monde*, *Nouveaux Cahiers du socialisme*, *L'Éloge de la lenteur et Objecteurs de croissance*, *Pour sortir de l'impasse : la décroissance*) ainsi que des articles de revue (*L'Objecteur de Croissance et Relations*, *pour qui veut une société juste*) et des sites web au sujet de la décroissance pour cette section puisqu'elle est très récente.

3.2.1 Serge Mongeau : plus de liens moins de biens

Serge Mongeau est un médecin retraité qui est à présent écrivain, éditeur et militant. Comme mentionné plus haut il est considéré comme étant le père du mouvement de la simplicité volontaire au Québec et un des premiers auteurs québécois à avoir parlé de la décroissance. Il est clairement un des précurseurs de cette théorie au Québec¹⁴.

Comme tous ceux qui partagent cette même idée, l'auteur avance la thèse que nous avons atteint les limites des ressources planétaires. Ceci est principalement causé par la surconsommation et la surproduction qui sévissent dans nos sociétés basées avant tout sur l'économie capitaliste (Bernard, Cheynet, & Clémentin, 2003, pp. 127-129). Il ajoute que nous faisons face à une crise économique et que nous devons profiter de cette crise pour créer une nouvelle société qui répond à nos besoins de façon différente (Mongeau S. , 2010). Il souligne aussi que notre société est de plus en plus individualiste et que cela amène certaines personnes à l'isolement et même l'enfermement (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3). Il ajoute que le manque de contacts humains cause beaucoup de problèmes sociaux comme le suicide, la dépression, l'itinérance, l'abus d'alcool et de drogue, etc. (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3).

¹⁴ Il a d'ailleurs lu les œuvres de Serge Latouche qui l'a beaucoup influencé et auquel il se réfère souvent.

Lorsque Mongeau parle de décroissance il la qualifie plus spécifiquement de conviviale ce qui pour lui signifie qu'elle va se réaliser par l'ensemble des membres de la société et que les communautés seront au centre de ce projet social (Mongeau S. , 2010). Afin d'arriver à cela, il dit qu'il faut réintégrer des valeurs dans nos vies telles que la tolérance, la politesse, la courtoisie, le sens des responsabilités, l'abnégation¹⁵ et le partage du pouvoir (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3). Il propose certaines actions qui aideraient à développer ces valeurs et à nous réhabituer de vivre et travailler avec les autres (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3). Il donne des exemples comme les jardins collectifs, le gardiennage, la colocation, les cuisines collectives (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3). Il parle aussi de l'achat de biens à plusieurs et dont on se partage l'utilisation comme une voiture, un chalet, des journaux ou des revues (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3).

À cause des limites environnementales, par exemple le manque de ressources naturelles comme le pétrole, la décroissance pourrait un jour être imposée par les gouvernements en sauvegardant les privilèges des gens qui sont proches des gouvernements (Mongeau S. , 2010). Il ajoute que la décroissance n'est pas un système social basé sur la pauvreté et la privation (Mongeau S. , 2010). Selon lui, la décroissance se base sur les quatre piliers :

- 1) La justice sociale : éliminer les inégalités
- 2) Le local : produire et consommer localement pour encourager les économies locales
- 3) Le communautaire et le collectif qui sont pour lui l'avenir
- 4) Une société frugale et de sobriété : moins de gaspillage et moins de matériel pour plus de relationnel (Mongeau S. , 2010)

Mongeau a proposé ces piliers afin de s'assurer que le changement soit conséquent avec les valeurs qui l'inspirent et inspirent les autres objecteurs de croissance (Mongeau S. , Changer? Mais dans quelle direction aller?, 2010, p. 1).

Serge Latouche semble être d'accord avec les quatre piliers de Mongeau. En premier parce que, la redistribution plus équitable est un enjeu important pour lui. Selon lui, la redistribution c'est

«s'entendre de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel entre le Nord et le Sud comme à l'intérieur de chaque société. La redistribution concerne l'ensemble des éléments du système : la terre, les droits de tirage sur la nature, l'emploi, les revenus, les retraites, etc. (Latouche, 2006, p. 191)»

En deuxième, Serge Latouche pense aussi que le local est fort important pour la réalisation de la décroissance (Latouche, 2006, p. 202). Il mentionne qu'il faut «réactiver le «régional» et le «local» (Latouche, 2006, p. 198)». Il ajoute qu'«on a même forgé un vocable, «glocal», pour désigner cette nouvelle articulation entre le global et le local

¹⁵ Cela signifie «accepter de faire certaines tâches désagréables inévitables (Mongeau S. , Pour passer au collectif..., 2011, p. 3)»

(Latouche, 2006, p. 198)». En troisième, Latouche croit que les objets à usage collectif tels que les machines à laver au sous-sol des immeubles sont plus profitables, principalement parce que cela permet entre autres de créer des liens entre les individus. Il peut aussi limiter la consommation personnelle (Thibault, 2014). En quatrième, selon lui la décroissance doit passer par «la transition d'une société de consommation et de gaspillage effrénés à une société d'abondance frugale (Latouche, 2011, p. 191)».

Mongeau mentionne aussi qu'afin de promouvoir la décroissance, il faudra agir sur les trois fronts suivants : «1) Se libérer du système (...) 2) S'unir pour faire plus avec moins (...) 3) Se donner des organisations nationales et internationales efficaces qui nous permettent de faire entendre nos voix (...) (Bernard, Cheynet, & Clémentin, 2003, p. 130).»

Plus concrètement, Serge Mongeau encourage les individus à appliquer la simplicité volontaire directement dans leurs vies quotidiennes pour d'abord être des individus plus sobres et plus frugaux (Bernard, Cheynet, & Clémentin, 2003, p. 131). Il dit aussi qu'il faudrait que les individus travaillent moins afin de permettre une distribution plus équitable des emplois (Mongeau S. , 2010). Alors le temps supplémentaire que nous libérons et que nous ne passons pas à travailler nous pourrions faire des choses par nous-mêmes plutôt que de les acheter ou payer quelqu'un pour les faire.

Serge Mongeau pense aussi que nous devons revoir notre vision du travail et réussir à se le réapproprier afin d'arriver à créer un changement global (Mongeau S. , *Changer? Mais dans quelle direction aller?*, 2010, p. 3). De plus, il croit que le changement va se faire par l'intermédiaire d'un changement des mentalités. Il croit que «retisser les liens communautaires en reconstituant une économie des communaux (...) [cela permettrait] la restauration des sociétés et des écosystème (Mongeau S. , *Changer? Mais dans quelle direction aller?*, 2010, p. 3)». On voit donc que l'autogestion est une option positive pour Serge Mongeau. Cela s'oppose au système actuel néocapitaliste de croissance et permettrait d'entrer dans une société de décroissance (Mongeau S. , *Changer? Mais dans quelle direction aller?*, 2010). Cela est aussi très proche de la vision de Latouche.

La santé

En tant que médecin, Serge Mongeau s'inquiète évidemment beaucoup de l'état de la santé des individus dans une société de consommation industrialisée. Il explique que dans nos sociétés industrialisées la santé exige des dépenses considérables tant au niveau public et privé (Mongeau & Collectif, 2007, p. 71). Toutefois, cela n'aide pas nécessairement à faire en sorte que les gens soient plus en forme et moins malades (Mongeau & Collectif, 2007, p. 72). Dans le même ordre d'idées, il ajoute que «L'industrie pharmaceutique est un des secteurs dont la croissance est parmi les plus rapides, avec un rendement sur investissement parmi les plus élevés (Mongeau & Collectif, 2007, pp. 71-72).» Il mentionne que la décroissance permettrait à tous d'avoir une meilleure santé (Mongeau & Collectif, 2007, p. 73). Il propose diverses solutions, entre autres au niveau de l'alimentation, de l'activité physique, contre le stress et dans le but de créer un environnement sain (Mongeau & Collectif, 2007, pp. 75-79). L'élément qui se démarque le plus de ses propos, soit l'accès à «un revenu de citoyenneté

suffisant pour permettre à chacun de répondre à ses besoins de base (Mongeau & Collectif, 2007, p. 75)». Cela permettrait aussi que les gens ne soient pas obligés d'occuper un emploi rémunéré et que les services, la consommation et la production se fassent au niveau local (Mongeau & Collectif, 2007, pp. 77-79).

Réorganisation de nos villes

Serge Mongeau pense qu'il faut aussi réorganiser les villes afin d'avoir un style de vie plus décroissant. Il croit qu'il faut densifier nos villes (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9). Cela permet d'abord de faciliter la «vie communautaire et [la création] de réseaux de partage ce qui est essentiel pour nous donner une décroissance conviviale (...) Une ville plus agréable et plus conviviale entraîne moins de besoin d'évasion vers l'extérieur (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9)». Puis, la densification doit se faire en s'assurant que les gens habitent proches de leur travail et qu'ils aient un accès facile et rapprocher de tous les services et les loisirs dont ils ont besoin (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010). De cette façon, les gens pourraient se déplacer principalement à pied et à bicyclette (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9). Grande ville densifiée ne veut pas dire que des édifices et une absence de nature. Mongeau aimerait que les jardins collectifs ou communautaires prennent la place occupée par les automobiles actuellement, remplacer les ruelles par des potagers et intégrer des toits verts dans les nouvelles constructions (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9).

L'auteur pense que la banlieue est un des plus grands problèmes dans l'urbanisation de nos villes puisqu'elle crée de l'étalement urbain et elles détruisent nos terres agricoles qui permettraient l'agriculture de proximité (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9). Mongeau tente de voir de quelle façon on pourrait modifier les banlieues afin qu'elles deviennent des petits villages reliés aux grandes villes par des systèmes de transport en commun (Mongeau S. , Dés-urbaniser nos villes?, 2010, p. 9).

Comme nous l'avons vu dans les thèses de Serge Mongeau, on retrouve ainsi plusieurs éléments de la décroissance soit l'importance de la protection de l'environnement, la critique de la croissance, l'autogestion et l'importance de la convivialité. À cause de son profil de militant on remarque qu'il donne plusieurs exemples concrets de comment nous pourrions mettre en place la décroissance au Québec. Serge Mongeau pense que la décroissance permettrait de régler la crise écologique, la crise sociale et la crise personnelle.

Nous venons de voir ainsi la vision d'un médecin québécois qui opte plus pour l'amélioration de la santé des gens. Voyons d'un autre côté la vision d'un philosophe québécois qui critique beaucoup la technique.

3.2.2 Louis Marion : la critique du capitalisme et de la technologie

Louis Marion est philosophe, conférencier et membre actif de plusieurs collectifs, entre autres du Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC). Son principal champ d'intérêt est la problématique de la technique dans le contexte contemporain.

Selon cet auteur, le problème découle du fait que dans notre société, la production marchande n'est pas marginale, mais dominante (Marion, 2011). Aujourd'hui, nous produisons des biens plus pour la consommation de masse que pour répondre à nos besoins de base (Marion, 2013, p. 13). La société «s'acharne à reproduire ses déchets industriels (Marion, 2013, p. 13)».

Lorsqu'il parle de décroissance, il la définit comme étant «le cri de ralliement de divers courants de pensée politique et écologique radicaux qui sont critiques de l'actuel mode de production matériel et qui tentent de penser une alternative et une transition vers un monde plus écologique et plus juste (Marion, 2013, p. 13)». Il ajoute que ce sont des idées et des valeurs qui ont pour but d'éliminer l'idéologie dominante de la société économique qui encourage la logique marchande et technologique (Marion, 2013, p. 13). Marion signale qu'il y a une pluralité d'approches possibles de cette question étant donné que la décroissance s'internationalise de plus en plus (Marion, 2013, p. 16). Il précise qu'elle se base sur quatre grands points :

- 1) Une société plus écologique
- 2) Une société plus juste
- 3) Se libérer de l'idéologie de la croissance
- 4) Se libérer du capitalisme technicien (Marion, 2013, p. 13)

Les exemples de solution que Louis Marion propose sont nombreux. Voici une liste qui énumère les plus intéressantes : encourager la souveraineté alimentaire; faire de la permaculture urbaine; créer de la monnaie locale; pratiquer l'autoproduction; créer des biens durables; réparables et recyclables; favoriser les transports actifs et en commun; développer la gratuité des services publics; renforcer les énergies propres et à petite échelle; etc. (Marion, 2013, pp. 14-15) Il affirme aussi que dans une société décroissante «la marque de notre voiture, de nos vêtements ou de notre téléphone portable ne seront pas des caractéristiques définissant notre identité (Marion, 2013, p. 14)» comme c'est malheureusement souvent le cas aujourd'hui.

Tout comme Mongeau, Marion croit que nous devons agir sur trois fronts : 1) dans la sphère privée avec la simplicité volontaire, 2) dans la sphère collective en mettant en place des alternatives concrètes, 3) dans la sphère étatique en prenant le pouvoir, en l'influençant ou en le détruisant de manière non violente (Marion, 2013, p. 16).

Le travail

Marion nous dit que lorsqu'on critique le capitalisme il faut critiquer aussi la réalité du travail qui lui correspond. Il insiste ainsi sur la critique non seulement de l'appropriation des moyens de production, mais celle de la valeur même du travail (Marion, 2011). Puisque le capitalisme s'appuie sur les moyens de production et le profit, le travail salarié est la composante essentielle pour sa réalisation et son bon fonctionnement. L'auteur définit la valeur du travail comme étant «une idéalité qui n'existe pas sous une forme empirique, mais qui détermine malgré tout les rapports sociaux (Marion, 2011)». Le travail comporte aussi la valeur qui modifie les rapports sociaux et instaure la compétition plutôt que la coopération et l'entraide entre les individus.

Louis Marion dans sa critique va encore plus loin il avance l'idée de carrément abolir le travail (Marion, 2011). Entendons-nous, il parle ici du travail salarié dans un système capitaliste. Toujours selon Marion, le problème du travail ne se situe principalement pas au niveau de la propriété privée, mais au niveau des liens et des rapports sociaux qui sont créés par la marchandisation (Marion, 2012, p. 52). «Les liens sociaux qui caractérisent le capitalisme sont réifiés et la dépendance universelle dans la production et dans la consommation grandit avec l'indépendance et l'indifférence des consommateurs et des producteurs les uns à l'égard des autres (Marion, 2012, p. 53)».

Bref, «[l]e capitalisme est bien une économie de la dépossession et de l'aliénation qui remplace les rapports entre êtres humains par des rapports entre choses (Marion, 2012, p. 54)». Cet auteur défend «un projet politique de dépassement du travail salarié et de la production industrielle à grande échelle en diminuant radicalement, démocratiquement et réflexivement, la durée du temps des activités inutiles et nuisibles (Marion, 2012, p. 54)». Marion ajoute que puisque le travail est tellement divisé entre plusieurs travailleurs, il devient donc difficile de voir la finalité et l'objectif de son travail (Marion, 2010, p. 4).

Serge Latouche ne va pas aussi loin que Marion, mais il pense lui aussi qu'il faut limiter le travail. Il dit que la

«réduction du temps de travail et [le] changement de son contenu sont donc avant tout des choix de société, conséquence de la révolution culturelle appelée par la décroissance. Accroître le temps non contraint pour permettre l'épanouissement des citoyens dans la vie politique, privée et artistique, mais aussi dans le jeu ou la contemplation, est la condition d'une nouvelle richesse (Latouche, 2006, p. 125)».

La critique de la technique

Tout comme Serge Latouche, Louis Marion mentionne que la technique est souvent vue comme «miraculeuse» et qu'elle permet potentiellement de réparer tous les méfaits causés par la croissance (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 39). Par exemple, nous allons pouvoir créer du pétrole de manière artificielle ou encore si l'air est trop pollué nous pourrions le filtrer avec des filtres géants ce qui fait en sorte que nous ne soyons pas obligés de décroître et que même nous puissions croître davantage. De plus, pour Marion aujourd'hui, la technologie est mise sur un piédestal. Selon lui, cela s'explique par le fait que «c'est peut-être qu'il est le seul [le discours technologique] qui soit encore en mesure de donner un sens à l'histoire humaine (...) au fond, qui peut nous faire croire un peu au progrès (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 39)». Nous voyons la technologie comme une utopie qui permettrait de gérer la politique et le social (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 39). Elle est aussi vue comme une réalité sans finitude. C'est-à-dire que nous pourrions continuer à avancer dans la technologie jusqu'à l'infini. Il n'y a pas de limite à la technologie. L'auteur explique que nous sommes «prisonniers des projections que produisent les logiques actuelles de production industrielle (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 38)». La technique nous apporte un confort matériel, or en même temps elle nous rend dépendants d'elle et nous rend paresseux (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 40). La technique

nous rend aussi de plus en plus vulnérables puisque nous perdons la capacité de faire beaucoup de choses qui sont faites de plus en plus par des machines (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 40). La technologie modifie la signification que nous donnons à notre monde et la relation que nous avons avec lui (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, pp. 42-42). La technique va de pair avec le capitalisme et l'industrie par le fait même elle encourage la croissance (Marion, Autonomie humaine et force sociale, 2011, p. 4). Ajoutons que la technique tente aussi de faire disparaître tout aspect éthique afin de continuer à se développer (Marion, Autonomie humaine et force sociale, 2011). C'est la technique qui nous permet aussi de nier les limites environnementales que nous commençons à voir apparaître. «C'est le succès de l'utopie technologique qui expliquerait en partie l'impuissance politico-sociale du projet de la décroissance (Marion, Critique du progressisme technocratique, 2011, p. 39).»

Marion nous propose donc de nous émanciper de la technique ainsi que du fait de mettre des machines au service d'autres machines. Les machines doivent rester un outil et ne doivent pas être la médiation par laquelle nous interagissons avec notre monde.

Les deux craintes de Marion sont les mêmes que Latouche lorsqu'il mentionne que la mégamachine¹⁶ pose problème à cause des limites environnementales et que nous ne connaissons pas les conséquences à long terme de l'exploitation de 100% des technologies dans nos vies (Latouche, 2004, pp. 33-34 et 181-182).

Cet auteur pense que la décroissance peut régler les problèmes liés à la crise écologique et la crise économique.

Les pensées de Louis Marion vont aussi dans l'optique de la décroissance. D'abord lorsqu'il critique la technique et la croissance et par la suite lorsqu'il parle de la protection de l'environnement et de développer l'autoproduction. Contrairement à Mongeau il donne peu de solutions très concrètes, mais ses textes permettent de nous éclairer davantage sur la décroissance au Québec principalement au niveau de la critique de la technologie.

3.3 L'histoire du MQDC

3.3.1 Le début du MQDC

Le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) prend naissance au sein d'un groupe, qui au mois d'avril 2006, va commencer à se réunir tous les mois de façon plus ou moins informelle pour discuter de la décroissance tout en essayant de la circonscrire. Ce groupe est formé principalement de militants de la simplicité volontaire et d'intellectuels venant de plusieurs disciplines entre autres, de la sociologie, de la physique, de la philosophie qui ont choisi de vivre leurs vies selon les

¹⁶ Rappelons cette Mégamachine aurait pour objectif «la production pour la production, la technique pour la technique, le progrès pour le progrès, ce toujours plus qui constitue la loi des sociétés modernes

principes de la simplicité volontaire¹⁷. Ainsi, pendant un an, ils ont discuté des fondements et principes de celle-ci en s'inspirant du mouvement de la décroissance en France et du mouvement pour la simplicité volontaire au Québec. Le but de ces rencontres était avant tout d'arriver à une vision plus claire de la décroissance ainsi que d'essayer de comprendre et définir ce qu'elle représentait.

La poursuite de ces objectifs a incité le groupe à écrire à plusieurs mains un manifeste intitulé : *Manifeste pour une décroissance conviviale* qui sera adopté par ses dix signataires vers le début de 2007 (Mongeau & Collectif, 2007, pp. 126-139). Avec un premier colloque autour du thème : *Sortir de l'impasse : la décroissance?*, qui a eu lieu à l'Université du Québec à Montréal le 26 mai 2007, le manifeste est pour ainsi dire lancé dans le grand public (Mongeau & Collectif, 2007, pp. 12-13). La fondation formelle du MQDC se fait lors de la rencontre du 6 juin 2007 et c'est aussi à cette occasion que sont définis les objectifs, qui découlent directement des idées développées dans le manifeste. Je reviendrai un peu plus loin sur ce manifeste. En 2007 et 2008, il va s'ensuivre une série de soirées médiatiques et de projections de documentaires pour faire connaître le mouvement aussi bien que sa philosophie et ses objectifs (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). Aux HEC en mai 2009, il y a eu un colloque qui était une initiative du MQDC. Trois des membres du MQDC été les organisateurs de cet événement Yves-Marie Abraham, Louis Marion et Hervé Philippe. Cet événement à donné naissance au livre *Décroissance versus Développement durable* publié en 2011 par Écosociété.

C'est en janvier 2009, qu'aura lieu la première parution du journal, *L'objecteur de croissance*, un trimestriel qui aura comme but de « faire connaître à la société québécoise certaines idées, philosophies, valeurs et réflexions propres au thème de la décroissance (Jacques, 2009) ». Il devient ainsi le prétexte pour beaucoup « d'échanges et de réactions, tout en devenant un fier partenaire du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale avec qui il compte faire évoluer le débat sur la question (Jacques, 2009) ». On y présente différentes façons dont nous pourrions entreprendre la transition de notre société vers une société de décroissance. On y expose aussi des expériences collectives de nouveaux modes de vie plus en lien avec la décroissance. L'année 2009 sera aussi témoin de la première manifestation de désobéissance civile promue par le MQDC (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). Ainsi, le 22 avril, journée mondiale de la Terre, le MQDC organise des manifestations pour une meilleure accessibilité aux transports publics (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). À la fin du mois de décembre 2009, Le Café décroissant, ouvre ses portes en devenant ainsi le lieu privilégié de rencontre et d'échanges non seulement pour les membres, mais aussi pour des non-membres qui désirent apprendre et échanger au sujet des questions reliées à la décroissance (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2013).

¹⁷ Dans cette section, je me base aussi sur mon parcours militant. Depuis janvier 2012, je suis impliqué dans le mouvement de décroissance au Québec. J'ai rencontré plusieurs membres du MQDC et différentes personnes qui gravitent autour du mouvement de la décroissance. J'ai aussi assisté à plusieurs conférences et groupes de réflexion sur le sujet. Plusieurs personnes m'ont renseigné sur la façon dont le MQDC s'est créé.

Le MQDC cherche à occuper le champ de la réflexion comme celui de l'action et dans cet esprit, l'année suivante en 2010, sera organisée une tournée au Québec avec Monsieur Pierre Rabhi¹⁸ du 22 au 28 avril 2010 (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). Toujours dans le même esprit, l'année suivante, le 12 juin 2011, lors de la rencontre du Grand Prix de Montréal, sera organisée une première manifestation dont le but ultime était de : dénoncer les travers de notre société (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). Cette expérience sera reprise l'année suivante dans le contexte de la répression policière lors des manifestations des étudiants qui se sont mobilisés depuis la fin de l'hiver contre la hausse des frais de scolarité (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2012). Il ne faut pas non plus passer sous silence la participation des membres du groupe au colloque international : Décroissance dans les Amériques qui eut lieu au mois de mai de la même année¹⁹.

Pour l'instant, selon moi, l'avenir du MQDC n'est pas très clair. Selon certains membres, le mouvement serait au ralenti et ceci pour différentes raisons soit le manque de membres actifs, des problèmes de gouvernance, le départ de certains membres importants, la correspondance en tant que telle des personnes très hétérogènes dans le mouvement ainsi que des divergences d'opinions sur la décroissance et sur ce que doit faire le mouvement être plus axé sur la théorie ou plus axé sur la pratique²⁰. Maintenant, regardons les bases théoriques de ce mouvement qui se trouve dans son manifeste pour une décroissance conviviale.

3.3.2 Le Manifeste pour une décroissance conviviale

Rappelons que ce manifeste a été rédigé par Serge Mongeau, Louis Marion, Julien Lamarche, Jean-François Cantin, Maude Bouchard-Fortier, Léo Brochier, Jean-Marc Brun, Arthur Lacomme, Jacinthe Laforte et Marcel Sévigny. Ces individus formaient un groupe de réflexion sur la décroissance.

Ce manifeste critique d'abord l'économie productiviste et la croissance économique (Mongeau, et al., 2010). Le manifeste apporte aussi des critiques au développement durable, à l'idéologie du progrès, à l'obsolescence planifiée, à la dépendance aux technologies et au fait que les technologies ne sont pas une solution aux problèmes écologiques (Mongeau, et al., 2010). Ces critiques sont les mêmes que les critiques de base de Latouche. Dans le manifeste il est expliqué que ces éléments problématiques comportent quatre crises qui sont liées entre elles soit la crise écologique, sociale, de sens et politique (Mongeau, et al., 2010). D'abord avec notre industrialisation nous avons entraîné la disparition «des milliers d'espèces, pollué l'air, l'eau et le sol, décimé des forêts, produit assez d'effets de serre pour modifier le climat, faire fondre les glaciers et élever le niveau des mers, le tout avec des conséquences incontrôlables (Mongeau, et al., 2010)». Puis au niveau social, malgré le fait que le PIB augmente, il y a

¹⁸ Pierre Rabhi est un paysan, écologiste, expert des Nations Unies pour les questions alimentaires et auteur du *Manifeste pour la terre et l'humanisme*.

¹⁹ J'étais présente à ce colloque en tant que participante et conférencière. Je présentais le «slow mouvement» et comment on peut l'intégrer dans nos vies.

²⁰ Au mois d'octobre 2013, j'ai fait des entretiens avec Julien Lamarche, Louis Marion et Serge Mongeau et c'est ce qu'ils nous ont expliqué.

encore des gens qui souffrent de sous-alimentation et la situation est pire dans les pays du tiers-monde (Mongeau, et al., 2010). Ajoutons à cela toutes les maladies liées à notre mode de vie soit le stress, l'épuisement professionnel, les maladies cardio-vasculaires, les cancers, l'obésité, les allergies, etc. (Mongeau, et al., 2010). Ensuite, quand on parle de crise au niveau du sens, on fait référence au sentiment de vide que vivent plusieurs personnes qui ne sont pas comblées par la consommation effrénée (Mongeau, et al., 2010). Il y a de moins en moins de liens entre les individus et l'objectif de la vie semble se résumer à la consommation (Mongeau, et al., 2010). Enfin, la crise politique, est liée au fait que les gens ne font plus confiance aux politiciens qui sont à la solde des grandes multinationales plutôt que de rechercher le bien-être de la population (Mongeau, et al., 2010).

Les auteurs du manifeste définissent la décroissance comme étant une «réflexion fondée sur un fait incontestable : sur une planète limitée, la croissance illimitée, objectif de tous nos gouvernements, est une impossibilité. Elle conduit à des déséquilibres de plus en plus dangereux (Mongeau, et al., 2010)». Ils expliquent aussi que la décroissance doit nous aider à faire des choix dans les technologies que nous devons utiliser et celles que nous devons abandonner (Mongeau, et al., 2010). Enfin, «nous accueillerons les inventions, les techniques qui aideront l'humanité à vivre plus simplement (Mongeau, et al., 2010)». Les auteurs du manifeste mentionnent aussi que la décroissance nous permettrait une «sortie du paradigme de la croissance (Mongeau, et al., 2010)». Ils ajoutent aussi qu'il «s'agit de préparer, et ce dans le souci de justice sociale, les sociétés aux défis des limites physiques de la biosphère (Mongeau, et al., 2010)». Leur objectif ultime est donc de concevoir une société de décroissance

«qui reposera sur la prise en charge de leurs besoins par les populations, à petite échelle, entraînera l'amélioration de la qualité de vie en favorisant des environnements sains, la participation du plus grand nombre aux décisions, l'entraide et les échanges humains gratuits, la créativité et les occasions d'épanouissement (Mongeau, et al., 2010)».

D'après nos auteurs, afin d'arriver à cette société, il faudra revoir et modifier l'économie, le travail, la production, le temps, les transports, le tourisme, la nourriture, etc. (Mongeau, et al., 2010). Dans le manifeste on retrouve aussi une longue description des caractéristiques de la société de décroissance à laquelle ils aspirent. On y retrouve aussi des stratégies permettant de faire face à ce nouveau vivre ensemble (Mongeau, et al., 2010). Les auteurs ajoutent à la fin de cette description que «dans une société favorisant ainsi l'activité physique, la détente, un environnement sain et une alimentation naturelle, la médecine occupe une place beaucoup moins importante (Mongeau, et al., 2010)».

Les principales solutions qu'ils proposent pour faire émerger cette société sont d'abord et avant tout l'application de la simplicité volontaire dans la vie de chaque individu. Ensuite il parle d'appliquer des mesures comme créer une économie conviviale, favoriser le travail à temps partiel, la gratuité du transport en commun et favoriser les transports actifs, décréter un écart de revenu maximal, augmenter l'autonomie non marchande, améliorer l'autonomie des communautés, respecter vraiment

les êtres et la nature et repenser nos valeurs sociales (Mongeau, et al., 2010). Tout cela permettrait de créer une société conviviale.

Ils concluent en soulignant que

«les valeurs de solidarité (...) sont déjà bien ancrées dans la culture québécoise, où le plaisir de rendre service, la créativité des patentoux et la simplicité de voisinage sont bien connus (...) Le mouvement de la décroissance n'est pas une utopie. Nous croyons qu'il est possible, en commençant aujourd'hui, d'entreprendre de mille façons un virage vers une organisation sociale vraiment soutenable, et conviviale en prime! (Mongeau, et al., 2010)²¹».

Les valeurs que Latouche propose pour la décroissance soit la protection de l'environnement, l'altruisme, la coopération, le plaisir du loisir, l'importance de la vie sociale, l'autonomie et la démocratie directe sont aussi très présentes dans ce manifeste (Latouche, 2006, p. 157). On constate donc que ce manifeste rentre directement dans les critiques et les caractéristiques de la décroissance.

Les auteurs de ce manifeste pensent que la décroissance permettrait de résoudre la crise écologique, sociale, de sens et politique.

C'est principalement à l'aide de ce manifeste que se sont édifiées les bases de la décroissance au Québec. Observons aussi les autres publications faites par le MQDC.

3.3.3 Les autres publications du MQDC

Le MQDC possède plusieurs publications à son actif. D'abord, il y a eu le livre intitulé *Objecteurs de Croissance* paru en 2007 rédigé par un collectif sous la direction de Serge Mongeau. Cet ouvrage regroupe les communications du colloque fondateur de la décroissance à Montréal dont on a parlé plus haut qui était intitulé : «Sortir de l'impasse: la décroissance». Un autre livre sera publié aussi sous le titre : *Décroissance versus Développement durable, débats pour la suite du monde*. Cet ouvrage paru en 2011 est lui aussi suite à une conférence portant le même titre que le livre.

Ensuite, verra le jour une autre publication, à notre avis la plus importante du groupe soit le journal intitulé : *L'Objecteur de Croissance*. La première parution de ce journal eut lieu en janvier 2009. Jusqu'à aujourd'hui, 14 numéros ont été publiés abordant les divers aspects de la décroissance soit l'environnement, la spiritualité, l'urbanisation, la publicité, le vivre ensemble, le sport et la compétition, les forums sociaux mondiaux, l'éducation, les infrastructures, la finance, la décroissance dans les Amériques et la politique (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2013). Cette réalisation fut possible grâce à des bénévoles; le financement pour l'impression venait et continue à venir des abonnements ou de l'achat des copies (Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale, 2013). Par la diffusion d'écrits fondés sur la critique, le journal *L'objecteur de croissance* s'inscrit à merveille dans l'objectif de prise de conscience de la société.

²¹ Pour plus d'information vous retrouvez le manifeste à l'Annexe 1

Le MQDC a produit aussi une dizaine de textes publiés sur divers sites web écrits par plusieurs des collaborateurs. Par exemple, Louis Marion y a aussi contribué en publiant de nombreux textes sur la dimension technique de la domination contemporaine. Dominique Laroche, Serge Mongeau et Marco Silvestro ont écrit un texte sur la décroissance en milieu rural. Finalement, le MQDC a toujours fait la promotion de toutes sortes de livres et de textes qui se rapprochent de son principal objectif soit la décroissance.

Il semble aujourd'hui que la décroissance a pris d'autres formes pour continuer sa percée.

3.4 Les développements suite au MQDC

Suite à la création du MQDC, d'autres possibilités se sont ouvertes dans la société pour que la décroissance se développe davantage. Au niveau politique, il y a eu la création du collectif : Pour une décroissance conviviale de Québec Solidaire qui tente d'intégrer des aspects de la décroissance dans le programme politique de ce parti (Intranet de Québec solidaire, 2009)²². Au niveau académique, il y a eu aussi la mise en place du collectif de recherche interuniversitaire et transdisciplinaire sur les impasses de la croissance (CRITIC) en 2011 qui tente de mettre en évidence les effets pervers de la croissance économique continue et de trouver des solutions pour remédier à ce problème (Abraham, Marion, & Philippe, 2011). Ce collectif a organisé souvent des conférences aux Hautes Études Commerciales (HEC) pour discuter de la décroissance et il continue toujours à le faire. Sans oublier, le dernier élément, mais non le moindre, la création à l'automne 2013 d'un cours pilote sur la décroissance soutenable donné par le professeur Yves-Marie Abraham aux HEC de Montréal²³. Ce cours a pour but de faire connaître et de discuter des idées de la décroissance ainsi que des expérimentations concrètes principalement en France et au Québec (Abraham Y.-M. , 2013). Il permet de discuter notre modèle de société et explorer et analyser des alternatives possibles (Abraham Y.-M. , 2013). Ce cours permet de développer un esprit critique, de comprendre les crises sociales, économique et écologie sous un nouvel angle et de voir des pistes d'action nouvelles (Abraham Y.-M. , 2013). La cours comprend deux partie la première consiste à faire une étude globale de la critique de la croissance et la seconde est d'analyser les principes et les propositions décroissancistes (Abraham Y.-M. , 2013). Au mois de mai 2014, ce cours a été accepté comme cours régulier par le conseil pédagogique des HEC de l'Université de Montréal²⁴.

²² Je fais aussi parti de ce groupe. Ensemble nous travaillons à ajouter des éléments liés à la décroissance dans la plateforme de Québec Solidaire. Nous avons déjà réussi à ajouter la phrase «la croissance n'est pas une fin en soi», ce qui est très positif.

²³ J'ai participé à ce cours en tant qu'étudiante à la maîtrise.

²⁴ Cette information m'a été communiquée par Yves-Marie Abraham.

Conclusion de la décroissance au Québec

On voit donc qu'il y a eu des percées importantes au Québec au niveau de la décroissance qui sont grandement influencées par la pensée de Latouche. La naissance de la décroissance au Québec vient des principaux auteurs présentés qui apportent des aspects intéressants et du MQDC qui a permis de regrouper les individus intéressés par la décroissance. Tous ensemble, ils ont mis en place la base de décroissance québécoise ainsi que les principes que les objecteurs de croissance québécois aimeraient suivre pour arriver à une société de décroissance. Les objecteurs de croissance se sont dispersés par la suite et ont formé d'autres projets et groupes pour continuer de promouvoir la décroissance dans des secteurs différents. Le développement de la décroissance s'est beaucoup élargi et se fait donc à présent au niveau social, éducatif et politique.

Il faut tout de même garder en tête que si on le compare à la réalité de ce mouvement en France nous avons environ sept ans de retard puisque au Québec nous avons commencé à parler de la décroissance en 2007 alors qu'en France cela est présent depuis 2000. Toutefois, je crois que nous pouvons apprendre des erreurs de la France et faire en sorte que la décroissance québécoise soit plus unie. On sait qu'en France il y a de nombreux groupes qui militent pour la décroissance et plusieurs partis politiques qui la représentent. Cela entraîne des chicanes entre plusieurs auteurs puisqu'il ne voit pas principalement la mise en place de la décroissance de la même façon cela donne une mauvaise image de la décroissance. Nous devrions faire en sorte que cela n'arrive pas au Québec en essayant de se tenir les coudes, même si nous avons parfois des divergences d'opinions afin de conserver une image positive du mouvement de la décroissance.

Les solutions de Serge Latouche

Nous avons présenté plusieurs visions qui sont en lien avec la pensée de Serge Latouche. Nous avons vu comment il a influencé la décroissance au Québec. Voyons donc à présent, les solutions proposées par Latouche pour arriver à une société de décroissance. Avant d'aller plus loin il faut souligner que les propositions ne sont toutes possibles qu'après ce qu'il appelle la décolonisation de l'imaginaire.

Décoloniser l'imaginaire

Avant d'aller plus loin, il est essentiel d'expliquer d'où vient l'idée de l'imaginaire social qui est au cœur de l'œuvre de Latouche? Ce concept a été développé par Cornelius Castoriadis. Selon cet auteur, l'imaginaire social, est un collectif anonyme²⁵ qui permet la création des institutions (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, 1975, pp. 50-51). De plus, il avance que «c'est dans l'imaginaire que la société doit trouver le fondement de son ordre (Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, 1975, p. 51).» L'imaginaire social permet de donner des significations aux institutions ainsi qu'aux facteurs réels tels que l'économie, la démocratie, le capitalisme, etc. (Castoriadis, 1975, pp. 52-55). Ces significations imaginaires sont, selon Castoriadis,

²⁵ C'est-à-dire un groupe d'individu dans lequel on ne tient pas en compte la spécificité des individus qui forme le groupe. Tous les individus de ce groupe respectent certaines normes et lois, mais les vivent et les appliquent de manières différentes dans leurs vies.

essentielles au bon fonctionnement de la société. L'imaginaire social permet aussi de répondre aux quatre questions fondamentales de l'existence humaine soit «qui sommes-nous, comme collectivité? Que sommes-nous, les uns pour les autres? Où et dans quoi sommes-nous? Que voulons-nous, que désirons-nous, qu'est-ce qui nous manque? (Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, 1975, p. 205)».

Dans le cadre d'une recherche telle que celle que nous nous avons choisi d'effectuer sur le phénomène de la décroissance, le concept d'imaginaire social est de mise puisque ce serait par son intermédiaire que l'on pourrait saisir et analyser la création et l'émergence d'une nouvelle société et de nouvelles significations aussi bien pour l'environnement et l'économie que pour ce qui est des rapports sociaux entre les humains. Tout comme Latouche et Castoriadis, nous croyons qu'afin de créer cette nouvelle société, il faudrait changer notre imaginaire social. Latouche mentionne qu'il faut sortir de l'imaginaire de la croissance capitaliste afin que l'économie ne soit plus le centre de nos vies.

Il explique «que la colonisation des esprits prend trois formes principales : l'éducation, la manipulation médiatique, la consommation du quotidien ou le mode de vie concret (Latouche, 2006, p. 160).» Serge Latouche nous dit aussi que nous devrions repenser nos perspectives sur l'éducation (Latouche, 2006, p. 162). À son avis, cette dernière ne devrait pas être uniquement une scolarité, mais une éducation à devenir citoyens dans la pratique d'expériences alternatives (Latouche, 2006, pp. 162-163) afin de voir émerger de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles valeurs, de nouvelle façon de vivre en commun et «rompre méthodiquement avec l'imaginaire utilitariste du monde capitalisme (Latouche, 2006, p. 162)». L'auteur avance aussi que la manipulation des médias est faite de façon à désinformer le téléspectateur (Latouche, 2006, p. 164). Elle le met dans un état de détente afin de le rendre disponible à des messages et à des publicités qui déforment la réalité, propagent des faux besoins et manipulent la vérité (Latouche, 2006, pp. 163-164). Selon Latouche c'est une façon sournoise de coloniser nos esprits en ne montrant que certains côtés de la réalité. La consommation est faite de sorte que les produits concordent avec les valeurs du grand public (Latouche, 2006, p. 165). Cela facilite la surconsommation. L'auteur affirme aussi que «la croissance, avec le consumérisme a été à la fois un virus pervers et une drogue (Latouche, 2006, p. 165).»

Maintenant que nous sommes conscients que notre imaginaire est colonisé comment fait-on pour s'en sortir? Serge Latouche nous dit : «on ne peut pas décider de changer son imaginaire, et encore moins celui des autres, surtout s'ils sont «accro» à la drogue de la croissance (Latouche, 2006, p. 167).» Cornelius Castoriadis qui a théorisé de façon très importante la question de l'imaginaire social avance une réponse intéressante à cette question.

«Il faut désirer d'être libre, si on ne désire pas être libre on ne peut pas l'être. Mais il ne suffit pas de le désirer, il faut le faire, c'est-à-dire mettre en avant une volonté, et mettre en œuvre une praxis; une praxis réflexive et délibérée qui permet de réaliser cette liberté en tant que possibilité qui est incarnée pour autant qu'on le désire (Castoriadis, Une société à la dérive. entretiens et débats, 2005, p. 275).»

On comprend donc qu'un changement de l'imaginaire passe avant tout par une auto-transformation qui ne peut se faire ni de l'extérieur, ni par la force (Latouche, 2006, p. 168). Dans cette transformation, il faut se méfier de nous-mêmes puisque c'est là que le réel défi se cache. L'objectif est de procéder à une «délégitimation des valeurs et de l'idéologie dominantes (Latouche, 2006, p. 169).» Serge Latouche reprend la pensée de François Brune en déclarant qu'il est très important que nous nous éduquions à la décroissance ou que nous fassions une cure de désintoxication à la croissance (Latouche, 2006, p. 169)». La décolonisation est absolument nécessaire pour construire une société de décroissance (Latouche, 2006, p. 180).

Serge Latouche pense aussi qu'une fois cette décolonisation de l'imaginaire produite nous pourrions alors amorcer une transformation de la société actuelle vers une société de décroissance. Ces transformations peuvent se faire de deux façons soit par la théorie des huit «R» préconisée par Latouche que nous allons présenter plus-bas ou par la politique que nous avons expliquée plus haut.

Les huit «R» de la théorie de Latouche

Serge Latouche, nous propose d'appliquer ce qu'il appelle le cercle vertueux de la décroissance qui est composée d'après lui de huit «R» soit : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire et réutiliser/recycler. (Latouche, 2007, p. 56)

L'auteur définit la réévaluation comme étant le fait de reconnecter avec certaines valeurs essentielles telles que l'altruisme, la coopération, la justice, la responsabilité, la démocratie, l'importance de la vie sociale, l'autonomie, l'éloge de la différence, le devoir de la solidarité et la vie de l'esprit (Latouche, 2007, p. 58). En changeant les valeurs essentielles de nos existences, cela nous permettra de reconceptualiser notre façon de voir le monde. C'est-à-dire de revoir entre autres les concepts de richesse versus celui de pauvreté, de rareté versus celui d'abondance dans le contexte économique ainsi que de juger de façon critique l'appropriation de la nature et sa marchandisation versus la gratuité (Latouche, 2007, pp. 59-60). La restructuration selon Latouche c'est «adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs (Latouche, 2007, p. 61)». Puisque la décroissance nous demande de sortir du capitalisme, il faut donc revoir l'appareil productif dans une perspective de décroissance avec des valeurs de réduction de la production et de la consommation (Latouche, 2007, p. 61). La redistribution passerait entre autres, par une meilleure division des richesses et des ressources naturelles entre le Nord et le Sud. Selon lui, ceci réduirait par le fait même le pouvoir de consommation des pays du Nord (Latouche, 2007, pp. 61-62). La relocalisation comporte la production locale de tout ce qui est possible de faire localement pour répondre aux besoins des indigènes. Cela comporte toutefois la possibilité que les éléments politiques, culturels et le sens de la vie doivent être associés au territoire donc par le fait même toutes les décisions devraient être prises localement (Latouche, 2007, p. 63). La réduction comporterait cinq secteurs d'activité, soit la réduction de l'impact de nos manières de consommer et produire sur la biosphère, la réduction de la surconsommation et le gaspillage, la réduction du temps de travail, la réduction du tourisme de masse et la réduction du risque sanitaire (Latouche, 2007, pp. 63-64). Quand on parle du risque sanitaire on entend par là le principe de précaution c'est-à-dire

«Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement (Nations Unies, 1992)».

Un exemple serait de ne pas mettre en vente des produits dont on ne connaît pas les risques à long terme. On peut aussi se référer au proverbe français «mieux vaut prévenir que guérir». Les termes réutiliser/recycler se rapportent à l'utilisation différente de produits qui ne peuvent plus remplir l'utilité première pour laquelle ils ont été créés (Latouche, 2007, p. 68).

«l'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'ethos du ludisme sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel, etc. (Latouche, 2006, p. 157)»

Voilà donc les principales solutions que nous présente Serge Latouche. Certaines de ses solutions sont plus abstraites et aussi difficile à réaliser surtout si on pense à la décolonisation de l'imaginaire. Cependant, il y a d'autres solutions qui sont plus concrètes surtout dans sa théorie des huit «R».

Conclusion

Les crises qui sont présentes dans notre société entraînent la nécessité d'un changement de paradigme. La société de décroissance pourrait être un début de solution tant au niveau social et personnel que politique, économique et environnemental.

Comme nous l'avons vu tout au long de ce mémoire de maîtrise, ces crises découlent des critiques qui sont faites à la société actuelle. Ces critiques ne doivent pas rester abstraites si nous voulons produire un changement de société visant la décroissance. Rappelons les critiques principales qui ont été formulées par les auteurs étudiés; la critique de la croissance, la critique du développement en général et du développement durable et la critique de la technique. Nous avons démontré ainsi que la décroissance se caractérise aussi par les éléments suivants, soit la protection de l'environnement, l'autonomie, la démocratie, la convivialité et l'autogestion.

Il faut reconnaître que malgré tous les efforts faits il n'y a toujours pas de consensus sur une définition claire de la décroissance. Nous devons donc nous baser sur les critiques et les caractéristiques mentionnées ci-dessus qui semblent selon nous être assez unanimes pour former les grandes lignes de la décroissance et tenter de modifier la société en ce sens. Nous avons observé différentes façons de la mettre en place tout en

reconnaissant cependant que même à ce niveau, il n'existe pas non plus un consensus clair. Bien que tous s'entendent pour dire que la décroissance possède clairement une dimension politique, la façon de la mettre en pratique varie beaucoup d'un auteur à l'autre.

Nous avons aussi vu que les auteurs présentés pensent que la décroissance et ses caractéristiques permettraient de régler ou du moins limiter les conséquences des crises sociales, personnelles, politiques, économiques et environnementales.

Naissance et développement de la décroissance au Québec d'aujourd'hui

Dans ce mémoire, nous avons tenté aussi de répondre à la question comment est née la décroissance et comment s'est-elle développée pour devenir ce qu'elle est au Québec aujourd'hui? Voyons les éléments marquants qui nous permettent de répondre à cette question.

Comme nous l'avons expliqué, l'idée d'arrêter le système de croissance est née, entre 1968-1972, dans un contexte de changement caractérisé par la critique du système capitaliste et par la volonté de protéger l'environnement. Pour nous c'est le rapport Meadows qui donne vraiment le ton pour le développement de la décroissance en mettant au centre de cette problématique la nécessité minimale d'une croissance zéro.

Par la suite, nous avons constaté que c'est avec l'auteur Georgescu-Roegen qu'on voit l'apparition de l'idée d'une réelle décroissance. Ivan Illich développe de son côté le concept de convivialité qui d'après lui, devrait permettre une plus grande autonomie et d'établir plus de coopération entre les individus afin de résoudre certains problèmes de la société capitaliste. Gorz quant à lui, discute surtout de l'importance de protéger l'environnement et de privilégier les liens sociaux qui sont fragilisés par la société capitaliste. Il insiste sur l'idée qu'on doit décroître notre consommation et sortir du capitalisme. Jusqu'en 1980, on ne parle pas d'un mouvement ou d'une théorie de la décroissance, mais plusieurs critiques commencent à être développées et certaines caractéristiques nécessaires à la décroissance font partie des éléments de solution pour améliorer la société en place.

À partir d'environ 1990, on a vu émerger deux auteurs qui critiquent le développement : François Partant insiste sur l'importance de l'autonomie et l'autoproduction tandis que Gilbert Rist critique le développement durable. Cela consiste selon nous un changement majeur et un apport essentiel à la problématique de la décroissance parce que cette critique différencie les objecteurs de croissance d'autres groupes qui militent dans le domaine. Nous avons ensuite discuté de l'apport de Paul Ariès qui comme Serge Latouche a œuvré directement sur la théorie de la décroissance. Ces deux auteurs ont fortement développé la décroissance pour lui donner l'apparence qu'elle a aujourd'hui. Évidemment, ils ont comme nous l'avons vu, quelques divergences, principalement sur l'application de la décroissance.

La décroissance a toujours comporté une importante composante politique. Cette idée de changer la société et ses paradigmes exige une action concrète au niveau

politique. À ce sujet, dès 2002, on voit apparaître en France la décroissance sur la scène politique. Pour certains, elle doit se développer à l'intérieur des partis politiques existants alors que pour d'autres au contraire elle doit se tenir à l'écart du jeu politique comme on l'entend aujourd'hui. L'entrée en politique de la décroissance est un développement fort important qui marque un pas de la théorie vers la pratique.

Comme nous l'avons relevé dans notre texte, au Québec, la décroissance est apparue officiellement en 2007 et elle découle principalement de la mouvance de la simplicité volontaire. Serge Mongeau qui est considéré comme le père de la simplicité volontaire au Québec est le premier activiste à avoir discuté de la décroissance au Québec. Ce militant qui accorde beaucoup d'importance aux actions communautaires et locales a beaucoup contribué par ses propos, ses actions et par ses écrits à la décroissance. Louis Marion, un autre intellectuel québécois, a aussi développé la décroissance au Québec. Cependant, il s'est concentré plus particulièrement sur la critique du capitalisme et de la technique. Ces deux penseurs ont réussi à rassembler plusieurs personnes qui étaient sympathisants à la décroissance pour former le MQDC en juin 2007. Comme nous l'avons expliqué, en 2009, ils ont commencé à produire des publications. Leur publication la plus importante sera un journal intitulé *L'objecteur de croissance*. Enfin, en 2013, on constate la création d'un cours théorique sur la décroissance à l'école des Hautes Études Commerciales (HEC) de Montréal. Au niveau plus concret, la décroissance a fait des percées dans le parti politique de Québec Solidaire bien que dans l'ensemble, elle reste politiquement encore plutôt marginale.

Limites de la recherche

La décroissance reste encore malheureusement beaucoup plus théorique que pratique. Il est donc difficile de l'étudier et de l'évaluer à travers ses actions et répercussions sociales. Nous avons donc dû nous limiter à consulter principalement des publications produites à son sujet. Puisque la décroissance est un phénomène assez récent, nous devons nous baser aussi sur des auteurs qui même s'ils n'utilisent pas directement ce terme dans leurs écrits en tant que tel, se rapprochent de la décroissance par des caractéristiques ou des critiques.

Puisque la décroissance est plus développée en France, il aurait été intéressant d'aller discuter et prendre le pouls des intellectuels et activistes français qui travaillent actuellement sur le sujet. Toutefois, à cause du manque de financement et de temps nous n'avons pas pu nous rendre sur place. Nous espérons que dans le cadre d'une recherche doctorale plus élargie nous aurons l'occasion d'amener plus loin le projet de recherche que nous avons entamé au niveau de la maîtrise.

La décroissance est toujours en développement et en transformation. Il est donc difficile d'affirmer que ce qui est mentionné dans ce mémoire sera toujours valide dans quelques années.

Nous pensons avoir réussi à faire un retour historique sur ce sujet qui a fait ressortir la part des principaux auteurs qui ont inspiré la décroissance telle qu'elle se manifeste aujourd'hui. Toutefois comme nous l'avons démontré, les consensus entre les auteurs ne sont pas très nombreux puisque cette problématique est encore très jeune..

Les pistes de recherche pour des projets ultérieurs

Il serait vraiment intéressant d'aller interroger les membres des partis politiques qui militent pour la décroissance ainsi que des gens qui se sont déclarés en faveur de la décroissance afin d'en savoir plus sur leur vision politique de la décroissance.

Il serait aussi intéressant d'aller rencontrer des activistes, des militants et des individus qui ont développé des initiatives pratico-pratiques en lien avec la décroissance.

Une rencontre avec Serge Latouche serait aussi intéressante afin de pouvoir lui poser plus de questions sur son point de vue sur des questions qui sont à notre avis encore sans réponses et qui ne se retrouvent pas nécessairement dans ses livres.

Ma vision de la décroissance

La vision de la décroissance de Serge Latouche est très proche de la mienne. Je pense que la décroissance s'associe davantage à un mouvement étant donné que c'est un groupe de personnes qui désirent un changement de l'ordre social établi. Nous avons une idée générale et abstraite de la décroissance, or je doute que tous les objecteurs de croissance partagent la même idée générale. J'espère qu'un jour la décroissance pourra être un concept qui fait consensus afin que tous les objecteurs de croissance ainsi que tous les individus de la société aient une idée plus précise de ce qu'elle représente. Hélas, il faut que j'accepte que nous ne sommes pas encore rendus là. Au niveau intellectuel, nous pourrions créer une théorie qui découle de l'ensemble des explications, des notions, des idées sur la décroissance. Cependant, la décroissance a aussi un côté concret et réel qui s'imbrique directement avec la société. Plusieurs de ses éléments demandent des changements directs qu'on pourrait appliquer dès aujourd'hui. Je pense plus spécifiquement ici à la relocalisation qui pourrait selon moi commencer par favoriser la consommation de produits locaux.

De plus, je crois que la décroissance doit devenir une force politique pour apporter un changement radical. Je pense qu'il faut commencer par agir en tant que lobby auprès des gouvernements et appuyer les lois qui sont en lien avec les objectifs de la décroissance. Par la suite, une fois que la décroissance sera plus connue, elle pourra contribuer à la fondation d'un parti politique. Toutefois, pour l'instant, c'est inutile de mettre énormément d'effort à ce niveau là pour avoir un pourcentage minime des voix (moins 1%). Je suis tout à fait en accord avec le fait que la décroissance n'est ni de droite, ni de gauche du moins dans le contexte actuel puisque pour les deux côtés, la croissance est un élément essentiel à leur vision et on l'a vu la décroissance s'oppose fermement à cette pensée.

Le changement doit être radical, mais je suis d'accord avec Castoriadis et Illich qui pensent que le projet de décroissance ne doit pas être trop rigide et qu'il faut lui laisser beaucoup de latitude parce qu'elle va s'appliquer de façon très différente selon les contextes que nous ne connaissons pas nécessairement et des endroits différents qui ont leurs particularités. Par exemple, les changements qu'on considère essentiels aujourd'hui seront peut-être moins nécessaires dans quelques années et d'autres changements devront être prioritaires. Nous pouvons aussi envisager que les solutions trouvées aujourd'hui pourraient rapidement devenir désuètes ou encore que des meilleures solutions pourraient être identifiées. Ajoutons aussi qu'appliquer la décroissance dans une grande ville ne

comporte pas les mêmes conditions que si elle s'applique dans des zones plus rurales. Par exemple, il est beaucoup plus facile d'éliminer la voiture et la remplacer par des transports en commun dans une ville très densifiée comme Montréal que dans une ville comme Gatineau. Je dis que le changement doit être radical parce que le temps nous manque. Nous constatons que les limites environnementales se rapprochent de jour en jour. Aussi, nous pouvons déjà observer les conséquences des changements climatiques. Si nous ne changeons pas rapidement de cap, nous risquons de nous retrouver dans des situations beaucoup plus graves.

Nous avons deux options : soit nous allons subir une récession drastique ou nous pouvons l'éviter en nous préparant à cette récession en commençant à décroître notre consommation et notre production.

Annexe 1

Manifeste pour une décroissance conviviale

À vous qui vous préoccupez de l'avenir des prochaines générations.

Nous vivons dans un monde en crise. « Lucides » ou « Solidaires », tous s'entendent là-dessus. Mais les solutions proposées, qu'elles soient néolibérales ou progressistes, restent dans le paradigme du développement et de la croissance économique, alors même qu'il s'agit là d'une cause majeure de bien des problèmes.

Dans la foulée du mouvement européen de la décroissance économique soutenable²⁶, nous invitons les citoyens et citoyennes du Québec à poser un regard d'ensemble sur le système actuel, en particulier sur les problèmes écologiques et sociaux.

La « décroissance » est une interpellation à la « croissance économique », expression qui donne une connotation vivante et positive à des phénomènes destructeurs des écosystèmes et du tissu social. Le développement économique productiviste accroît l'écart entre les riches et les pauvres tandis que l'augmentation de la production de «richesse» ne signifie pas l'amélioration générale de la condition humaine. La croissance des entreprises ne les empêche pas de couper des postes pour augmenter leurs bénéfices, réduisant à néant l'argument procroissance de la création d'emplois. Par ailleurs, la production toujours augmentée de biens de consommation gruge les ressources qui constituent notre capital écologique et engendre de la pollution et des déchets à la tonne. Les guerres, déversements de pétrole ou carambolages automobiles sont des exemples d'événements qui élèvent le produit intérieur brut, indicateur dont on se sert pour évaluer la santé des nations. Cette analyse des activités humaines donne un portrait inexact de la réalité. Comme beaucoup d'autres avant nous, nous affirmons que l'économie doit cesser de dicter les décisions de tout ordre et redevenir un moyen au service des êtres humains.

La décroissance n'est pas une idéologie simpliste et moralisatrice mais un appel à la réflexion fondé sur un fait incontestable : sur une planète limitée, la croissance illimitée, objectif de tous nos gouvernements, est une impossibilité. Elle conduit à des déséquilibres de plus en plus dangereux.

Quatre crises intimement liées

Crise écologique, d'abord. Inutile de rappeler que depuis l'industrialisation, les êtres humains ont fait disparaître des milliers d'espèces, pollué l'air, l'eau et le sol, décimé des forêts, produit assez de gaz à effet de serre pour modifier le climat, faire fondre les glaciers et élever le niveau des mers, le tout avec des conséquences incontrôlables. La population mondiale consomme comme si nous avions une planète et demie. Si les six

²⁶ Voir <http://www.decroissance.qc.ca> pour une liste de liens sur la décroissance.

milliards d'habitants de la planète pouvaient se permettre le mode de vie que les pays industrialisés font miroiter à travers le monde, c'est de six planètes dont nous aurions besoin²⁷.

Crise sociale, encore. Malgré toutes les promesses de l'idéologie de croissance, la sous-alimentation et l'insécurité alimentaire compromettent la santé de millions de personnes, dans le tiers-monde et dans les pays industrialisés, incluant le Québec. Au même moment, les maladies liées à *l'américan way of life* et à sa pollution font leurs ravages : asthme, cancer, allergies, obésité, maladies cardio-vasculaires, problèmes de santé mentale, etc. Des milliers de personnes vivent des épisodes d'épuisement professionnel pour avoir trop travaillé tandis que des milliers d'autres personnes sont exclues du marché du travail et soumises à l'opprobre.

Crise du sens, toujours. Le stress et le sentiment de vide provoquent dépressions et suicides. Entraînés dans le tourbillon du productivisme et du consumérisme, nous n'avons pas le temps de réaliser que notre liberté se limite à celle de choisir parmi des produits et à s'identifier à des marques de commerce. Le sens véritable de la vie, qui est quête en soi, est évacué du programme. Continuellement occupés, agités, divertis, nous n'avons plus la possibilité de réfléchir alors même que nous consommons biens, services, ainsi que nos relations. Les liens humains prennent place dans un système où le réflexe cultivé est de chercher notre plus grand profit, au détriment de toute solidarité. Branchés sur des médias de masse qui procurent une illusion de présence, nous constatons avec impuissance notre difficulté d'être, tout simplement, avec nos semblables.

Crise politique, enfin. Les citoyens désabusés ne font pas confiance aux politiciens. Rien de surprenant, quand les multinationales imposent leurs règles avec la complicité des gouvernements en place. De grandes institutions non élues, telles l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, prennent des décisions qui affectent la vie de peuples entiers n'ayant pas leur mot à dire. Les contestations sont réprimées par la force policière, quand ce n'est législative et judiciaire²⁸ par la force policière, quand ce n'est législative et judiciaire²⁸. Mais qu'est-ce donc qui légitime le fait que les intérêts financiers des entreprises pèsent plus lourd que les droits des peuples?

Nous, « objecteurs de croissance », déplorons les ravages provoqués par l'idéologie de la croissance et toutes les conditions qui la déterminent.

Culs-de-sac

À tous ceux qui portent l'étendard du développement durable, nous voulons souligner les dangers insidieux de cette approche la plupart du temps bien intentionnée, mais souvent récupérée par les relations publiques des grandes entreprises. L'expression «développement durable», issue du rapport de la commission Brundtland en 1987, présuppose la possibilité du respect de l'environnement dans un contexte de croissance

²⁷ Voir *Notre empreinte écologique*, Mathis Wackernagel et William Rees, Écosociété, 1999, 216 pages.

²⁸ Les fameux SLAPP (Strategic Lawsuit Against Public Participation) : il y a eu au moins trois cas récemment au Québec (Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, Association des gens de l'Île d'Orléans contre le port méthanier à Lévis et *À babord*). Voir : <http://www.taisezvous.org>.

économique et propose de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. En faisant de la croissance une nécessité, le développement durable abandonne toute tentative sérieuse d'éliminer les activités économiques nuisibles. En voulant répondre candidement aux besoins du présent, le développement durable évite de les remettre en question. La satisfaction de nos « besoins » de mobilité, de confort et de télécommunications prépare aux générations futures un legs de pollution, de catastrophes climatiques et de déchets, entre autres.

Une compagnie qui recycle son papier peut se réclamer du développement durable, tout en exportant sur des milliers de kilomètres des objets jetables qui quelques semaines plus tard se retrouveront dans un dépotoir. Le mouvement de la consommation responsable réussit lui aussi à convaincre une partie de la population de consommer des produits équitables, locaux, sans pesticides, biologiques, éco-énergétiques... Petits pas dans le bon sens? Prise de conscience? Nous souhaitons le croire. Mais la possibilité de faire des « achats éthiques » évite de poser la question de la nécessaire réduction de la consommation (seul moyen direct de réduire la pollution, les émissions de gaz à effets de serre, la production de déchets). De la même manière, un effet rebond a été constaté avec les technologies éco-énergétiques : puisque la machine consomme moins, les consommateurs ont tendance à l'utiliser davantage ou à allouer l'argent économisé à d'autres biens de consommation, avec pour conséquence une augmentation globale des ressources matérielles ou énergétiques utilisées.

Qu'en est-il de cette autre avenue réconfortante à première vue, celle de croire que la technologie apportera des solutions aux préoccupations écologiques? Voiture électrique, décontamination, organismes génétiquement modifiés, biogaz et éthanol, etc. Malheureusement, ces « solutions » ne sont pas sans conséquences. Produire de l'éthanol, par exemple, exige qu'on consacre beaucoup de terres agricoles à la monoculture de maïs, dévastant ainsi la biodiversité et entraînant une utilisation intensive de pesticides et d'engrais chimiques qui appauvrissent le sol et polluent les eaux. Nous vivons dans un monde qui valorise systématiquement le progrès et l'innovation technologique sans considérer l'ensemble de leurs conséquences, oubliant que c'est cette même foi qui a engendré les catastrophes écologiques que la technologie prétend aujourd'hui solutionner. Ainsi, une technologie médicale de pointe, impensable en dehors du cadre d'une société industrialisée, permet de soigner des cancers... dus à la pollution engendrée par l'industrialisation.

Voyons un peu comment l'idéologie du progrès, qui va de pair avec celle de la croissance, cause plus de tort qu'elle ne peut en réparer.

D'abord, la frénésie de l'innovation raccourcit le cycle de vie des objets, dont l'obsolescence est planifiée. Celui qui souhaite faire réparer un appareil doit agir avec conviction pour renoncer à l'attrait du nouveau modèle et pour trouver, quand cela est encore possible, les pièces et le réparateur qualifié. Par exemple, acheter un nouveau grille-pain coûte moins cher que de faire réparer celui qu'on a déjà. Rapidement, les objets se retrouvent dans les dépotoirs, après avoir participé à l'exploitation des personnes qui les fabriquent, au gaspillage des ressources, à la consommation d'énergie et à la production de pollution. Ces phénomènes se trouvent légitimés par l'impératif de la croissance, même si l'exploitation des ressources naturelles engendre des conflits meurtriers et que la gestion des déchets coûte des sommes astronomiques. Cette idéologie, en posant comme légitime, sensée et nécessaire l'accumulation de richesses,

justifie tous les moyens de faire de l'argent et de croître : marchandisation de l'eau, exploitation des enfants, guerres pour le pétrole – et marketing artificieux.

Nous vivons malgré nous dans l'ignorance du réseau de dépendance impliqué par l'utilisation de la technologie. Pour que nous utilisions un grille-pain, il a fallu l'usine, le système de transport, le réseau et les centrales électriques. Les appareils technologiques n'existent pas seuls, ils impliquent toute une organisation sous-jacente. On prétend qu'Internet et les ordinateurs réduisent l'utilisation de papier, mais tout reste branché sur l'imprimante et on oublie aussi que de tels moyens de communication ne sont possibles que dans une société industrialisée qui a déjà impliqué un immense gaspillage et continue de dilapider les ressources (forestières entre autres), ne serait-ce que dans l'emballage des pièces qui se baladent d'un bout à l'autre de la planète. Et on occulte les tonnes d'ordinateurs désuets qui ne sont rien de moins que des déchets toxiques. De même, on nous présente l'automobile comme la liberté de se déplacer, le plaisir de conduire, le symbole de la réussite. Mais ce mode de transport implique des kilomètres d'asphalte, la pollution, l'enlaidissement des paysages, le bruit, l'urbanisme qui isole les différents secteurs de la vie, les guerres pour le pétrole, sans compter les milliers de morts d'accidents.

Par ailleurs, nous devenons complètement dépendants de la technologie, incapables de fonctionner sans elle, incapables pour la plupart de comprendre comment elle fonctionne et de la réparer quand ses appareils se brisent. Les innovations technologiques exigent de grands investissements financiers, pour la recherche, le développement et la production. Leur confier la sauvegarde de l'environnement signifie au bout du compte l'abandon entre les mains des détenteurs de capitaux et des grandes compagnies de la possibilité des populations de prendre en main les défis de la vie commune.

Nous nommons « outils » ces machines, mais il importe de réaliser qu'il ne s'agit pas d'objets neutres que nous pouvons utiliser comme bon nous semble ou selon nos principes. Leur usage nous inscrit dans un vaste système de contraintes, et plus encore il nous trans forme, modifiant notre rapport au temps, à l'espace, aux autres êtres humains. La technologie métamorphose notre vision du monde et nos principes mêmes.

Entendons-nous bien : la décroissance n'est pas le désir d'un impossible retour au passé. Elle se veut un choix lucide des inventions. La décroissance, c'est cesser de croire que ce qui est nouveau est meilleur : un tri doit être fait dans ce que la technologie nous offre. Pour nous, certaines inventions devront être abandonnées totalement, par exemple l'énergie nucléaire et la bombe atomique. D'autres, tels l'avion ou divers types de transport motorisé, devront voir leur utilisation sérieusement réduite. En somme, les techniques ayant pour effet de mobiliser toujours plus de ressources devront être abandonnées. Cela ne veut pas dire que tout progrès technique doit être oublié. Pensons aux techniques de pointe en agriculture biologique qui nous font découvrir de nouveaux avantages au compagnonnage végétal. Nous accueillerons les inventions, les techniques qui aideront l'humanité à vivre plus simplement.

Sortir de la croissance

Ce constat de la situation nous permet d'affirmer que l'idéologie du Progrès, qui conçoit que l'Homme, maître de la nature, avance inéluctablement dans l'amélioration du monde,

et celle de la croissance économique, fondée il y a plus de deux cents ans, ne concordent pas du tout avec la réalité du XXI^e siècle.

L'idéologie dominante pose la croissance économique comme souhaitable, nécessaire et inévitable. Une loi de la nature, dit-on. Évidemment, tout organisme vivant croît, mais cette croissance se stabilise rapidement. La croissance à l'infini est une construction mentale humaine, pas une fatalité économique.

La pensée dominante invoque de même la nature humaine pour justifier l'« inévitable » recherche du profit à court terme. Notre espèce survit pourtant depuis des millénaires grâce à l'entraide et à la coopération... Nous pensons que la nature humaine ne se limite pas à sa seule fonction économique et possède de multiples facettes. Nous sommes ce que nous cultivons en nous. Nous croyons qu'il est possible de cultiver l'intelligence, la créativité et la bonne volonté des êtres humains à participer à un changement de culture radical valorisant l'être et la communauté.

De toutes les façons, comme la croissance économique repose sur une consommation importante d'énergie fossile, dont la diminution des capacités de production est annoncée pour les prochaines décennies, et qu'il ne sera pas possible de remplacer si aisément, des perturbations importantes du système actuel sont à prévoir. De là l'urgence de repenser les choses au-delà de l'idéologie de la croissance.

Évidemment, dans un système économique tel qu'il est aujourd'hui, croissance négative signifie récession, avec toutes les conséquences problématiques dans le quotidien de milliers de personnes qui perdent les moyens financiers de répondre à leurs besoins. Le mouvement de la décroissance ne prône pas la récession. Mais vu l'impossibilité écologique pure et simple de voir se perpétuer la croissance à l'infini, les « objecteurs de croissance » proposent une tentative de sortie du paradigme de la croissance. Il s'agit de préparer, et ce dans un souci de justice sociale, les sociétés aux défis des limites physiques de la biosphère.

Réinventer le vivre ensemble

Détachons-nous des structures existantes et des pseudo-contraintes économiques pour concevoir un projet vraiment humain, un projet vraiment réaliste, celui de vivre en fonction de nos besoins et de nos ressources réelles, en harmonie avec notre environnement. Puisant dans notre expérience de la simplicité volontaire, nous sommes convaincus qu'une société de décroissance, qui reposera sur la prise en charge de leurs besoins par les populations, à petite échelle, entraînera l'amélioration de la qualité de vie en favorisant des environnements sains, la participation du plus grand nombre aux décisions, l'entraide et les échanges humains gratuits, la créativité et les occasions d'épanouissement. À quoi ressemblerait cette société? Comment faire des pas dans cette direction?

Cette réflexion pose de front le défi du vivre ensemble et de la répartition de la richesse. Dans la société que nous envisageons, comme dans toute communauté axée sur la satisfaction des besoins (et non sur la création de désirs matériels renouvelables), l'économie consiste en échanges de biens et de services à petite échelle. Le travail est une occasion de participer à la vie communautaire selon ses talents et habiletés, et non un joug nécessaire pour gagner de quoi consommer. Les entités de production sont de petites tailles et utilisent des machines simples à réparer et économiques d'usage. Par exemple : des métiers à tisser mécaniques actionnés par l'énergie humaine ou animale permettent

une production beaucoup plus grande qu'un tissage manuel, sans demander les milliards de capitaux de construction et d'opération d'une manufacture industrielle et sans engendrer de perturbations écologiques. Le temps ne s'achète pas, ce n'est pas de l'argent, c'est un espace où s'épanouir.

Si on prétend que l'industrialisation a permis de produire des objets à moindre coût, c'est qu'on ne comptabilise pas la pollution de l'air, de l'eau et du sol, la maladie physique et mentale des employés de l'industrie, l'exil rural et la gestion des déchets. Dans une société de décroissance, les talents et les habiletés sont consacrés à fabriquer des objets esthétiques et durables. L'attention portée aux objets reflète le respect de la matière et du travail qui y ont été mis : on les entretient et les répare pendant des générations. Les cordonnières, couturiers, rembourreurs, cuisinières, ébénistes, menuisiers et techniciennes réparatrices de tout acabit ont donc pignon sur rue dans les communautés locales où chacun fait ses courses à pied, en vélo, en tricycle ou en tramway, en empruntant d'étroites allées bordées de jardins. Pourquoi ne pas importer le modèle des petits villages européens, évitant ainsi de parcourir des milliers de kilomètres outre-atlantiques en touristes pour les visiter? Échangeons simplement nos recettes plutôt que de faire voyager des cargaisons de biscuits outre-mer.

Une société écologique a un rapport très différent au déplacement. La sécurité alimentaire incite à une production de proximité des aliments de base. Le jardinage, même en ville, en est une composante essentielle. Les entités de production des biens étant de petite taille, elles sont implantées directement au sein des communautés, éliminant ainsi les parcs industriels qui dévastent le paysage et évitant aux personnes de se déplacer sur des dizaines de kilomètres chaque jour pour aller travailler. Le transport des marchandises est également réduit de beaucoup. Les réseaux ferroviaires municipal et national offrent un service rapide et économique, comme c'était le cas avant que les industries du pétrole et de l'automobile ne le démantèlent²⁹. Dans une société qui laisse du temps libre aux personnes, les transports actifs, à pied ou à vélo, ont une place de choix. Les rues et les boulevards urbains sont convertis en pistes cyclables et en trottoirs bordés de parcs. Puisqu'on engloutit moins de ressources dans la réfection des routes et dans la construction des ponts, celles-ci sont disponibles pour l'entretien du transport ferroviaire et l'installation de couloirs à l'abri du vent et de la neige pour le vélo d'hiver, par exemple. Dans une société favorisant ainsi l'activité physique, la détente, un environnement sain et une alimentation naturelle, la médecine occupe une place beaucoup moins importante. Et nous pourrions continuer longuement à esquisser le portrait d'une société hors-croissance.

Évidemment, une telle société ne sera pas la panacée. Nous aurons plus que jamais à faire face au défi du vivre ensemble. Cette partie apeurée de nous qui cherche la sécurité dans l'accumulation grincera des dents devant la rareté retrouvée et l'effort à fournir. Mais au-delà de la peur du manque et de l'inconfort, ces nouvelles structures changeront nos rapports aux autres et à la nature. En comblant notre besoin d'appartenance à une communauté et à un lieu, elles favoriseront des existences significantes.

Il importe de noter que l'application de ces moyens simples et accessibles, qui représentent chez nous une diminution de la consommation (et une augmentation de la qualité de vie!) constituerait dans plusieurs pays du tiers-monde, actuellement affamés

²⁹ Voir *Le livre noir de l'automobile*, Richard Bergeron, Hypothèse, 1999, 435 pages.

par les systèmes de production et de consommation des sociétés dites développées, une augmentation de leur accès aux biens et services, établissant une plus grande justice planétaire, chose écologiquement impossible si nous maintenons notre niveau de vie.

Pistes pour la transformation

Sommes-nous rêveurs? Peut-être devrions-nous poser autrement la question : sommes-nous plus rêveurs que ceux qui pensent améliorer le bien-être général en soutenant une forte croissance économique?

La société actuelle est fort complexe et nous apparaît comme immuable. Comment seulement envisager que les choses puissent être autrement? Évidemment, il s'agira d'un long cheminement de reprise en main individuelle et collective. La simplicité volontaire individuelle est une démarche essentielle, permettant de libérer du temps pour nous éduquer, lire, réfléchir et expérimenter des manières de faire qui seront centrales dans une société de décroissance : jardinage, démarches de croissance personnelle, techniques artisanales ou de réparation, travail bénévole coopératif, etc. C'est dans un mouvement sur la décroissance économique conviviale, qui est l'expression collective des principes d'équilibre de la simplicité volontaire, que ce mode de vie responsable prend tout son sens.

Une société en transition vers un paradigme autre que celui de la croissance économique favorisera le travail à temps partiel, incitant par ailleurs les individus et les communautés à mettre en œuvre des projets accroissant leur autonomie dans la satisfaction de leurs besoins. Des mesures de ralentissement de la circulation, des stationnements incitatifs, la gratuité du transport en commun, l'aménagement de rues piétonnières et de pistes cyclables sont toutes des actions qui vont dans le sens d'un réapprentissage du transport actif et de la présence au monde. Afin de rétablir l'équilibre dans la répartition des richesses, il serait envisageable de décréter un écart de revenu maximal à l'intérieur d'une même entreprise et des outils fiscaux redistributifs entre les plus riches et les plus pauvres, agissant ainsi contre l'inéquité et diminuant le pouvoir de ceux qui ont le plus d'impact négatif sur la nature, que ce soit par leur haut niveau de consommation ou par leurs investissements qui « font rouler l'économie ».

Évidemment, de nombreuses entreprises dont les activités n'ont d'utilité que dans le cadre d'un système de croissance économique (publicité, objets jetables, produits du pétrole, etc.) n'auront tôt ou tard pas le choix de ralentir puis d'arrêter leur production, bouleversant la situation de l'emploi. De là l'importance de s'éduquer et de se réoutiller vers une plus grande autonomie non marchande.

Les fermetures d'usines, événements dévastateurs dans une petite communauté, peuvent être l'occasion d'envisager autrement l'économie d'une région. En règle générale, on est prêt à investir des millions pour conserver les emplois, sans considérer la pertinence de ce qui est produit ni les conséquences de sa production. Pour la plupart des gens, la consommation et le crédit font partie des « acquis » qu'il ne faut pas remettre en cause, d'autant plus que le système économique actuel n'offre pas vraiment d'autre choix. Nous avons espoir qu'une éducation réaliste aux conséquences de notre niveau de vie, jointe à des expériences d'alternatives de subsistance qui permettent une réelle autonomie des communautés, mènera à des choix qui bénéficieront aux populations touchées en leur redonnant du pouvoir sur leur devenir, tout en préservant l'équilibre écologique.

Nous ne pourrions partager les ressources tant et aussi longtemps que nous respecterons le droit à la richesse et nourrirons des rêves d'opulence. Pour mettre en œuvre une société qui respecte vraiment les êtres et la nature, il est essentiel de réviser nos valeurs et notamment de rejeter l'accumulation et la compétition. Pour maintenir les écosystèmes et la biodiversité, il ne peut y avoir de millionnaires. Concernant la survie de l'espèce humaine, il est essentiel de cultiver le détachement face à l'appât du gain.

Sommes-nous plus rêveurs que ceux qui prétendent que la piscine, le jet privé et les aliments cultivés à l'autre bout du monde sont accessibles à quiconque fait preuve de détermination? Sommes-nous plus rêveurs que ceux qui prétendent encore au bonheur par l'accumulation des richesses et la frénésie du travail? Plus rêveurs que ceux qui croient qu'ils travaillent pour le futur de leurs enfants en constituant des fortunes dans les paradis fiscaux?

À l'image de l'adolescent, l'humanité vit au rythme des excès, grisée par le sentiment de puissance de ses accomplissements. Il est temps de tourner la page sur cette époque d'insouciance et d'acquérir collectivement un peu de maturité. Si nous n'entreprenons pas une réelle recherche d'équilibre fondée sur la reconnaissance et le respect des limites de la Terre, il est à prévoir des bouleversements bien pires que ceux découlant de la transition vers une économie hors du productivisme, qu'il soit capitaliste ou socialiste. La « nécessité » de la croissance économique n'est pas une contrainte absolue, contrairement aux limites physiques de la planète.

Notre position peut sembler déconcertante, mais les valeurs de solidarité qui la soutiennent sont déjà bien ancrées dans la culture québécoise, où le plaisir de rendre service, la créativité des patentoux et la simplicité de voisinage sont bien connus, même s'ils sont de plus en plus difficiles à exprimer dans un monde où l'idéologie de croissance nous incite à nous méfier des autres – car l'entraide nuit à l'économie!

Le mouvement de la décroissance n'est pas une utopie. Nous croyons qu'il est possible, en commençant aujourd'hui, d'entreprendre de mille façons un virage vers une organisation sociale vraiment soutenable, et conviviale en prime! Et vous?

Les signataires

Maude Bouchard-Fortier

Léo Brochier

Jean-Marc Brun

Jean-François Cantin

Arthur Lacomme

Jacinthe Laforte

Julien Lamarche

Louis Marion

Serge Mongeau

Marcel Sévigny

Site Internet

<http://www.decroissance.qc.ca/>

Bibliographie

- La révolution est à réinventer, voilà tout. (1961, avril). *International Situationniste* .
- Abraham, Y.-M. (2012). La décroissance soutenable comme sortie de crises? *ACSALF* .
- Abraham, Y.-M. (2013, juin). Plan de cours. *La décroissance soutenable: théorie et pratiques* . Montréal, Québec, Canada: HEC Montréal.
- Abraham, Y.-M., Marion, L., & Philippe, H. (2011). *Accueil*. Récupéré sur Collectif de recherche interuniversitaire et transdisciplinaire sur les impasses de la croissance: <https://sites.google.com/site/impassesdelacroissance/home>
- Allemand, S. (2011, mai 15). Les étapes de la croissance économique. *Sciences humaines* , pp. http://www.scienceshumaines.com/les-etapes-de-la-croissance-economique_fr_10573.html.
- Ariès, P. (2005). *Décroissance ou barbaries*. Lyon: Golias.
- Ariès, P. (2009). *Désobéir et grandir, Vers une société de décroissance*. Montréal: écosociété.
- Ariès, P. (2008). *La décroissance un nouveau projet politique*. Villeurbanne: Golias.
- Ariès, P. (2008). *LA décroissance un nouveau projet politique*. Villeurbanne : Golias.
- Ariès, P. (2012, mars 3). Mouvement des Objecteurs de Croissance (le M.O.C.). *Soutien au programme législatif du MOC et du PPLD* . Paris, France: <http://www.les-oc.info/2012/03/soutien-paul-aries/>.
- Aristote.
- Aubert-Lotarski, A. (2007). *ESÉN*. Retrieved from Études et conseils: démarches et outils: <http://www.esen.education.fr/conseils/traitement-des-donnees/operations/decrire-et-agreger-des-donnees-chiffrees-et-qualitatives/analyse-de-contenu/>
- Barbin, A. (2014, février 4). *La Nature dans l'écologie politique*. Retrieved février 28, 2014, from Fondation de l'écologie politique: <http://www.fondationecolo.org/blog/LA-NATURE-DANS-L-ECOLOGIE-POLITIQUE-D-ANDRE-GORZ>
- Beaudet, P., Canet, R., & Massicotte, M.-J. (2010). *L'altermondialisme forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*. Montréal: Les éditions Écosociétés.
- Bernard, M., Cheynet, V., & Clémentin, B. (2003). *Objectif décroissance, Vers une société viable*. Montréal: Écosociété.

- Brundtland, G. H. (1987). *Rapport Brundtland*.
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf.
- Burlet, L. (2012). L'écologie radicale se déchire : « décroissance de gauche » contre « décroissance de droite ». *Rue89Lyon* .
- Caillé, A. (2011). En guise de prologue, Vers le convivialisme. In A. Caillé, M. Humbert, S. Latouche, & P. Viveret, *de la convivialité, dialogues sur la société conviviale à venir* (pp. 15-24). Paris: La découverte.
- Castoriadis, C. (1979). *Le contenu du socialisme*. Paris: UGE 10/18.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris: Éditions du Seuil.
- Castoriadis, C. (2005). *Une société à la dérive. entretiens et débats*. Paris: Seuil.
- Cheyne, V. (2005, août). *Engager une politique de décroissance*. Consulté le septembre 16, 2014, sur Institut d'étude économiques et sociales pour la décroissance soutenable: <http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/polidecroi>
- Cheyne, V. (2007, avril 15). La décroissance en politique. (M. Chambru, Interviewer)
- Cheyne, V. (2011, août 2). *Réponse à Paul Ariès : la décroissance ne sera pas un stalinisme* . Consulté le septembre 16, 2014, sur Insitut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable: <http://www.decroissance.org/?chemin=textes/reponseaaries.htm>
- Cheyne, V. (2011). Réponse à Paul Ariès : la décroissance ne sera pas un stalinisme. *Insitut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable* .
- Club of Rome. (2011, novembre 9). *About the Club of Rome*. Retrieved février 4, 2014, from The Club of Rome: <http://www.clubofrome.org/?p=324>
- Cohabitat Québec. (2014). *À propos*. Retrieved mai 29, 2014, from Cohabitat Québec: <http://www.cohabitat.ca/index.php/menuprojet>
- Côté, M. (2008). La simplicité volontaire au Québec, Les adeptes, les groupes, le mouvement. *Mémoire* . Faculté des études supérieures de l'Université Laval, Québec: Département de sociologie, faculté des sciences sociales.
- De Ravignan, F. (2007). *Introduction à l'oeuvre de François Partant*. Paris: La ligne d'horizon les amis de François Partant.
- Debord, G. E. (1957). *Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale*. Paris: Plaqueette.

- Delaunay, J. (1972). *Halte à la croissance? : enquête sur le Club de Rome*. Paris: Fayard.
- Duverger, T. (2011). *La décroissance, une idée pour demain*. Paris: Sang de la Terre écologie, environnement et société.
- Ehrenberg, A. (2008). *La fatigue d'être so. Dépression et société*. Paris: Édition Odile Jacob.
- Faullimmel, M. (2000). *A propos de Votre révolution n'est pas la mienne*. Retrieved mai 20, 2014, from Organdi: http://www.organdi.net/article.php3?id_article=16
- Georgescu-Roegen, N., Grinevald, J., & Rens, I. (1995). *Deuxième édition, La décroissance : entropie, écologie, économie*. Paris: Sang de la terre.
- Georgescu-Roegen, N., Grinevald, J., & Rens, I. (1995). *La décroissance : entropie, écologie, économie*. Paris: Sang de la terre .
- Glansdorff, P., & Prigogine, I. (2014). *Thermodynamique Lois fondamentales*. Retrieved mai 22, 2014, from Encyclopaedia universalis: <http://www.universalis.fr/encyclopedie/thermodynamique-lois-fondamentales/>
- Gorz, A. (1991). *Capitalisme, socialisme, écologie. Désorientation, orientation*. Paris: Galilée.
- Gorz, A. (1978). *Écologie et politique*. Paris: Éditions Galilée.
- Gorz, A. (2008, janvier 7). Le travail dans la sortie du capitalisme. *Revue critique d'écologie politique* .
- Gorz, A. (2009, octobre 12). L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation. *Ecologica* , p. <https://collectiflieuxcommuns.fr/spip/spip.php?article264>.
- Gorz, A. (1997). *Misères du présent, richesse du possible*. Paris: Seuil.
- Gorz, A. (2006, décembre 14). Où va l'écologie. (N. Observateur, Interviewer)
- Gorz, A. (1977). Suite à une conférence de Nicholas Georgescu-Roegen. France.
- GreenFacts. (n.d.). *Cycle naturel*. Retrieved février 28, 2014, from Scientific Committees: http://ec.europa.eu/health/scientific_committees/opinions_layman/triclosan/fr/glossaire/abc/cycle-naturel.htm
- Grinevald, J. (2013). La décroissance. *Reporterre le quotidien de l'écologie* .

Häni, D., & Schmidt, E. (Directors). (2008). *Le revenu de base, une impulsion culturelle* [Motion Picture].

Harpagès, D. (2014). Castoriadis, philosophe de l'autonomie et précurseur de la décroissance. *Reporterre le quotidien de l'écologie*, <http://www.reporterre.net/spip.php?article6055>.

Homs, C. (2011). Sortir de l'économie? (ou plutôt comment l'économie a été inventée...). *Un débat avec Serge Latouche et Anselm Jappe*, (pp. 1-30). Bourges.

Illich, I. (1973). *La convivialité*. New York: Seuil.

Illich, I. (1973). *La convivialité*. New York: Seuil.

Illich, I. (2003). *Oeuvres complètes volume 1*. Paris: Fayard.

Intranet de Québec solidaire. (2009, février). Récupéré sur Collectif «Décroissance conviviale»: <http://intranet2.quebecsolidaire.net/124/>

Jacques, S. (2009). Un nouveau pacé dans la mare. *L'objecteur de croissance*, 1-2.

Jay, M. (1977). *L'imagination dialectique, histoire de l'École de Francfort et de l'Institut de Recherches Sociales*. Paris: Payot.

Kamano, S. (2008, juillet). Les défis du postcolonialisme. *La Revue réformée*, pp. <http://larevuereformee.net/articlerr/n247/les-defis-du-postcolonialisme>.

L'institut d'études économique et sociales sur la décroissance soutenable. (2013, juillet 16). *Historique*. Retrieved février 25, 2014, from L'institut d'études économiques et sociales sur la décroissance soutenable: <http://www.decroissance.org/index.php?chemin=textes/historique>

Larané, A. (2011, novembre 2). *Émergence du «sous-développement»*. Retrieved mai 11, 2014, from herodote.net: http://www.herodote.net/20_janvier_1949-evenement-19490120.php

Larousse. (n.d.). *Capitalisme*. Retrieved février 28, 2014, from Larousse: <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/capitalisme/30530#382262>

Larousse. (2014). *Néocapitalisme*. Retrieved mai 22, 2014, from Larousse: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/n%C3%A9ocapitalisme/54143>

Larousse. (2014). *Structuralisme*. Retrieved avril 9, 2014, from Larousse: <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/structuralisme/94130>

- L'association La ligne d'horizon-les amis de François Partant. (2003). *Défire le développement refaire le monde*. Paris: Parangon.
- Latouche, S. (2014). «*Cornelius Castoriadis*» ou *l'autonomie radicale*. Neuvy-en-Champagne: Éditions le passager clandestin.
- Latouche, S. (2004). *La Mégamachine, raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*. Paris: La Découverte.
- Latouche, S. (1993). *La planète des naufragés, Essai sur l'après-développement*. Paris: La découverte.
- Latouche, S. (2006). *Le pari de la décroissance*. Paris: Arthème Fayard.
- Latouche, S. (2003). LES MIRAGES DE L'OCCIDENTALISATION DU MONDE. *En finir, une fois pour toutes, avec le développement*.
- Latouche, S. (1990). *L'Occidentalisation de l'Occident*. Paris: La découverte.
- Latouche, S. (1989). *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Paris: La découverte.
- Latouche, S. (2007). *Petit traité de la décroissance sereine*. Paris: Mille et une nuit.
- Latouche, S. (2013, avril 29). Serge Latouche, objecteur de croissance. (T. Paquot, Intervieweur)
- Latouche, S. (2011). *Vers une société d'abondance frugale*. Paris: Mille et une nuits.
- Latouche, S., & Marcoux, A. (2004). *Objectif décroissance. Vers une société viable*. Retrieved novembre 26, 2013, from À babord!: <http://www.ababord.org/spip.php?article54>
- Laurent, A. (2013). Serge Latouche : “La décroissance permet de s’affranchir de l’impérialisme économique”. *Reporterre le quotidien de l'écologie* , <http://www.reporterre.net/spip.php?article4546>.
- Le Parti Pour La Décroissance. (2013). *Mais quelle idée de créer un Parti pour la Décroissance?* Retrieved juin 4, 2014, from Le Parti Pour La Décroissance: http://www.partipourladecroissance.net/?page_id=7567
- Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire. (2011). *Définitions*. Retrieved février 23, 2012, from Le Réseau québécois pour la simplicité volontaire: <http://simplicitevolontaire.info/>
- Lévi-Strauss, C. (1958). *Antropologie structurale*. Paris: Plon.

- Marion, L. (2011, Hiver). Autonomie humaine et force sociale. *L'Objecteur de Croissance* , pp. 4-5.
- Marion, L. (2012). Capitalisme et aliénation. In P. Beaudet, & S. A. Soussi, *Nouveaux Cahiers du socialisme, Du prolétariat au précarat, Le travail dans l'ombre du capitalisme contemporain* (pp. 45-54). Montréal: Collectif d'analyse politique.
- Marion, L. (2011, mars 2). *Critique du capitalisme et de l'aliénation*. Retrieved novembre 28, 2012, from Présentation wertkritik: <http://palim-psao.over-blog.fr/article-critique-du-capitalisme-et-de-l-alienation-du-travail-68449897.html>
- Marion, L. (2011). Critique du progressisme technocratique. In Y.-M. Abraham, L. Marion, & H. Philippe, *Décroissance versus développement durable, débats pour la suite du monde* (pp. 34-43). Montréal: Écosociété.
- Marion, L. (2010, été). Critique du travail abstrait et décroissance. *L'Objecteur de Croissance* , pp. 4-5.
- Marion, L. (2013, juin). Rompre avec la croissance, remettre le monde à l'endroit. *Relations, pour qui veut une société juste* , pp. 13-16.
- Mauss, M. (1973). Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. *Sociologie et Anthropologie* .
- Meadows, D., Meadows, D., & Randers, J. (2013). *Les limites de la croissance*. Montréal: Écosociété.
- Meadows, D., Meadows, D., & Randers, J. (1972). *Rapport sur les limites de la croissance*. Paris: Fayard.
- Mongeau, S. (2010, été). Changer? Mais dans quelle direction aller? *L'Objecteur de Croissance* , pp. 1-3.
- Mongeau, S. (2010, été). Dés-urbaniser nos villes? *L'Objecteur de Croissance* , p. 9.
- Mongeau, S. e. (2010, mars). *Le Manifeste pour une décroissance conviviale*. Consulté le avril 2, 2011, sur Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale: <http://www.decroissance.qc.ca/node/5>
- Mongeau, S. (2013, octobre 7). Le MQDC. (A.-S. Pratte, & F. Reina, Interviewers)
- Mongeau, S. (2011, hiver). Pour passer au collectif... *L'Objecteur de Croissance* , p. 3.
- Mongeau, S. (2010, avril 22). Pour une décroissance conviviale. (Les repères Lanqustrand, Interviewer)

Mongeau, S., & Collectif. (2007). *Objecteurs de croissance, Pour sortir de l'impasse: la décroissance*. Montréal: Écosociété.

Mongeau, S., Marion, L., Lamarche, J., Cantin, J.-F., Bouchard-Fortier, M., Brochier, L., et al. (2010). *Le manifeste pour une décroissance conviviale*. Retrieved octobre 16, 2013, from MQDC: <http://www.decroissance.qc.ca/>

Mongeau, Y. (2012, juin 12). Le Club de Rome et ses critiques. *L'agora* , pp. 85-102.

Morin, E., Lefort, C., & Castoriadis, C. (1988). *Mai 68: La breche suivi de vingt ans après*. Bruxelles: Éditions complexe.

Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale. (2012, juin). *La vie du MQDC*. Consulté le octobre 2, 2014, sur Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale: <http://www.decroissance.qc.ca/vieMQDC>

Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale. (2007). *La fondation du MQDC*. Récupéré sur Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale: <http://www.decroissance.qc.ca/FondationMQDC>

Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale. (2012, juin). *Le mouvement* . Consulté le novembre 21, 2013, sur Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale: <http://www.decroissance.qc.ca/node/76>

Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale. (2013, avril). *Local communautaire*. Récupéré sur Mouvement Québécois pour une décroissance conviviale: <http://www.decroissance.qc.ca/localMQDC>

Nations Unies. (1992, août 12). Assemblée générale. *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* . Rio de Janeiro, Brésil.

Naudin, A., & La Carbonnel, G. (2014). Serge Latouche : “La décroissance n’a pas à se situer sur l’échiquier politique”. *Novopress* .

Newman, R. (2006, février 2). Décroître ou mourir. *Le Couac* .

Office fédéral du développement territorial ARE. (2007). *1972: La Conférence des Nations Unies sur l’environnement humain, Stockholm*. Retrieved février 5, 2014, from Confédération Suisse: <http://www.are.admin.ch/themen/nachhaltig/00266/00540/00541/index.html?lang=fr>

Partant, F. (1997). *La fin du développement, naissance d'une alternative?* Paris: La ligne d'horizon.

- Partant, F. (2007). *La ligne d'horizon: Essai sur l'après développement*. Paris: La Découverte.
- PNUE. (2001). *L'avenir de l'environnement mondial 3 (GEO-3)*. Bruxelles: De Boeck Université.
- Revers. (2007). *Empreinte écologique*. Consulté le novembre 9, 2014, sur Revers: <http://dictionary.reverso.net/french-definition/empreinte%C3%A9cologique>
- Rist, G. (2006, décembre 9). La Décroissance vue par et avec Gilbert Rist. (T. à terre, Intervieweur)
- Rist, G. (2013). *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Presse De Sciences Po.
- Robert, M. (2005, juillet 16). Vers l'automobile immobile. *Carfree.fr*, pp. <http://carfree.free.fr/index.php/2005/07/16/vers-l%E2%80%99automobile-immobile/>.
- Rosanvallon, P. (2011). *La société des égaux*. Paris: Éditions du Seuil.
- Souchay, P. (2014). *Encyclopaedia universalis*. Retrieved mai 22, 2014, from Thermodynamique chimique: <http://www.universalis.fr/encyclopedie/thermodynamique-thermodynamique-chimique/>
- Thibault. (2014). *Bon pour la casse. Lea déraisons de l'obsolescence programée (Serge Latouche)*. Consulté le juillet 19, 2014, sur Scriptoblog, Le retour aux sources: <http://www.scriptoblog.com/index.php/notes-de-lecture/sociologie/920-bon-pour-la-casse-les-deraisons-de-l-obsolescence-programmee-serge-latouche>
- Tizon, A., & Lonchamp, F. (1999). *Guy debord et les situationnistes*. Retrieved avril 15, 2014, from Votre Révolution n'est pas la mienne: <http://ecritscorsaires.free.fr/article.php3.31.html#nb1>
- UNEP. (n.d.). *Le PNUE en bref*. Retrieved février 5, 2014, from United Nations Environment Programme: <http://www.unep.org/Documents.multilingual/Default.asp?DocumentID=341&l=fr>
- Ward, B., & Dubos, R. (1972). *Nous n'avons qu'une Terre*. Paris: Denoël.
- Zin, J. (2008, octobre 3). André Gorz, une écologie politique. *Revue critique d'écologie politique*.

